

DIALOGUE GLOBAL

8.1

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec
Virgínia Fontes

Guilherme Leite Gonçalves

XIX^e Congrès
mondial de l'ISA
à Toronto

Margaret Abraham
Rima Wilkes
Patrizia Albanese
François Lachapelle
Patrick John Burnett
Mitchell McIvor
Mickey Vallee
Elise Maiolino
Cary Wu

Genre et
violence

Maggie Walter
Joselynn Baltra-Ulloa
Jacob Prehn
Kammila Naidoo
Magdalena Grzyb
Sylvia Walby

Marx et
la sociologie
aujourd'hui

Gáspár Miklós Tamás
Erik Olin Wright
Alexandra Scheele
Stefanie Wöhl
Bob Jessop
Guilherme Leite Gonçalves
Satish Deshpande
Michelle Williams
Raju Das
David Fasenfest

Rubrique ouverte

- > **Les inégalités de classe en Chine**
- > **Universités publiques et privées en Inde**
- > **L'équipe de Dialogue Global se renouvelle**

MAGAZINE



VOLUME 8 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2018
<http://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

“Si l’objet de l’économie est le marché et son expansion, et l’objet de la science politique est l’État et la garantie de la stabilité politique, alors l’objet de la sociologie est la société civile et la défense du social. En temps de tyrannie du marché et de despotisme de l’État, la sociologie – en particulier la sociologie publique – défend les intérêts de l’humanité”

Michael Burawoy, discours présidentiel, ASA, 2004

“Trois défis se présentent à la sociologie globale. Si le premier défi est de constituer une sociologie de la société, et le deuxième de construire une sociologie dans la société, le troisième défi est de concevoir une sociologie pour la société, en défendant l’objet même – la société civile – qui est à l’origine du fondement de la sociologie.”

Michael Burawoy, discours présidentiel, ISA, 2014

En ouvrant notre premier numéro de *Dialogue Global* sur deux citations de Michael Burawoy, nous souhaitons en tant que nouveaux rédacteurs en chef rendre hommage à la riche histoire de ce magazine de sociologie publique et globale unique en son genre (cf. son éditorial dans le [numéro 7.4](#)).

La première citation est tirée du discours programmatique de Michael à la présidence de l’Association américaine de Sociologie (ASA), dans lequel il plaidait avec force pour une consolidation de la sociologie publique. Dans la seconde citation, tirée de son allocution au XVIII^e Congrès mondial de Sociologie en tant que Président de l’ISA, il s’attachait à définir les contours d’une sociologie globale. C’est sous le titre « Going public, going global » [Vers une sociologie publique et globale] que Michael a synthétisé les dix années qui séparent ces deux discours – dix années durant lesquelles son approche de la sociologie et la question de ce que la sociologie en tant que discipline peut et doit accomplir ont fait l’objet de vifs débats à l’échelle internationale. C’est également durant cette période que Michael – qui enseigne et fait de la recherche aux États-Unis et malgré cela, ou peut-être en raison de cela, porte un regard critique sur les sociologies hégémoniques – a fondé *Dialogue Global*. En l’espace de sept ans, il a, avec le soutien et la collaboration de sociologues du monde entier, développé ce projet pour en faire un magazine de sociologie publique florissant. Nul besoin de partager les vues de Michael sur la sociologie pour reconnaître qu’il a su faire porter la voix des sociologues au-delà des débats internes à notre discipline, et offrir à des sociologues du monde entier une tribune où exposer leurs recherches, exprimer leurs opinions sur la situation internationale, et partager leurs réflexions sur leur discipline.

Lorsque Michael nous a proposé de présenter notre candidature pour lui succéder à la tête de *Dialogue Global*, nous avons été honorés et ravis de cette marque de confiance. Connaissant les difficultés qui vont avec un projet comme celui-ci, nous n’avons pas pris notre décision à la légère. En tant que sociologues engagés dans le débat public attachés à la tradition critique de notre discipline, c’est la dure réalité

de cette époque « de tyrannie du marché et de despotisme de l’État » que Michael évoquait dans son discours, et qui menace de s’accélérer sous de nouvelles formes, qui nous a convaincus d’accepter le défi.

Nos sociétés ont connu depuis le milieu des années 1970 de profondes transformations sociales, lourdes de conséquences. Ces transformations se manifestent au travers de diverses ruptures, tant dans les pays du Nord global comme dans ceux du Sud global, et à l’Est comme à l’Ouest. Parmi celles-ci, citons la crise des années 70, l’effondrement du socialisme d’État, l’expansion du capitalisme financier et de la mondialisation, la montée des BRICS et enfin la crise financière mondiale de 2008-2009. Parmi les autres grandes ruptures historiques, citons le démantèlement, la restructuration et la reconfiguration des États-providence qui sont à l’œuvre partout dans le monde depuis les années 80 ; les nouveaux mouvements de contestation ; les guerres motivées sur le plan économique, politique et religieux par des questions de ressources et d’hégémonie ; des migrations forcées d’une ampleur sans précédent ; la paupérisation matérielle et les crises sociales qui touchent des régions et pays du monde entier à la suite de catastrophes écologiques ; et l’augmentation considérable des inégalités sociales. Nous assistons également, pour reprendre les termes d’Adorno, à la « rébellion conformiste » d’un nouveau populisme de droite, et à une tendance à des formes autoritaires de pouvoir étatique qui se heurtent inévitablement aux non moins importants mouvements de démocratisation qui émergent au sein de la société.

Ces phénomènes se développent de manière inégale en raison d’un ensemble très complexe de facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels, et surtout avec des conséquences qui peuvent être extrêmement diverses. Mais on observe en même temps des interrelations transnationales et internationales et des tendances convergentes, telles que la réorganisation axée sur le marché de capitalismes par ailleurs distincts, l’émergence simultanée de courants populistes aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique latine, une recrudescence des inégalités de

>>

classe dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, ainsi qu'un retour en force des inégalités liées au genre et à l'origine ethnique ou à la nationalité.

Bien que les interprétations que les sociologues livrent de ces phénomènes soient profondément hétérogènes, voire contradictoires, il est généralement admis que ces changements menacent le fondement même de notre discipline. Dans un monde de post-vérité, une sociologie qui se consacre avant tout à établir « la vérité » perd toute sa justification sociale. En tant que discipline qui repose sur un discours exempt de domination pour remplir ses obligations en matière d'analyse, de réflexion et de critique des évolutions sociales, la sociologie serait condamnée. C'est pourquoi les sociologues, laissant leurs divergences de côté, doivent chercher ensemble à établir le dialogue entre le monde universitaire et non universitaire en participant au débat public. En tant que nouveaux rédacteurs en chef de *Dialogue Global*, nous souhaitons rassembler des éclairages sociologiques du monde entier et encourager un débat animé sur les évolutions de nos sociétés en même temps que la promotion de notre discipline.

Ce nouveau numéro de *Dialogue Global* s'ouvre sur un entretien avec Virginia Fontes, théoricienne de la théorie de la dépendance et intellectuelle marxiste réputée en Amérique latine. Elle nous invite à réfléchir sur l'histoire de ces courants théoriques au Brésil et sur l'utilité du concept marxiste d'expropriation pour la critique de l'économie politique et pour mieux comprendre les événements intervenus depuis le coup d'État parlementaire de 2016.

Plus de 5.000 sociologues sont attendus au XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA organisé à Toronto, Canada, pour débattre de leurs recherches et de la mission de la sociologie face aux grands problèmes de notre temps. La Présidente de l'ISA, Margaret Abraham, explique pourquoi le thème du Congrès, « Pouvoir, violence et justice : Réflexions, réponses et responsabilités » est à ce point important. Les contributions de Patrizia Albanese, présidente du Comité local d'organisation, Rima Wilkes, présidente de la Société canadienne de Sociologie, et de jeunes sociologues en provenance de différentes régions du Canada, nous permettent de mieux appréhender le Canada et la sociologie canadienne.

Malgré les efforts pour attirer l'attention de l'opinion publique sur ce sujet et l'indignation que suscite l'ampleur de ce fléau, la violence de genre reste souvent taboue. Sollicités par Margaret Abraham, divers auteurs évoquent dans ce numéro la situation dans leur pays respectif – la Pologne, la Grande-Bretagne, l'Australie et l'Afrique du Sud.

Pour le 200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx, nous avons également voulu consacrer un dossier spécial aux débats sociologiques autour de ses théories et idées. À cette occasion, plusieurs spécialistes internationaux ont été invités à analyser en profondeur l'histoire de la sociologie en même temps qu'à débattre de la théorie marxiste et des critiques de l'œuvre de Marx sous différentes perspectives. Ils nous montrent, au travers de ces articles, comment Marx peut être une référence pour la théorie sociologique et pour les discussions sur des visions alternatives de développement sociétal, les critiques dont il peut faire l'objet dans une perspective féministe, l'usage qui est fait de la théorie marxiste pour analyser les capitalismes contemporains en général, et comment le développement de l'État ou le droit peuvent être compris d'un point de vue marxien, et bien d'autres choses encore. Étant issus de différents pays, les auteurs de ces articles nous permettent de mieux appréhender la reconnaissance de Marx au niveau international.

À la fin de ce numéro, une Rubrique ouverte propose un article sur l'impact de la marchandisation sur les filières de sociologie dans les universités indiennes, un article sur les conditions de travail en Chine, et pour finir, une brève présentation des membres qui forment la nouvelle équipe éditoriale de *Dialogue Global* – d'anciens membres qui poursuivent leur collaboration, et de nouveaux membres qui intègrent l'équipe avec ce numéro.

Pour démarrer, nous avons eu la chance de pouvoir compter sur le généreux soutien de Michael Burawoy et l'accueil chaleureux de toute l'équipe du magazine et des membres de l'ISA impliqués dans *Dialogue Global*, et nous tenons à les en remercier. Nous nous réjouissons dès à présent de ce travail d'équipe et espérons accueillir de nouvelles idées et suggestions en provenance du monde entier. ■

Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre,
nouveaux rédacteurs en chef de *Dialogue Global*.

> ***Dialogue Global* est disponible en 17 langues sur [le site web de l'ISA](http://le.site.web.de/l'ISA).**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.**



**DIALOGUE
GLOBAL**



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistants d'édition :

Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttill, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Rédacteurs-consultants :

Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Équipes régionales

Monde arabe : Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine : Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh : Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.

Brésil : Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Lucas Amaral Oliveira, Benno Warken, Angelo Martins Junior, Dmitri Cerboncini Fernandes.

France/Espagne : Lola Busuttill.

Inde : Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.

Indonésie : Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriya, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sina Bastani, Mitra Daneshvar, Vahid Lenjanzade.

Japon : Satomi Yamamoto, Masaki Yokota, Yuko Masui, Kota Nakano, Riho Tanaka, Masaki Tokumaru, Marie Yamamoto.

Kazakhstan : Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel.

Pologne : Jakub Barszczewski, Iwona Bojadziejewa, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Łukasz Dulniak, Krzysztof Gubański, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Aleksandra Senn, Anna Wandzel, Jacek Zych.

Roumanie : Cosima Rughiniș, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Maria-Loredana Arsene, Timea Barabaș, Denisa Dan, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Alina Hoară, Alecsandra Irimie-Ana, Cristiana Lotrea, Anda-Olivia Marin, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Rareș-Mihai Mușat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Codruț Pînzaru, Adriana Sohodoleanu, Elena Tudor.

Russie : Anastasia Daur, Andrei Sinelnikov, Elena Zdravomyslova.

Taïwan : Jing-Mao Ho.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Virginia Fontes, théoricienne marxiste de renom en Amérique latine, montre l'importance du concept marxiste d'expropriation pour la critique de l'économie politique, et comment il permet de mieux comprendre l'évolution du Brésil depuis le coup d'État parlementaire de 2016.



Le XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA se tiendra en juillet 2018 à Toronto (Canada). Patrizia Albanese, Présidente du Comité local d'organisation, et cinq sociologues canadiens de la nouvelle génération nous donnent un aperçu de la sociologie canadienne d'aujourd'hui.



À l'occasion du 200^e anniversaire de la naissance de Marx, des sociologues du monde entier expliquent en quoi la théorie marxiste reste utile pour comprendre les évolutions actuelles dans des domaines traitant aussi bien de l'État et du droit, que du racisme et du féminisme.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Du capital-impérialisme : Entretien avec Virgínia Fontes
Guilherme Leite Gonçalves, Brésil 6

> XIX^e CONGRÈS MONDIAL DE SOCIOLOGIE DE L'ISA À TORONTO

Pouvoir, violence et justice
Margaret Abraham, États-Unis 10

La sociologie canadienne et le Congrès mondial
Rima Wilkes, Canada 12

Une occasion de « perpétrer » de la sociologie
Patrizia Albanese, Canada 14

L'université canadienne, entre ambition nationale et internationale
François Lachapelle et Patrick John Burnett, Canada 16

Les répercussions de la dette des étudiants au Canada
Mitchell McIvor, Canada 18

Le rôle du scientifique citoyen
Mickey Vallee, Canada 20

Le travail identitaire chez les dirigeants politiques canadiens
Elise Maiolino, Canada 22

Le degré de confiance des immigrants au Canada
Cary Wu, Canada 23

> GENRE ET VIOLENCE

Intersectionnalité, indigénéité, genre et violences
Maggie Walter, Joselynn Baltra-Ulloa et Jacob Prehn, Australie 25

Violences sexuelles et « viol de correction » en Afrique du Sud
Kammila Naidoo, Afrique du Sud 27

Pologne : Rendre visibles les violences conjugales
Magdalena Grzyb, Pologne 29

Vers une « violence zéro » ?
Sylvia Walby, Royaume-Uni 31

> MARX ET LA SOCIOLOGIE AUJOURD'HUI

Marx, 200 ans après 33

Marx et la sociologie en 2018
G.M. Tamás, Hongrie 34

Marx, toujours d'actualité pour dépasser le capitalisme
Erik Olin Wright, États-Unis 37

Le féminisme aux prises avec le marxisme
Alexandra Scheele, Allemagne, et Stefanie Wöhl, Autriche 39

Marx et l'État
Bob Jessop, Royaume-Uni 41

Le *Landnahme* capitaliste : Une nouvelle approche marxiste du droit
Guilherme Leite Gonçalves, Brésil 43

Marx et la sociologie en Inde
Satish Deshpande, Inde 45

Marx au XXI^e siècle
Michelle Williams, Afrique du Sud 47

Marx et le Sud global
Raju Das, Canada, et David Fasenfest, États-Unis 49

> RUBRIQUE OUVERTE

Inégalités de classe et luttes sociales en Chine
Jenny Chan, Hong Kong 51

Universités publiques et privées en Inde
Niharika Jaiswal, Inde 53

L'équipe de *Dialogue Global* se renouvelle 55

“ Dans cette période difficile de notre histoire, nous les sociologues ne pouvons nous permettre de nous tenir à distance face aux conflits et aux débats de notre temps, au risque de ne plus compter pour les principaux acteurs qui composent la société civile. ”

Margaret Abraham

> Du capital-impérialisme

Entretien avec Virgínia Fontes



Virgínia Fontes.

Virgínia Fontes figure parmi les penseurs marxistes les plus importants d'aujourd'hui en Amérique latine. Elle a exercé comme professeure d'histoire sociale à l'Université fédérale Fluminense (UFF) et chercheuse à la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz) de Rio de Janeiro, au Brésil. Dans son livre *Reflexões im-pertinentes: História e capitalismo contemporâneo* paru en 2005, elle s'intéressait au développement du capitalisme et à ses nouvelles formes de marchandisation en combinant réflexion théorique et analyse empirique. Fondée sur la notion d'expropriation, sa recherche témoigne du retour, au sein de la théorie sociale, de la critique de l'économie politique. Son livre paru en 2010, *O Brasil e o capital-imperialismo. Teoria e história*, qui a eu un grand retentissement, a marqué un point culminant de sa pensée. Dans un dialogue critique avec l'un des auteurs les plus importants de la théorie marxiste de la dépendance, Ruy Mauro Marini, Virgínia Fontes a proposé une nouvelle théorie de l'impérialisme qui a permis au marxisme latino-américain de dépasser les thèses développées dans les années 60. L'entretien qui suit a été mené par **Guilherme Leite Gonçalves**, professeur de sociologie du droit à l'Université d'État de Rio de Janeiro (UERJ).

Guilherme Leite Gonçalves: *En termes de production et de diffusion du savoir, la « théorie de la dépendance » parvient de manière exemplaire à surmonter la subalternité intellectuelle qui hante la pensée latino-américaine. Cette théorie a gagné le monde entier et divers domaines d'études. Cette reconnaissance peut-elle s'expliquer par sa capacité à décrire et à critiquer les structures de la société capitaliste ?*

Virgínia Fontes : De sérieux efforts sont menés sur le plan théorique pour dissocier la théorie marxiste de la dépendance d'approches proposant des issues « adaptatives » plutôt qu'anticapitalistes. Le livre de W.W. Rostow, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto* (1960), en devenant le mantra des organismes internationaux, a imposé les étapes que les pays « sous-développés » devaient suivre pour « se développer ». Leur manque

>>

de fondement a été largement démontré. Des organismes des Nations unies – tels que la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) – ont mis en évidence que l'expansion du capitalisme a entravé le développement des pays « retardataires », car des « échanges inégaux » ont drainé les richesses qu'ils produisaient, empêchant leur industrialisation. D'autres ont considéré le sous-développement comme la forme prise par le développement capitaliste dans les pays périphériques. En dépit des critiques, ces théories sont restées enfermées dans le cadre du « développement capitaliste ».

La théorie marxiste de la dépendance a su dépasser ces analyses. En abordant l'expansion du capitalisme comme une exacerbation des inégalités, elle a permis à la fois de traiter de l'ensemble des rapports capitalistes et d'analyser, à travers la théorie de la valeur, les formes spécifiques prises par le capitalisme *gagner* les périphéries. Sur le plan théorique et pratique, cela a représenté un formidable bond dans la mesure où l'accent était mis sur la nécessité de surmonter le capitalisme en tant que tel – et pas seulement son sous-développement ou ses diverses formes de dépendance.

GLG: Dans vos travaux, vous reconnaissez l'apport de la thèse de Ruy Mauro Marini sur le capitalisme périphérique tout en l'abordant sous un angle critique. D'après Marini, la dépendance de la bourgeoisie latino-américaine mènerait dans la région à un développement capitaliste « déformé », fondé sur un fonctionnement restreint de la loi de la valeur dû à la surexploitation du travail. Autrement dit, en convertissant les fonds nécessaires à la consommation des travailleurs en fonds pour l'accumulation du capital, la bourgeoisie périphérique parvient à la fois à s'approprier une partie de la plus-value et à remettre une autre partie au centre capitaliste. Quels sont les obstacles auxquels se heurte cette thèse ?

VF : Marini est un penseur essentiel, qui adopte une double approche sur ce sujet. Selon lui, le rôle joué par un pays périphérique donné n'est pas fixé de manière définitive. Il existe des variables, liées à l'impérialisme, à l'accumulation capitaliste locale, aux luttes sociales, à l'État, etc. Son analyse est chargée d'historicité dans la mesure où elle récuse l'idée d'une hiérarchie fixe et rigide des pays et tout autre type de réductionnisme ; c'est ce qui a permis à Marini d'appréhender le sous-impérialisme brésilien dans le contexte des changements intervenus au sein du capitalisme international. Il a en outre développé une approche structurelle de la théorie de la valeur dans le cadre de l'impérialisme : la surexploitation des travailleurs dans les pays périphériques et le décalage entre cycles de production et cycles de consommation ont permis d'expliquer le transfert de valeur vers les centres capitalistes. Ainsi Marini a-t-il tenu compte des contradictions existant entre impérialisme et universalité de la théorie de la valeur

de Marx, et entre particularités nationales et tensions impérialistes.

Ces affirmations audacieuses nécessitent d'être sans cesse réinterprétées dans la mesure où elles traitent en même temps de l'expansion des rapports capitalistes et des processus de rétablissement inégal de la dépendance. On en déduit que la dépendance ne produit pas de rapports fixes entre les pays ni ne se résume à un sous-cycle qui resterait stable au sein du capitalisme. Au contraire, la dépendance conduit à une intensification des contradictions du capitalisme. J'ai analysé le développement des rapports sociaux capitalistes au Brésil sur une période qui a suivi un large processus d'expropriation des paysans. Avec la réduction de la « réserve » des paysans, la tendance à l'expansion de la loi de la valeur, loin d'être entravée, s'est renforcée en raison de la nécessité sociohistorique de reproduction de la force de travail. À l'issue d'une lutte intense, les travailleurs ont obtenu de légères améliorations de leur situation, mais celles-ci ont tôt fait d'être suivies par un cycle agressif d'expropriations secondaires soutenues par le capital. Ces *expropriations secondaires* affectent également le centre, c'est pourquoi la thèse de Marini sur la surexploitation doit sans cesse être examinée en relation avec la situation internationale.

Il y a eu également des changements en ce qui concerne le décalage entre production et consommation. Dans les années 60, l'industrie brésilienne a fabriqué des produits de luxe qui étaient pour la plupart destinés à la consommation de couches sociales limitées, ou à l'exportation. Mais à partir de 1970, l'essor du crédit à la consommation a élargi l'accès à ces produits, avec pour effet de transformer le décalage entre production et consommation mais aussi d'exacerber les inégalités. Marini définissait le sous-impérialisme brésilien par l'exportation de marchandises (du fait de la sous-consommation qui résulte de la surexploitation de la classe ouvrière) et par la relative autonomie de l'État. À cet égard, j'ai attiré l'attention depuis les années 90 sur le fait que le déplacement des entreprises brésiliennes vers d'autres pays périphériques et la création de multinationales brésiliennes qui exportent des capitaux ou exploitent la force de travail et les ressources naturelles directement dans d'autres pays sont la preuve de ce sous-impérialisme. Je ne trouve pas chez Marini l'hypothèse d'un capitalisme « déformé » des pays périphériques car cela reviendrait à dire que cette étape antérieure aurait pu évoluer vers un capitalisme « normalisé », ce qui constitue une fausse prémisse.

GLG: Quelle différence y a-t-il entre la notion de sous-impérialisme de Marini et votre notion de capital-impérialisme ? Pourquoi parler de « capital-impérialisme » ?

VF : Plusieurs dizaines d'années séparent nos analyses. Tandis que Marini met l'accent sur le processus structurel

de transfert de valeur, je cherche à établir une corrélation entre la production sociale d'êtres humains disponibles pour le travail (expropriations), les formes spécifiques de concentration et d'internationalisation de la propriété, les nouveaux modes d'extraction de la plus-value, et la reconfiguration des États et de l'action politique (en partant de Gramsci). L'exacerbation des contradictions sociales résulte de plus en plus de l'opposition entre capital et travail, y compris lorsqu'elle est *transposée* en tensions impérialistes-inter-capitalistes.

J'ai qualifié d'expansion capital-impérialiste un nouveau degré du capitalisme, où *des capitaux concentrés et concurrents agissent en consortium*. La domination interne du capital passe par une expansion externe au travers des marchés, des exportations, de la circulation des capitaux, et favorise les expropriations de terres, de droits et des conditions de vie au plan environnemental et biologique de populations entières. Les rapports sociaux qui sont fondamentaux pour le capital sont généralisés sur la base d'un anticommunisme forcené. De nouvelles fractions de la bourgeoisie ainsi que certains États périphériques se trouvent renforcés, mais la diversité de leur organisation politique est réduite à un cadre théoriquement « démocratique ». L'ampleur de la centralisation et de la concentration du capital dans le centre et dans certaines périphéries se traduit par la tendance prédominante à une fusion d'ordre pornographique débouchant sur une « propriété pure », de plus en plus « abstraite » et « sociale ». Une poignée de grands détenteurs de capitaux affluent pour valoriser leur capital et entraînent les « capitalistes opérationnels » vers les modes les plus variés, voire brutaux, d'extraction de la plus-value. La propriété privée des ressources sociales de production (la capacité de rassembler les moyens de production et la force de travail nécessaires à l'extraction de plus-value) s'impose de manière absolue. Les expropriations multiples s'intensifient, incitant à de nouvelles et terribles formes de travail du fait de l'industrialisation de toutes les activités humaines et de l'exacerbation de la concurrence entre les travailleurs.

J'ai essayé d'éviter les termes de « néolibéralisme » et de « crise ». Le néolibéralisme n'est pas l'effondrement du capitalisme « civilisé » car il est le résultat de l'*expansion* de ce capital-impérialisme, et non de sa crise. Nous assistons aujourd'hui à sa spectaculaire propagation : les crises touchent des masses toujours plus nombreuses de travailleurs sans que cela affecte en aucune manière la propriété « pure ». L'expansion spatiale du capital contraste avec la contraction politique des masses laborieuses dans l'espace national. Une grande partie de l'humanité intègre le processus de production et/ou de circulation, contribuant par là à raviver les inégalités. La démocratie électorale représentative s'est répandue, mais la démocratie y est réduite à un modèle autocratique fondé sur la richesse. L'action politique devient bipolaire : internationalisée pour le capital, fragmentée pour les travailleurs. Un

intense activisme bourgeois est à l'œuvre, que ce soit par le biais d'organismes internationaux officiels (ONU, OMC, FMI), de l'action politique informelle (par la multiplication d'organismes à but non lucratif) ou de la politique officielle au sein des États. Par le biais de commissions d'experts et de blocages constitutionnels, la bourgeoisie s'emploie à empêcher toute tentative populaire de contrer le capitalisme. Une bureaucratie financée par le capital domine l'administration publique au sein des États, ce qui réduit les orientations démocratiques et la marge de manœuvre des populations subalternes. L'expansion capital-impérialiste – et non la crise – entraîne de nouvelles tensions à l'échelle tant nationale qu'internationale entre les classes sociales et les pays capital-impérialistes.

GLG: À la base de la notion de capital-impérialisme, on trouve la question des expropriations, qui est à rapprocher de la réflexion de Marx sur « l'accumulation primitive ». On peut faire remonter ce débat à Rosa Luxemburg. Comment vous situez-vous par rapport à cette longue tradition ? Qu'entendez-vous par expropriation et quel est le rapport entre expropriation et extraction de la plus-value ?

VF : Marx souligne que les expropriations font partie intégrante de la dynamique sociale capitaliste. Elles n'en sont pas seulement le « moment préalable ». L'existence de travailleurs libres constitue la base sociale nécessaire à l'expansion du *rapport social fondamental* du capitalisme, incorporant capital et travail en vue de l'extraction de la plus-value (valorisation de la valeur). De nos jours, cette considérable disponibilité tend à concerner l'ensemble de la population, transformant des êtres singuliers en simple nécessité, un dispositif imposé ayant pour objectif la vente de la force de travail à n'importe quelle condition. Les expropriations massives constituent la condition sociale de départ et le résultat de l'expansion capitaliste.

Jusqu'à récemment, la grande majorité de la population mondiale vivait en milieu rural, dans des conditions pré-capitalistes. Le monde rural apparaissait comme faisant réellement partie d'un autre monde que celui du capitalisme urbain, mais cela ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. Rosa Luxemburg estimait que l'expansion du capital nécessitait des frontières non capitalistes en raison de l'impossibilité de réussir commercialement dans les seules limites des sociétés capitalistes. David Harvey a modifié cet énoncé en affirmant que le capitalisme produit aujourd'hui de telles externalités (la « dépossession », qui constitue un nouveau développement du capitalisme « normalisé »). Je ne suis pas du même avis : il n'y a jamais eu de capitalisme « normalisé », et les pays où un tel capitalisme semble être à l'œuvre ont employé des formes impérialistes et barbares d'extraction de la plus-value. Ce sont des propositions intéressantes, mais il est important de souligner que le rapport social de base, *interne* (et non externe) au capital, est la production de produits

de première nécessité et que le premier d'entre eux est la production d'êtres sociaux qui ont besoin de d'assurer leur propre subsistance par le biais des marchés. Rosa Luxemburg nous rappelle le rôle fondamental de l'expansion continue des rapports sociaux capitalistes.

GLG: Dans quelle mesure la notion d'expropriation est-elle essentielle pour comprendre l'analyse marxiste comme critique de l'économie politique ?

VF : Il n'est plus possible d'ignorer les expropriations. Alors même que les [anciennes] expropriations de terres se poursuivent dans les zones rurales, des expropriations d'un nouveau genre sont dirigées contre des populations urbanisées depuis des siècles. C'est ce que je qualifie d'*expropriations secondaires*. Celles-ci ne représentent pas une perte de propriété des moyens de production, comme c'était le cas avec les expropriations de terres. À l'heure actuelle, les expropriations secondaires se déploient selon deux modes : 1) de manière semblable aux expropriations du régime parlementaire anglais des XVI^e et XVIII^e siècles, comme la privation continue de droits, y compris les droits associés aux contrats de travail (allant souvent jusqu'à supprimer le contrat lui-même) ; la privatisation d'entreprises publiques ; et l'ouverture de vastes secteurs d'activité à l'extraction de plus-value, en particulier dans l'éducation et la santé ; (2) l'expropriation de ressources naturelles, telles que l'eau et les forêts, qui avaient auparavant un usage social et dont la monopolisation privée aurait semblé inimaginable il y a quelques dizaines d'années. De fait, les conditions de reproduction de la vie font l'objet de monopoles au moyen de brevets relatifs à la vie biologique et humaine et l'usage de semences transgéniques de type Terminator.

Montrer la corrélation entre la concentration des ressources sociales de production et les expropriations permet de mettre en évidence l'impossibilité pour le capitalisme d'exister sans le travail et l'extraction de plus-value. Le capitalisme présente des formes multiples et associées, des plus barbares aux plus « innovantes », d'augmenter la concurrence internationale imposée à des travailleurs privés de moyens d'opposition à l'échelle internationale. Parler de « financiarisation », comme s'il y avait de bons capitalistes (productifs) et de mauvais capitalistes (financiers), ne suffit pas : ils sont unis et agissent de concert dans pratiquement tous les secteurs de l'économie, et dépendent les uns comme les autres de l'extraction de la plus-value soutirée aux travailleurs.

GLG: Comment interprétez-vous le coup d'État parlementaire de 2016 au Brésil ?

VF : Le Brésil est un pays capitaliste, du fait des rapports sociaux dominants (expropriations primaires et secondaires massives, et concentration du capital, avec des formes multiples d'extraction de la plus-value) et d'un processus d'industrialisation directement lié à l'expansion du capital-

impérialisme. La bourgeoisie brésilienne a participé activement à la défense du capital-impérialisme ; elle a bénéficié d'une croissance soutenue, rendue possible par les privatisations et les donations en capital mises en œuvre sous le gouvernement de Cardoso (PSDB, Parti de la Social-Démocratie brésilienne). Le gouvernement qui a suivi, mené par le Parti des Travailleurs (PT), a lui aussi exproprié des droits, quoique de manière plus subtile. Pendant ces années, des fractions de la bourgeoisie brésilienne ont mis en place des formes officielles (au travers du financement des campagnes électorales) et extra-officielles d'action politique. Par le biais d'organismes à but non lucratif, elles se sont appliquées à neutraliser les efforts des classes laborieuses en utilisant la cooptation, la raréfaction des ressources et la criminalisation.

Le coup d'État parlementaire de 2016 a été motivé par une crise économique qui a débuté en 2013-2014, qui a désorganisé les accords en place. La corruption a été révélée à l'échelle nationale, encourageant les fractions bourgeoises affaiblies à se dénoncer les unes les autres. Certaines entreprises brésiennes sont devenues des multinationales, ce qui a aggravé les tensions à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Leurs accords locaux ont été dénoncés par les concurrents étrangers. Et les poursuites judiciaires ont montré que de nouveaux accords internes et externes étaient nécessaires. L'unification de ces classes dominantes s'est basée sur l'accélération et l'aggravation des expropriations secondaires brutales de travailleurs.

La récente démocratie brésilienne au pouvoir dans le contexte du capital-impérialisme entendait se concilier la population et en même temps soutenir l'internationalisation du capital brésilien. C'est ainsi qu'une gauche pro-capitaliste (le PT) a été chargée de veiller au bon déroulement des opérations. Mais cela a eu pour conséquence d'accroître la concurrence électorale, et son coût. Des groupes brésiliens, soutenus par leurs homologues américains de la droite ultra, ont financé une intense campagne anti-communiste visant à criminaliser le PT et à empêcher toute *gauche conséquente* de prendre une quelconque importance politique. Le monopole exercé sur la télévision a imposé un diktat unilatéral, accompagné de violences policières et paramilitaires extrêmement rudes à l'encontre des secteurs récalcitrants de la population. Tout cela a eu lieu sous l'autorité d'institutions bourgeoises et dans le cadre d'un équilibre des pouvoirs. Nous assistons à une *constitutionnalisation* accélérée des intérêts du capital, qui permet de garantir les expropriations et autres formes incontrôlées d'extraction de la plus-value, y compris les revenus des détenteurs (autochtones ou non) de la dette publique. La Constitution est mise en œuvre lorsqu'elle correspond aux intérêts des capitalistes (brésiliens ou étrangers). ■

Toute correspondance est à adresser à :
Guilherme Leite Gonçalves <guilherme.leite@uerj.br>
Virgínia Fontes <virginia.fontes@gmail.com>

> Pouvoir, violence et justice

Margaret Abraham, Université Hofstra (États-Unis), Présidente de l'ISA et Présidente du Comité du Programme du XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA



Le Palais des Congrès du Toronto Métropolitain (Metro Toronto Convention Center) accueillera la XIX^e édition du Congrès mondial de Sociologie de l'ISA du 15 au 21 juillet 2018.

Seuls quelques mois nous séparent désormais du XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA organisé à Toronto, au Canada. Dès les débuts de notre discipline, les sociologues se sont intéressés au pouvoir, à la violence et à la justice, et à leur empreinte sur la société. Les défis sociaux, économiques et politiques d'aujourd'hui rendent ces questionnements sociologiques d'autant plus actuels. Les moments que nous vivons exigent que nous nous mobilisions à nouveau et sans attendre autour de ces problématiques. Cette XIX^e édition du Congrès, sur le thème « Pouvoir, violence et justice : Réflexions, réponses et responsabilités », offre aux sociologues et autres spécialistes des sciences sociales une occasion importante de dialoguer, de débattre et d'envisager les moyens de répondre à ces préoccupations fondamentales qui nous concernent à de multiples égards.

Quelque 1200 sessions sont prévues, et plus de 10.000 résumés ont été reçus en vue de ce Congrès. Plus de 5000 participants des quatre coins du globe seront attendus à Toronto du 15 au 21 juillet 2018, afin de mettre en commun des connaissances, partager des idées, réfléchir ensemble et apporter toute une variété de perspectives sur les questions soulevées par le thème du Congrès. Le thème de cette édition a rapport au pouvoir – politique, social, culturel et économique – en tant que force dominante qui modèle et change

la société. L'éventail des sujets abordés permet de mettre en avant les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, mais aussi notre détermination à trouver des solutions aux violences et aux injustices qui pèsent sur notre planète.

> Des problématiques fondamentales de la sociologie et de la société

On sait que les sociologues s'emploient avant tout à étudier de manière critique les comportements sociaux et les institutions sociales. Mais ce n'est pas tout d'essayer de comprendre pourquoi les choses sont comme elles sont. Il nous faut également mettre à profit notre savoir sociologique pour changer les choses en vue d'un monde meilleur. Ce faisant, nous devons nous attaquer aux problèmes qui concernent les structures sociales, les rapports sociaux et les comportements sociaux, et nouer le dialogue avec le public sur les grandes problématiques de notre temps. Pour cela, il est nécessaire de mobiliser la sociologie pour interroger le pouvoir et les puissants ; explorer et critiquer, par exemple, les héritages coloniaux du passé et les appropriations de terres du présent ; réfléchir aux structures et aux processus culturels qui contribuent à perpétuer les violences faites aux populations indigènes et aux minorités ; apporter de nouveaux éclairages sur le patriarcat ainsi que sur les violences et les discriminations

>>

persistantes à l'encontre des femmes ; étudier la violence des guerres et des conflits qui les suivent, la pauvreté, le racisme, le genre et les violences intersectionnelles, ainsi que les migrations forcées et la dépossession, avec, pour but ultime, celui de créer un monde plus juste. Dans ce contexte, le « pouvoir », la « violence » et la « justice » sont des termes éloquents qui concentrent les grands problèmes du monde d'aujourd'hui auxquels il nous faut faire face, et qui par conséquent constituent, ensemble, un thème particulièrement approprié et d'actualité pour ce XIX^e Congrès mondial de Sociologie.

Nous nous trouvons au beau milieu d'un foyer de violence, de guerres, de conflits et de haine en même temps qu'à une époque où les systèmes existants sont dans la tourmente, où des institutions jadis révérees sont en cours de démantèlement, et où la démocratie elle-même est en crise. Un peu partout dans le monde, l'État en tant qu'institution est perçu comme un instrument encourageant l'hypernationalisme et les pulsions xénophobes, et qui abuse de son pouvoir pour persécuter les minorités et les groupes contestataires et non conformistes. Des oligarchies hégémoniques donnent libre cours à une violence effrénée contre de petites nations vulnérables alors même que des organismes censés garantir l'ordre international manifestent leur impuissance ou leur inefficacité. Les idéaux égalitaires ont été transformés en instruments malléables au service des puissants, des nations entières se retrouvant dévastées au nom de la « défense de la démocratie ». La « guerre contre le terrorisme » en vient à constituer le parfait alibi pour restreindre les libertés individuelles et les droits individuels. Qu'est-ce que cela implique en termes de liberté, de justice et de démocratie ? Au cœur des violences, de la haine et de la colère qui rongent notre planète, se trouvent les injustices et les inégalités criantes engendrées par un régime économique néolibéral dont l'objectif unique est d'obéir aux impératifs du marché et de la rentabilité. À côté de cela, le pouvoir étatique est systématiquement utilisé pour préserver l'hégémonie de l'élite du pouvoir dans les différents pays et maintenir le statu quo. Ni la prédominance de l'État ni le pouvoir du marché n'ont réussi à créer un monde meilleur. Dans ce monde de conflit et de violence, notre responsabilité en tant que sociologues est d'explorer en profondeur et de mettre en question les institutions, opinions, idéologies et pratiques dominantes qui contribueraient à exacerber les inégalités et les injustices.

Dans un contexte aussi sombre, des collectifs, des mouvements non violents, des interventions humanitaires et des processus de paix apportent une lueur d'espoir, en donnant à des communautés des moyens d'agir, en réduisant les violences et en œuvrant pour la justice. Des mouvements contestataires axés sur l'opposition à la tyrannie, le gouffre séparant les privilégiés du reste de la population, la dégradation de l'environnement, le chômage et autres

injustices, ont remis en cause les relais du pouvoir. Mais lorsque la résistance s'essouffle ou les mouvements ne sont pas suffisamment soutenus pour assurer le processus de transformation des institutions, alors on assiste presque inévitablement à un retour de l'élite du pouvoir et du statu quo, souvent doublé d'une intensification de la répression. Le devenir des protestations de citoyens nous rappelle malheureusement que la poursuite de la justice sociale est une quête incessante, souvent frustrante, mais à laquelle nous ne devons pas renoncer ! En soulevant des questions essentielles pour le bien commun, ce Congrès représente les intérêts de la société civile.

Le thème de ce Congrès envoie un message fort, à savoir que dans cette période difficile de notre histoire, nous les sociologues ne pouvons nous permettre de nous tenir à distance face aux conflits et aux débats de notre temps, au risque de ne plus compter pour les principaux acteurs qui composent la société civile. Cela, à son tour, implique de proposer une sociologie publique globale, contextuelle et décomplexée qui entreprenne dans une démarche proactive de traiter les problèmes complexes qui sont ceux du monde profondément troublé qui est le nôtre. Les sociologues et autres spécialistes des sciences sociales, ainsi que les journalistes et activistes réunis à l'occasion d'un aussi imposant rassemblement, ne peuvent faire abstraction des courants politiques, économiques et sociaux qui agitent aujourd'hui la société civile. Il est nécessaire de placer au cœur de nos discussions les questions de la violence et de la justice sociale en relation avec les inégalités, l'ethnocentrisme, l'hypernationalisme, la xénophobie et les droits humains.

La sociologie intègre des éclairages provenant d'autres disciplines et est par conséquent particulièrement bien placée pour contribuer de manière significative à la recherche de réponses aux grands problèmes de société. Notre thème « Pouvoir, violence et justice » résonne de manière importante dans diverses disciplines comme la science politique, l'économie, l'anthropologie, la psychologie et l'histoire, qui apportent des perspectives différentes sur notre monde et constituent des partenaires essentiels dans cette lutte incessante pour la justice sociale. Dans cet effort global pour générer et partager des savoirs et prendre part à une action collective en faveur du changement social, le XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA fournira une tribune aux sociologues et aux intervenants issus d'autres disciplines afin de partager leurs vues parmi la vaste palette des sujets programmés par les sessions. Je me réjouis à l'avance de vous retrouver à Toronto et j'ai bon espoir qu'ensemble, nous serons capables de mieux comprendre la complexité des problèmes sociaux, économiques et politiques qui troublent notre planète et de trouver des moyens efficaces de lutter contre les forces qui contribuent à perpétrer les violences et menacent l'égalité et la justice. ■

Toute correspondance est à adresser à Margaret Abraham
<Margaret.Abraham@Hofstra.edu>

> La sociologie canadienne

et le Congrès mondial

CSA

Canadian Sociological Association
La Société canadienne de sociologie

SCS



Committing Sociology
Since 1964

www.csa-scs.ca

Rima Wilkes, Université de la Colombie-Britannique (Canada), Présidente de la Société canadienne de Sociologie, Coordinatrice du Programme du comité de recherche de l'ISA de Logique et Méthodologie (RC33) et membre du Comité local d'organisation du XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA

Les sociologues canadiens et les membres de la Société canadienne de Sociologie (<http://www.csa-scs.ca/>) se réjouissent d'avance d'accueillir le XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA qui se tiendra à Toronto (Ontario, Canada) du 15 au 21 juillet 2018. Nous serons à cette occasion réunis sur les terres des Wendats, de la nation Anishinabek et de la confédération des Haudenosaunee (Iroquois) – qui, ensemble, ont conclu un accord, le *Dish With One Spoon Wampum Belt Covenant*, pour partager et protéger pacifiquement la région des Grands Lacs, ainsi que les terres de la Première nation des Mississaugas de New Credit.

Les reconnaissances de territoire étant devenues un élément de plus en plus présent dans la vie publique canadienne, elles méritent que l'on s'y arrête. Ses origines sont à chercher du côté de la vieille tradition d'activisme des autochtones et, plus récemment, dans l'attention suscitée par la Commission de vérité et de réconciliation sur les pensionnats pour autochtones qui a été mise en place entre 2008 et 2015. Quoique la reconnaissance ne suffise pas à réparer les préjudices subis passés et présents, les questions que ce type d'initiative soulève s'inscrivent parfaitement dans le thème de cette nouvelle édition du Congrès mondial de Sociologie, « Pouvoir, violence et justice : Réflexions, réponses et responsabilités ». Dans le

Les sociologues canadiens se réjouissent d'accueillir à Toronto leurs collègues venus du monde entier.

>>

contexte canadien, l'acte de reconnaissance sert parfois à exprimer la compréhension et la gratitude, ainsi qu'à manifester une prise de conscience des peuples et de leur histoire territoriale. Mais c'est aussi un acte politique, dans la mesure où il constitue un rappel brutal – en particulier pour les peuples non autochtones – de l'histoire des colonies de peuplement, des obligations découlant des traités et de l'échec du Canada à les faire respecter.

Le Congrès mondial de l'ISA représente une occasion unique d'écouter, d'apprendre et de dialoguer autour de questions essentielles que des pratiques comme la reconnaissance permettent de soulever, et bien d'autres questions encore, avec plusieurs milliers de spécialistes venus du monde entier. Certains des participants au Congrès viennent d'adhérer à l'ISA tandis que d'autres en font partie depuis des dizaines d'années. Un tel rassemblement n'aurait pas été possible sans cet engagement dans l'ISA, et en particulier sans cette occasion offerte par le Congrès mondial.

Le Congrès est également pour les sociologues canadiens une occasion de nouer le dialogue avec le reste du monde. L'engagement réel en faveur du pluralisme théorique et méthodologique constitue l'un des multiples atouts de la sociologie canadienne. Les sociologues canadiens, à

l'instar de leurs homologues d'autres pays, sont ouverts à une réalité empirique diverse et en perpétuelle évolution. À ce titre, les 1000 membres que compte la Société canadienne de Sociologie se répartissent entre plus de 28 groupes de recherche allant de la sociologie appliquée à la théorie sociale, la sociologie relationnelle ou la sociologie de la science, de la technologie et du savoir. Les contributions les plus marquantes de nos membres et groupes de recherche à notre discipline sont publiées dans la revue phare de notre Association, la *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie* (<https://www.csa-scs.ca/canadian-review/>).

Au travers de notre revue et des rencontres que vous pourrez faire au congrès de l'ISA, vous constaterez par ailleurs que les sociologues canadiens s'intéressent beaucoup aux questions de justice sociale et tiennent à apporter une contribution pratique, qui soit utile pour l'élaboration des politiques publiques, ainsi qu'à endosser le rôle de sociologues engagés dans la sphère publique. Il reste cependant beaucoup à faire. Le Congrès mondial sera une occasion pour les sociologues du monde entier d'étudier à la fois les différences et les similitudes de nos expériences du pouvoir, de la violence et de la justice, et des réponses que nous y apportons. Nous attendons avec impatience votre venue cet été à Toronto ! ■

Toute correspondance est à adresser à Rima Wilkes <wilkesr@mail.ubc.ca>

> Une occasion de « perpétrer » de la sociologie

Patrizia Albanese, Université Ryerson (Canada), et Présidente du Comité local d'organisation du XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA



Le 1^{er} juillet 2017, le Canada célébrait son cent-cinquantième anniversaire. Toute l'année durant, les Canadiens ont été appelés à se réjouir d'être canadiens et de vivre dans un pays qui d'après de nombreux indicateurs – PIB, taux d'alphabétisation, taux d'activité des femmes, part de la population qui réalise des études supérieures, etc. – a été identifié comme l'un des pays du monde où l'on vit le mieux. Si les raisons de se réjouir ne manquent pas, les motifs de critique sont pourtant plus nombreux encore.

> Le Canada, terre de paradoxes

On ne saurait nier l'excellent niveau de nos différents agrégats et la stature internationale de notre pays – sauf bien sûr si vous êtes un immigrant récemment arrivé au Canada, une personne souffrant d'un handicap, un autochtone, une mère célibataire qui élève seule ses enfants, une personne appartenant à un groupe racialisé, un habitant du Nord canadien ou un chef de famille qui s'efforce de concilier plusieurs emplois à temps partiel pour boucler ses fins de mois et subvenir aux besoins de sa famille. Dans ce cas, votre existence est plus vraisemblablement synonyme de discrimination, de précarité, de pauvreté et de résilience.

Pris dans leur ensemble, les cinq articles publiés dans ce numéro de *Dialogue Global* par certaines des figures montantes de la sociologie canadienne, dressent un portrait du Canada comme un pays de paradoxes. Tandis que Wu constate que le Canada est considéré comme un lieu doté d'un haut niveau de « confiance », McIvor revient sur les fortes inégalités et le lourd endettement des étudiants. Le Canada est un pays où, comme le montre Maiolino, un Justin Trudeau jeune et théoriquement progressiste a été porté au pouvoir mais où une candidate à la mairie issue des minorités – Olivia Chow, à Toronto, l'une des villes les plus multiraciales du Canada – est encore obligée de surmonter l'obstacle de son identité et de se mobiliser différemment de ses adversaires masculins blancs. Et, ainsi que Lachapelle et Burnett le font remarquer, nous avons beau sans cesse essayer de nous démarquer des États-Unis, les universités dans lesquelles nous étudions et travaillons demeurent des prés carrés où domine le capital scientifique américain. L'article de Vallee nous rappelle avec force la beauté des paysages canadiens, mais aussi ses espèces menacées d'extinction et son environnement malmené.

Le Canada a certes des atouts, mais beaucoup de ses habitants sont pris au piège dans tout un réseau d'iné-

>>

galités. Quoique non dépourvue de défauts, la sociologie canadienne a souvent tenté de dénoncer publiquement ces inégalités – ce qui n'a guère échappé à l'attention de l'ancien Premier ministre (conservateur) Stephen Harper.

> « **Perpétrer** » de la sociologie, au Canada et ailleurs

En 2013, en réaction aux questions soulevées à la suite d'un attentat terroriste déjoué dans un train de banlieue, Stephen Harper, alors Premier ministre du Canada, déclara que ce n'était pas le moment de « perpétrer de la sociologie » (*to commit sociology*). Dans la même veine, à l'automne 2017, lorsque John Roberts, le président de la Cour suprême des États-Unis, qualifia un argument de « charabia sociologique », c'est l'ensemble de la discipline qui se trouvait d'un coup visée. Ce type de commentaires n'a rien d'étonnant étant donné qu'en tant que sociologues, nous remettons souvent en cause l'autorité lorsque nous abordons des questions liées au pouvoir, à la violence et à la (l'in)justice dans notre travail de recherche, notre enseignement et notre action sociale.

En réaction au commentaire de Harper qui voudrait que « ce ne [soit] pas le moment de perpétrer de la sociologie », permettez-nous donc de ne pas être du même avis ! Étant donné le caractère tumultueux du climat sociopolitique et les incertitudes qui pèsent sur notre planète, c'est précisément le moment. Au sein de l'Association internationale de Sociologie (ISA) et de la Canadian Sociological Association/Société canadienne de Sociologie (CSA/SCS), nous sommes persuadés d'être bien placés pour le faire à une échelle internationale, au moment où nous nous préparons à vous accueillir, vous et des milliers d'autres participants, au XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA organisé à Toronto au mois de juillet prochain (2018).

Le XIX^e Congrès mondial de Sociologie de l'ISA, qui se déclinera sur le thème « Pouvoir, violence et justice : Réflexions, réponses et responsabilités » (un thème choisi par Margaret Abraham, la présidente de l'ISA dont nous saluons la capacité de mobiliser et l'extraordinaire engagement), se veut un espace ouvert aux sociologues du monde entier pour proposer des pistes d'action et de changement en cette période si troublée de l'histoire. Avec son thème en phase avec l'actualité, ce Congrès doit permettre de dialoguer et d'échanger travaux de recherche, théories, recommandations pour l'élaboration de politiques et initiatives sociales avec des activistes et des chercheurs du monde entier.

> **La sociologie canadienne et le XIX^e Congrès mondial de l'ISA**

Le XIX^e Congrès mondial de l'ISA est également pour les sociologues canadiens une occasion unique de participer à

l'organisation de cette rencontre et de donner à connaître nos travaux et collaborations. Outre que des centaines de sociologues canadiens vont prendre une part active à ce Congrès, l'ISA a alloué à la SCS quatre importantes plages horaires au sein du programme du Congrès, consacrées aux sessions thématiques canadiennes. Ces sessions sont le fruit d'un appel à propositions lancé à l'échelle de tout le territoire canadien et d'un rigoureux processus d'évaluation. Elles ont été sélectionnées en fonction de leur actualité, de leur intérêt social et historique et du rayonnement pancanadien des intervenants. Grâce aux contributions de plus de 20 spécialistes confirmés et figures montantes de la sociologie canadienne, nous espérons que cette édition du congrès mondial de l'ISA sera l'occasion pour tous les participants de découvrir la sociologie de notre pays. N'hésitez pas à nous rejoindre à l'une ou plusieurs de ces sessions thématiques canadiennes :

- Que peut nous apprendre la sociologie sur la réinsertion des enfants et des jeunes réfugiés ?
- L'influence de l'État sur les mouvements sociaux
- La sociologie canadienne en période d'incertitude : Réfléchir sur le passé, affronter l'avenir
- Les femmes autochtones disparues ou assassinées au Canada : Quel rôle peut jouer la sociologie ?

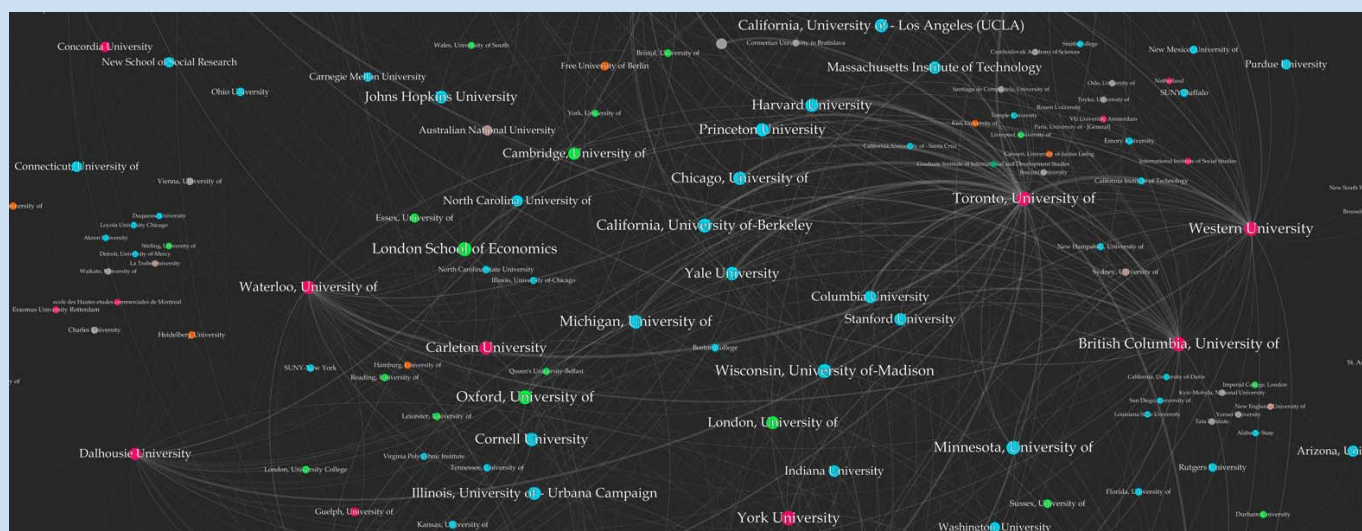
Les membres du Comité local d'Organisation pancanadien – Sherry Fox, administratrice de la SCS ; Jim Conley, Université Trent ; Evie Tastsoglou, Saint Mary's University ; Margaret Bancerz, doctorante, Université Ryerson ; Mark Stoddart, Université Memorial de Terre-Neuve ; Simon Langlois, Université Laval ; Susan McDaniel, Université de Lethbridge ; Rima Wilkes, Université de la Colombie-Britannique ; et Myrna Dawson, Université de Guelph – ont estimé qu'il était important de mettre en avant le pouvoir, les violences et les injustices dont témoignent les luttes et mobilisations collectives des peuples autochtones de notre pays. C'est ce que nous avons voulu rendre au travers du logo du Congrès, réalisé par l'artiste autochtone canadienne Lydia Prince. Le Congrès est une excellente occasion de mettre en avant le travail de chercheurs et activistes canadiens qui œuvrent pour la réconciliation et pour un avenir meilleur.

Le XIX^e Congrès mondial de l'ISA nous donne la possibilité de nous réunir pour mettre en commun les idées et initiatives qui contribuent à accroître le pouvoir des communautés, à réduire les violences et à promouvoir la justice, pour mieux lutter contre la marginalisation, les violences et les injustices. C'est le moment de débattre, de réfléchir ensemble, de collaborer et de préparer les prochaines étapes nécessaires pour aller vers des sociétés plus justes. C'est le moment de célébrer qui nous sommes et ce que nous faisons en tant que sociologues. Joignez-vous à nous ! Nous attendons avec impatience votre venue à Toronto au mois de juillet prochain. ■

Toute correspondance est à adresser à Patrizia Albanese
<palbanes@soc.ryerson.ca>

> L'université canadienne, entre ambition nationale et internationale

François Lachapelle et **Patrick John Burnett**, Université de la Colombie-Britannique (Canada)



Réseaux d'échange de titulaires d'un doctorat.
Pour plus d'informations, consulter
<http://www.relational-academia.ca/canada-network.html>.
Image de Relational-Academia.

Ces dernières années, les classements internationaux ont salué l'orientation internationale des universités de recherche les plus réputées du Canada ; au même moment, les grandes universités du pays affichaient fièrement leur volonté d'attirer les profils les mieux qualifiés à travers le monde. À la suite des récents bouleversements politiques intervenus aux États-Unis et au Royaume-Uni avec l'avènement de Trump et du Brexit, les universités canadiennes se sont montrées prêtes à accueillir l'afflux des réfractaires afin de mieux servir leur ambition de se forger une réputation mondiale d'excellence.

Le projet *Relational Academia* (www.relational-academia.ca) examine l'évolution de ce que l'on entend par « bonne université » au Canada depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui. De la fin des années 60 au milieu des années 90 – une période marquée par la montée du nationalisme et une perception grandissante de la domination américaine au Canada – une « bonne » université avait pour mission

>>

d'employer des professeurs canadiens et d'enseigner des contenus canadiens dans l'intérêt économique, moral et civique de la population (c'est ce qu'on a désigné comme le mouvement de canadianisation). Depuis une vingtaine d'années, suivant un mouvement inverse, la mission d'une « bonne » université a changé : il est désormais question de stimuler l'engagement international des étudiants, du personnel enseignant et administratif et des anciens élèves, et d'accroître la présence et le prestige des universités canadiennes à l'international. Pour étayer ce changement d'orientation des universités canadiennes d'une ambition nationale à une ambition internationale, nous avons examiné les diplômes de 4.934 spécialistes en sciences sociales exerçant dans l'une des 15 universités de recherche les plus réputées du Canada (le groupe dit des U15) entre 1977 et 2017.

Une analyse du pays d'origine des diplômes de doctorat de ces enseignants fait apparaître une augmentation substantielle au cours des 40 dernières années de la proportion de recrues formées au Canada aux échelons inférieur et intermédiaire des universités de langue anglaise de l'U15, ce qui reflète une canadianisation – ou une désaméricanisation – réussie de leurs enseignants en sciences sociales. Pourtant, dans le même temps, les professeurs formés aux États-Unis sont restés largement dominants à l'Université de Toronto, à l'Université McGill et à l'Université de la Colombie-Britannique (plus de 70%). Entre 1997 et 2017, plus de 90% des doctorats obtenus par l'ensemble des professeurs des universités de l'U15 provenaient de trois pays anglophones – le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni – tandis que seuls 19 professeurs (moins de 0,5%) avaient obtenus leur doctorat dans des universités du Sud global – avec

en tête, deux anciennes colonies britanniques, l'Afrique du Sud (six postes) et l'Inde (4 postes).

Par delà l'évolution de l'économie politique des universités à vocation de recherche du Nord global désireuses d'augmenter la proportion de leurs étudiants étrangers, peut-on véritablement parler d'un corps professoral « international » dans les universités canadiennes de l'U15 ? Le pays d'origine du diplôme de premier cycle du personnel enseignant fait apparaître qu'au cours des 20 dernières années, la proportion de chercheurs dans les universités de l'échelon supérieur de l'U15 qui ont obtenu leur diplôme de licence dans un pays non anglo-américain a doublé, passant de 9 à 18%. En 2017, la moitié d'entre eux étaient des enseignants originaires de 34 pays du Sud global qui avaient obtenu leur doctorat dans une université américaine.

Dans les échelons supérieurs du milieu universitaire canadien, l'internationalisation peut se résumer à deux choses : il s'agit soit d'une autre manière de désigner l'américanisation, soit d'une internationalisation rendue possible par la médiation des États-Unis. Nos travaux mettent en évidence le rôle fondamental des États-Unis dans la circulation asymétrique du savoir, des étudiants et des chercheurs du monde entier. Mais – et c'est un élément d'autant plus important dans le contexte canadien – cela illustre également la position de *dominant dominé* des universités canadiennes, une position qui contribue à la *prédominance* de la langue anglaise dans le domaine des sciences sociales à l'échelle mondiale, en même temps qu'à la situation de *dominé* à l'échelle nationale, où prévaut le capital scientifique des États-Unis. ■

Toute correspondance est à adresser à :
François Lachapelle <f.lachapelle@alumni.ubc.ca>
Patrick John Burnett <pjb@sociologix.ca>

> Les répercussions de la dette des étudiants au Canada

Mitchell McIvor, Université de Toronto (Canada)



Photo de Quinn Dombrowski, 2017,
<https://www.flickr.com/photos/quinnanya/37230366906>.
 CC BY-SA 2.0.

Dans de nombreux pays, les études postsecondaires sont devenues synonymes de réussite sur le marché du travail, et l'enseignement supérieur est salué comme l'un des facteurs les plus puissants d'égalisation en termes de mobilité sociale. Alors même que les études supérieures restent un facteur important de réussite, la hausse des frais de scolarité a entraîné une hausse exponentielle de l'endettement des étudiants. De nombreux travaux font état de cette tendance mais les chercheurs tardent à déterminer les répercussions de l'endettement étudiant sur les nouveaux diplômés de l'université [ce qu'on appelle les « étudiants de première génération », c'est-à-dire les étudiants dont les parents n'ont pas suivi d'enseignement secondaire]. Il est une question en particulier qui mérite d'être posée : En quoi l'endettement étudiant influe-t-il sur la transition des

>>

nouveaux diplômés vers la vie active ? À partir de données représentatives à l'échelon national collectées sur des diplômés de 2010 trois ans après la fin de leurs études universitaires, cette question, ainsi que celle de savoir si les répercussions de la dette des étudiants sont atténuées par le milieu socioéconomique d'origine, est au centre de mon travail de recherche doctorale.

Les étudiants de première génération ont un capital financier, social et culturel inférieur à leurs homologues de deuxième génération. Ils ont des réseaux de contacts plus réduits pour trouver à la fin de leurs études un emploi approprié, connaissent moins bien les règles de rédaction des CV, savent moins bien s'orienter dans le milieu universitaire, et bénéficient d'un soutien financier plus limité de leur famille, ce qui les conduit à avoir davantage recours à l'endettement pour financer leurs études. Dès lors, il n'est guère surprenant de constater que leur endettement est préjudiciable à l'entrée dans le monde du travail des étudiants diplômés de première génération par rapport à ceux de deuxième génération. En employant des techniques avancées de régression, je constate que des niveaux élevés d'endettement des étudiants sont le fait d'étudiants diplômés de première génération qui confient ne pas avoir pu attendre de trouver l'emploi qu'ils visaient une fois leurs études terminées, que leur emploi actuel n'est pas celui qu'ils espéraient, et qu'ils ont dû s'installer dans une autre ville ou un autre pays pour trouver du travail. En outre, par rapport aux étudiants de deuxième génération, les diplômés endettés de première génération risquent davantage de se trouver dans une situation d'emploi temporaire, ont eu un plus grand nombre d'employeurs au cours des trois années écoulées depuis la fin

de leurs études, ont moins d'avantages liés à leur emploi et des revenus inférieurs, aussi bien deux ans que trois ans après la fin de leurs études. Comme on peut s'y attendre, étant donné l'urgence dans laquelle ils se trouvent de trouver un emploi à la fin de leurs études et la plus grande précarité qu'ils connaissent sur le marché du travail, je constate également que par rapport aux étudiants de première génération non endettés et aux étudiants de deuxième génération endettés ou non, les étudiants endettés de première génération font état d'une moindre satisfaction au travail et d'une moindre satisfaction dans la vie, et se disent nettement moins enclins à faire à nouveau le même cursus si c'était à refaire. Ce constat est d'une importance capitale pour évaluer aujourd'hui l'université comme facteur d'égalsation.

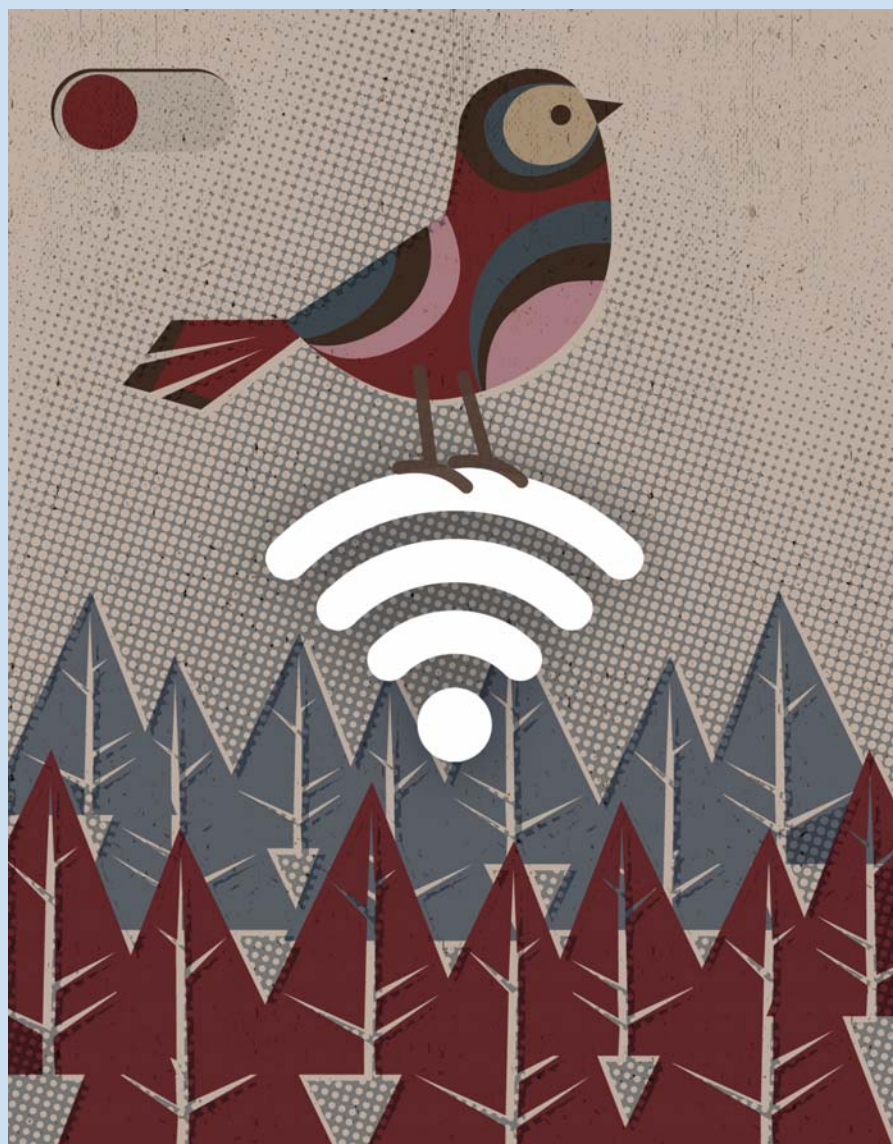
Il semble en effet que lorsque l'endettement des étudiants est utilisé pour permettre l'accès à l'enseignement supérieur, il exacerbe les inégalités et annule les effets égalisateurs de l'université. Les dettes qu'ils ont contractées font que les étudiants de première génération qui cherchent un emploi le font avec l'énergie du désespoir, or ce désespoir entraîne une plus grande précarité de l'emploi, laquelle se traduit par des emplois moins qualifiés et moins bien rémunérés. Le fait que les diplômés endettés de première génération disent qu'ils ne feraient pas les mêmes études si c'était à refaire, est particulièrement alarmant. En somme, ces travaux confirment la nécessité d'une politique publique qui renonce progressivement à la dette étudiante comme moyen de donner accès à l'enseignement supérieur, au profit de bourses et de frais d'inscription réduits. ■

Toute correspondance est à adresser à Mitchell McIvor
<mitchell.mcivor@mail.utoronto.ca>

> Le rôle du scientifique citoyen

Mickey Vallee, Université Athabasca (Canada)

Illustration : Arbu.



Quand je suis en panne d'inspiration pour mon travail, je pars faire de la randonnée. Je vis dans une région reculée du Canada, non loin de rivières, de fleuves, de montagnes et des animaux sauvages. Pendant ces excursions, j'aime écouter les oiseaux. Carouges à épaulettes, engoulevents, grands corbeaux, quiscales et autres parulines jaunes lancent leurs appels et entonnent leurs chants d'un arbre à l'autre – on les entend plus qu'on ne les voit. M'étant mis en tête de recueillir certaines de ces sérénades itinérantes, j'ai récemment téléchargé une application pour mon iPhone, *Song Sleuth* [littéralement « le fin limier des chants »], qui permet l'enregistrement et l'identification automatique des différents chants d'oiseaux. L'application a été conçue par Wildlife Acoustics, une entreprise établie à Boston, dans le Massachusetts. Grâce à cette appli, je peux

enregistrer le chant des oiseaux, les identifier, et envoyer ces sons enregistrés (coordonnées GPS incluses) à d'autres personnes par mail ou texto, ce qui me permet de relier ces expériences concrètes très personnelles à tout un réseau international de chercheurs en bioacoustique et d'amateurs de chants d'oiseaux comme moi-même.

L'appli repose sur une technologie bioacoustique simple, qui constitue un outil efficace de détection pour lancer des alertes précoces sur les espèces qui ont besoin d'être protégées. En repérant les sons d'oiseaux, nous facilitons le travail de chercheurs dans le monde entier, en leur permettant d'avoir une vue d'ensemble des populations en péril, des mouvements migratoires et des comportements de sélection d'un partenaire. Le simple fait d'écouter, de se maintenir immobile, en silence, et de tenir compte des sons qui nous entourent, peut ainsi avoir des effets positifs immédiats et durables sur la recherche des scientifiques professionnels.

Parmi les équipes de recherche universitaires et professionnelles en bioacoustique, on trouve de nombreux chercheurs subventionnés qui collectent et analysent des données et diffusent les résultats de leurs travaux. Mais les *citizen scientists* ou scientifiques citoyens comme moi-même, qui téléchargent des données

enregistrées pendant leurs heures de loisir sont désormais considérés comme des acteurs clés au sein d'équipes de recherche de plus en plus vastes à l'échelle mondiale. Les équipes de recherche qui font un usage très important des données fournies par la *citizen science* (sciences citoyennes ou sciences participatives), comme c'est le cas de la Médiathèque Macaulay de l'Université Cornell, confirment que les données de recherche issues de contributions du public arrivent à un rythme beaucoup plus rapide qu'auparavant.

Par delà leur contribution scientifique, les scientifiques citoyens peuvent également se prévaloir de bénéfices importants pour la santé : ils marchent en pleine nature et ont le privilège de voir, d'écouter et d'enregistrer des organismes dont la survie est menacée et dont la présence peut facilement passer inaperçue dans notre vie quotidienne. Cela est aussi l'occasion, pour les enfants en particulier, de nouer des liens plus riches avec la nature, et pour les adultes, de passer davantage de leur temps libre à exercer une activité physique. Les sciences citoyennes contribuent par conséquent à un mode de vie moins sédentaire.

Certains chercheurs mettent en avant que les sciences citoyennes, outre leurs bénéfices pour la santé, contribuent à une meilleure prise de conscience des problèmes de l'environnement.

D'autres estiment que bien que cette prise de conscience soit assurément l'aboutissement idéal des sciences citoyennes, c'est quelque chose qui paradoxalement est difficilement mesurable. Diverses études ont cependant prouvé que les méthodes d'exploration empirique basées sur les sons, telles que la bioacoustique, sont liées à une conscience importante de l'espace. Ainsi le fait d'inclure des scientifiques citoyens dans les recherches en bioacoustique apparaît-il comme un moyen à la fois efficace et peu coûteux d'inclure les populations internationales et locales dans une démarche qui contribue à une meilleure conscience de l'espace (et par extension, de l'environnement).

Contribuons-nous lors de nos marches dans la nature à stopper la perte de biodiversité ? Sommes-nous conscients de ce que nos smartphones peuvent contenir et partager ? Ou, étant donné notre rapport ambigu avec les organismes de la nature, sommes-nous peu disposés à assumer cette responsabilité ? Il ne s'agit que d'une nouvelle possibilité entre tant d'autres de faire preuve d'imagination sociologique dans notre vie quotidienne, et de saisir l'occasion, au croisement de la biographie, de l'histoire, de l'organisation sociale et de la technologie, de faire évoluer les choses. ■

Toute correspondance est à adresser à Mickey Vallee
< mjvallee@gmail.com >

> Le travail identitaire chez les dirigeants politiques canadiens

Elise Maiolino, Université de Toronto (Canada)

Compte tenu du climat politique des cinq dernières années, le moment semble bien choisi pour étudier les batailles politiques qui se jouent autour du thème de l'identité ainsi que les nouveaux profils de candidats de la scène politique canadienne. Sur cette période, trois responsables politiques parmi les plus en vue du Canada, qui se sont portés candidats à trois des plus hautes fonctions politiques du pays, ont été impliqués dans des scénarios électoraux dans lesquels il leur a fallu négocier de manière complexe leur identité publique. S'il est vrai qu'au plan sociologique, de nombreux aspects de ce phénomène nous sont déjà familiers, l'ampleur et la portée des prestations identitaires dont nous avons été témoins apportent aux sociologues, qu'ils soient du Canada ou d'ailleurs, de nouveaux éclairages.

Avant d'accéder au poste de Premier ministre, Justin Trudeau ne s'est pas contenté de se lancer dans la bataille électorale. Toute juste quelques mois avant de devenir le chef du Parti libéral du Canada, il est – littéralement – monté sur le ring pour s'opposer à un sénateur conservateur lors d'un match de boxe. Sa masculinité a été mise à l'épreuve. En analysant les commentaires exprimés dans 222 articles de presse publiés au sujet de ce match, je montre dans mes recherches que Justin Trudeau est à ce moment-là passé d'une *masculinité précaire* à une *masculinité suffisante*, ce qui a transformé la perception de l'opinion publique sur son aptitude à l'exercice du pouvoir. Le cas de Trudeau est à l'origine du concept de *stratégies de récupération des sexes* et illustre la façon dont les responsables politiques s'emploient à affirmer leur identité sexuelle en public.

Un an après la démonstration de virilité et de courage du candidat Trudeau, Kathleen Wynne demandait aux électeurs de l'Ontario s'ils étaient prêts à avoir une Première ministre homosexuelle. Elle est devenue la première femme, et la première ouvertement lesbienne, à accéder au poste de Premier ministre de l'Ontario. À partir d'entretiens avec des membres de son gouvernement et des dirigeants de mouvements féministes et LGBTQ, mes

recherches font apparaître que même dans le cas de responsables politiques qui marquent une rupture, l'identité et les actes de langage de ceux-ci ne garantissent pas une approbation de la base. Plus exactement, les mouvements sociaux accordent une place très importante à la capacité des responsables politiques à apporter des résultats tangibles et concrets de leur action. J'ai proposé une *typologie des paroles et des actes* pour montrer que le jugement que portent les dirigeants des mouvements sociaux sur les messages d'alliance et d'allégeance des responsables politiques dépendent de l'identité, des actes de langage et des actes.

Au même moment où la Première ministre Wynne brisait son propre plafond de verre, Olivia Chow, une responsable politique progressiste aguerrie, essayait une défaite pour le moins surprenante et spectaculaire dans sa tentative pour devenir la première femme issue d'une minorité visible à diriger la plus grande ville du Canada. Après avoir quitté son siège de députée pour briguer la mairie de Toronto en s'opposant au programme conservateur du maire sortant Rob Ford, Chow s'est heurtée durant toute sa campagne électorale à d'importants obstacles, dont des réactions ouvertement racistes et sexistes. Mon travail d'observation participante sur 20 débats de la campagne pour les élections municipales à Toronto fait apparaître la difficulté du travail sur l'identité pendant la campagne électorale, et montre que Chow, en tant que candidate issue d'une minorité, a dû négocier son identité d'une façon différente de ses adversaires masculins blancs.

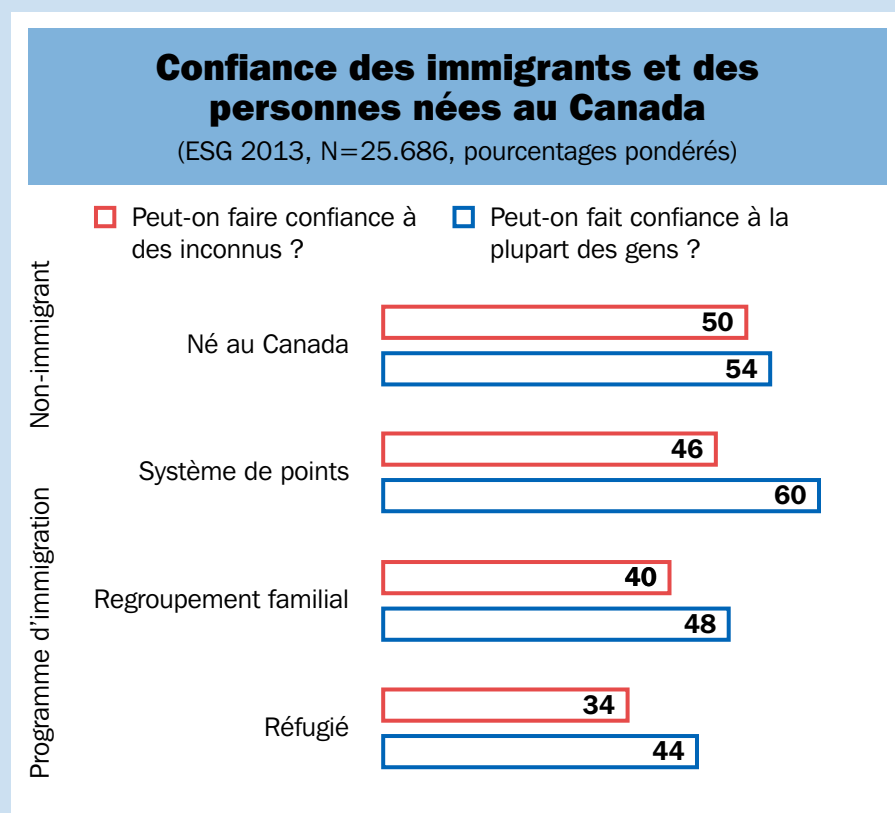
L'émergence de candidats au profil diversifié et la sensibilisation politique accrue de l'opinion publique à des identités diverses donnent lieu à de multiples prestations identitaires, qui peuvent avoir des répercussions sur la gouvernance et le résultat des élections. Mon travail de recherche a pour objectif de mettre en évidence les obstacles rencontrés par ceux et celles qui cherchent à briguer les plus hautes fonctions, mais aussi d'apporter les prémices d'un schéma directeur pour les acteurs de terrain cherchant à transformer les obstacles en opportunités. ■

Toute correspondance est à adresser à Elise Maiolino
<elise.maiolino@mail.utoronto.ca>

> Le degré de confiance des immigrants au Canada

Cary Wu, Université de la Colombie-Britannique (Canada)

Figure 1.



La confiance traduit la perception qu'a une personne des bonnes dispositions et des intentions bienveillantes des autres. Des personnes qui se font mutuellement confiance ne sont pas seulement essentielles au bien-être individuel mais aussi à la cohésion sociale, à la croissance économique et à la démocratie. La confiance est particulièrement importante pour les immigrants et pour les sociétés qui comptent une importante population d'origine étrangère, étant donné le rôle que joue la confiance dans le processus d'intégration sociale.

Le Canada est un pays doté d'un niveau assez élevé de confiance. Les données tirées de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada de 2003, 2008 et 2013 montrent invariablement que plus de la moitié des Cana-

diens pensent qu'on « peut faire confiance à la plupart des gens ». En revanche, lorsque la même question est posée à l'échelle internationale, seules 37% des personnes interrogées expriment ce degré de confiance dans les autres (World Values Survey 2010-2014).

Le Canada est aussi un pays d'immigration. Près d'un habitant sur cinq est né à l'étranger, soit 21% de l'ensemble de la population du Canada. Si le système de points canadien permet de sélectionner une catégorie d'immigrants très confiants, beaucoup de ceux qui arrivent sur le territoire dans le cadre de programmes pour réfugiés ou de regroupement familial font généralement preuve d'une moindre confiance dans les autres que les personnes nées au Canada (voir Figure 1).

Prédiction de l'écart de confiance (quotient de probabilité) entre les immigrants enfants/adolescents et les immigrants adultes

(ESG 2014 ; données pondérées, méthode « bootstrap »)

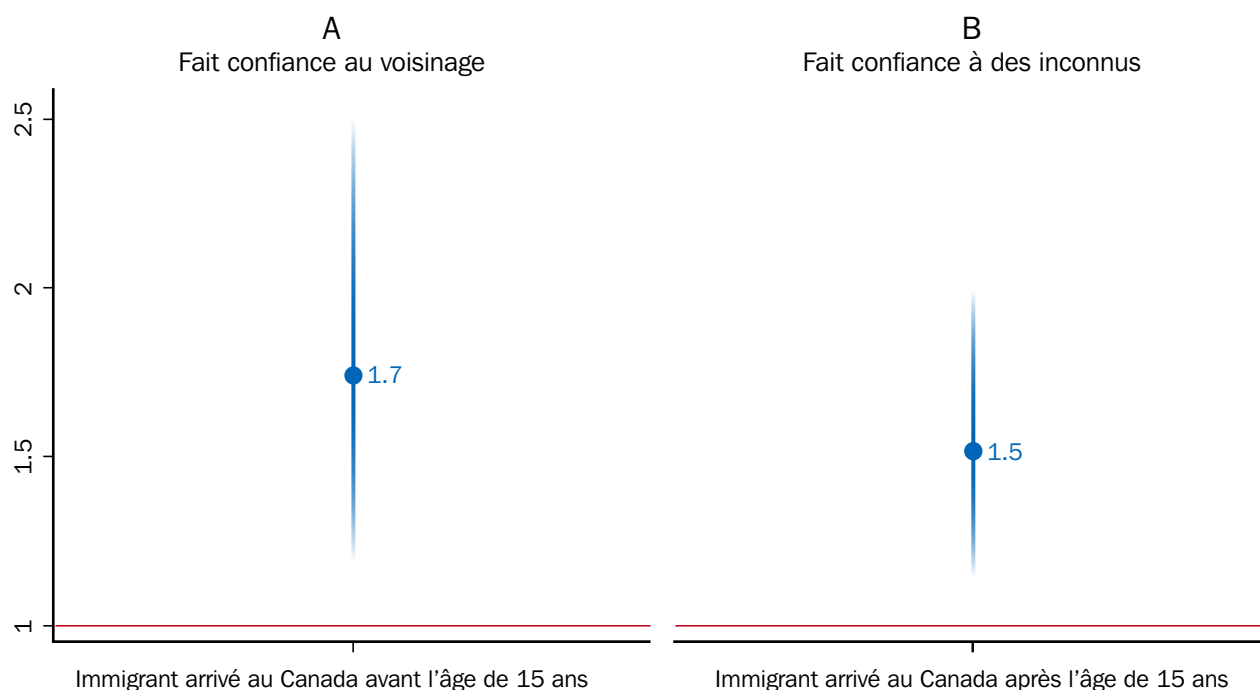


Figure 2A, 2B.

Si les immigrants partent d'un niveau plus faible de confiance, gagnent-ils en confiance après avoir vécu au Canada, où les gens sont relativement plus confiants ? Il existe deux approches théoriques pour expliquer l'origine de la confiance : l'approche culturelle, et l'approche expérientielle. Pour les tenants de l'approche culturelle, la confiance est quelque chose qui s'acquiert à un âge précoce, pendant les premières années de socialisation, et cette confiance acquise varie très peu à l'âge adulte et tout au long de la vie. Pour les tenants de l'approche expérientielle, les décisions fondées sur la confiance que prennent les gens sont directement liées à leurs expériences sociales, la confiance variant par conséquent en fonction des différentes situations sociales auxquelles ils se trouvent confrontés. Au cœur de ce débat, on trouve la question de savoir quand les gens font l'apprentissage de la confiance, et si la confiance acquise *change* d'une situation à l'autre.

Pour déterminer si la culture canadienne, caractérisée par un degré élevé de confiance, a une quelconque influence sur les immigrants, il est par conséquent nécessaire de faire la distinction entre immigrants arrivés au Canada à l'âge adulte et ceux arrivés enfants ou adolescents et qui se trouvent donc encore à l'étape de la première socialisation. Si la confiance est d'ordre culturel, les immigrants arrivés jeunes au Canada et qui se sont

socialisés au sein de la culture de confiance canadienne devraient être plus confiants, tandis que seuls ceux arrivés à un âge plus tardif, alors qu'ils avaient déjà passé l'étape de première socialisation en dehors du Canada, auraient un moindre degré de confiance, lié à l'empreinte culturelle de leur pays d'origine. Si la confiance est expérientielle, les immigrants devraient réagir de la même manière à leur vécu au Canada, quel que soit l'âge qu'ils avaient à leur arrivée dans le pays. Des disparités dans la confiance des uns et des autres seraient dans ce cas moins probables.

En analysant les données de l'Enquête sociale générale de Statistique Canada de 2014, il apparaît que les immigrants arrivés avant l'âge de 15 ans ont 70% plus de chances de faire confiance aux personnes de leur entourage et 50% plus de chances de faire confiance à des inconnus que les immigrants arrivés après l'âge de 15 ans, si l'on neutralise les effets d'autres facteurs démographiques (voir Figures 2A et 2B).

Considérés dans leur ensemble, ces écarts importants mettent en évidence qu'il existe un effet positif de la culture de confiance élevée qu'on trouve au Canada, mais que cet effet est limité aux immigrants enfants ou adolescents arrivés au Canada pendant la période de leur première socialisation. Le résultat d'ensemble corrobore fortement la théorie culturelle de la confiance. ■

Toute correspondance est à adresser à Cary Wu <carywooruc@gmail.com>

> Intersectionnalité, indigénéité, genre et violences

Maggie Walter, vice-chancelière chargée de la Recherche et de l'Initiative aborigènes à l'Université de Tasmanie, **Joselynn Baltra-Ulloa**, Université de Tasmanie, et **Jacob Prehn**, bureau de la vice-chancelière chargée de la Recherche et de l'Initiative aborigènes, Université de Tasmanie (Australie)

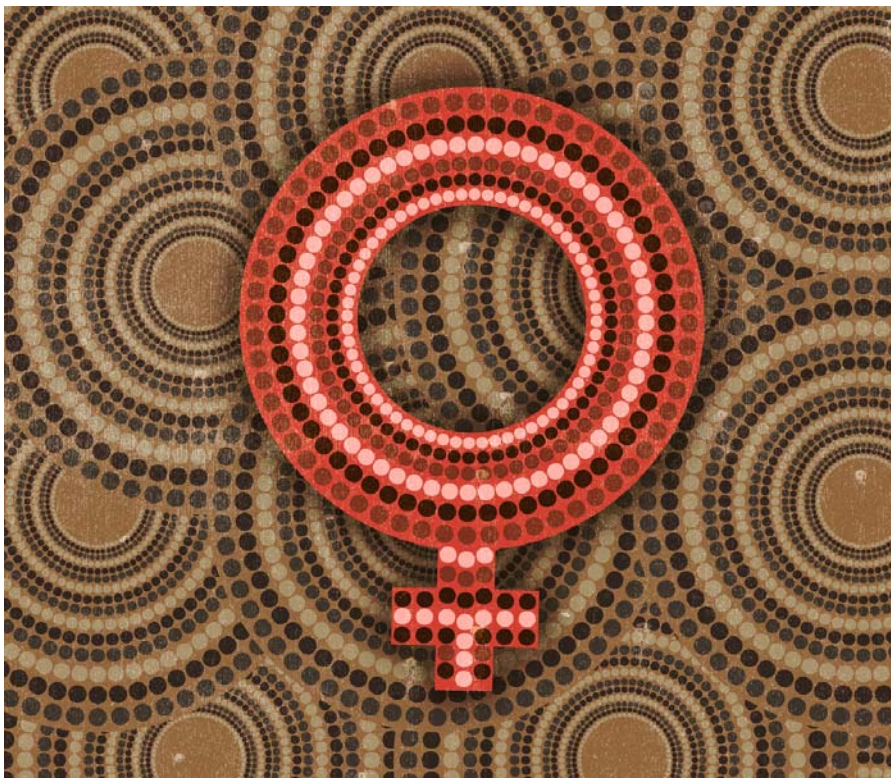


Illustration : Arbu.

Les statistiques sur les violences de genre concernant les femmes aborigènes et les femmes insulaires du Déroit de Torres en Australie sont accablantes. À l'échelle nationale, les femmes et filles autochtones ont 31 fois plus de probabilités que leurs homologues non autochtones d'être hospitalisées à la suite d'agressions liées à des violences familiales, et plus de la moitié des homicides de femmes aborigènes se produisent dans le cadre de violences familiales. Les études sur le sujet confirment l'ampleur de cette

réalité de violences : près d'un quart des femmes aborigènes déclarent avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles au cours des douze derniers mois. Les statistiques à l'échelle des différents États et territoires d'Australie font écho à cette effroyable réalité observée à l'échelle nationale. Jusqu'à 95% des enfants aborigènes qui vivent à Victoria ont été retirés à leur famille et placés en foyer en raison de violences familiales ; les femmes aborigènes de l'État d'Australie-Occidentale sont au moins 17 fois plus susceptibles que les femmes non autochtones d'être victimes d'un homicide. Nous voulons montrer que l'intersection de l'indigénéité et du genre inhérente à ces violences n'est ni neutre, ni ahistorique, ni non contextualisée politiquement ou culturellement, ni déconnectée racialement.

Leur forte surreprésentation dans les statistiques des violences liées au genre est également le lot des femmes autochtones d'autres anciennes colonies anglophones devenues des États-nations. En Nouvelle-Zélande-Aotearoa [nom maori du pays], aux États-Unis et au Canada, les femmes autochtones risquent nettement plus que les femmes non autochtones d'être victimes de violence de genre. Cette condition partagée indique bien que l'explication principale ne doit pas être attribuée aux peuples aborigènes, insulaires

>>

“Près d’un quart des femmes aborigènes déclarent avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles au cours des douze derniers mois”

du Détroit de Torres, maoris, amérindiens et des Premières nations. Les Britanniques n’ont pas juste eu la malchance de coloniser quatre régions géographiques distinctes habitées par quatre peuples distincts qui tous se trouveraient être d’une nature plus violente à l’encontre des femmes que d’autres peuples. Pas plus que les femmes aborigènes ou insulaires du Détroit de Torres ne risquent d’être victimes de violences sexistes qu’aux mains d’hommes indigènes : étant donné le taux élevé de couples mixtes, une part non négligeable des auteurs de violences sexistes ne sont pas indigènes. La surreprésentation statistique est plutôt le produit socioculturel du positionnement des femmes autochtones à la fois dans la hiérarchie du sexe et dans la hiérarchie raciale. Les rapports de pouvoir fondés sur la race, tels qu’ils ont été délimités et définis au travers du colonialisme anglo-saxon de peuplement, recoupent les rapports de pouvoir fondés sur le genre pour produire une réalité quotidienne où s’exerce une double violence sur les femmes indigènes.

Les femmes aborigènes et insulaires du Détroit de Torres ont toujours été les premières à subir la violence liée à la colonisation. À l’époque des guerres frontalières de dépossession, elles ont été les principales victimes de massacres. D’autres femmes, à l’instar de Walyer, une aborigène de Tasmanie, ont été à la tête de mouvements de résistance contre l’envahisseur. Au fur et à mesure qu’avancait la dépossession coloniale, les femmes ont été de plus en plus exposées aux violences, aussi bien sexuelles que physiques. Dans l’archipel Furneaux du Détroit de Bass, par exemple, les femmes furent à partir de 1800 sys-

tématiquement kidnappées par les chasseurs de phoques européens et retenues comme concubines ou employées ; les clans aborigènes de la zone côtière se retrouvèrent bientôt dépourvus de femmes en âge de procréer.

Une fois le continent australien devenu une possession coloniale, les violences de genre – sexuelles et physiques – n’ont pas pris fin ; elles ont simplement pris d’autres formes. Durant la majeure partie du XX^e siècle, les enfants à la peau plus claire nés de femmes aborigènes, souvent victimes de violences sexuelles, ont été placés de force sous tutelle de l’État dans des foyers où les conditions étaient très dures. La politique des pouvoirs publics sanctionnant le retrait des enfants aborigènes à leur famille – ceux que l’on a appelé les « générations volées » – relevait d’une volonté d’assimilation des populations aborigènes à la société des Blancs. Ces enfants n’avaient pas le droit de pratiquer leur culture, d’avoir des relations avec leur famille ou de parler leur langue maternelle. On estime que pas moins d’un enfant aborigène sur dix a été arraché à sa famille entre 1910 et 1970. Les répercussions en chaîne de cette politique se font sentir jusqu’à aujourd’hui. Les familles dont un membre a été retiré à sa famille risquent davantage que les autres familles indigènes de voir leurs propres enfants placés sous tutelle de l’État. Et dans tout le pays, on retrouve comme séquelles durables de la violence coloniale une pauvreté qui se perpétue d’une génération à l’autre et une marginalisation sociale, politique et culturelle. Il en résulte des dysfonctionnements familiaux qui produisent dans un contexte d’intersectionnalité des risques pour

la sécurité physique et émotionnelle des femmes aborigènes et insulaires du Détroit de Torres.

Dès lors, comment la société australienne, et avec elle la sociologie australienne, réagissent-elles face à ces phénomènes de violence de genre dont sont victimes les femmes aborigènes et insulaires du Détroit de Torres ? Malheureusement la plupart du temps avec indifférence. La société australienne continue de refléter son héritage colonial majoritairement anglo-saxon, et il en est de même de la sociologie australienne. Il n’y a guère d’études sociologiques australiennes consacrées à la violence de genre faite aux femmes aborigènes ; de fait, la sociologie indigène est pratiquement inexistante. Les bénéficiaires du colonialisme et des rapports de pouvoir qui vont avec, fondés sur la race et le genre, semblent peu enclins à s’y intéresser d’un point de vue sociologique. Étant donné le difficile passé de l’Australie, les peuples aborigènes et insulaires du Détroit de Torres, dépossédés comme ils l’ont été des terres que l’État-nation occupe désormais et dont il tire sa richesse et son identité, demeurent une présence qui pose problème. Au niveau structurel, cette antipathie prédominante interagit sur les rapports de pouvoir liés au genre, conduisant à interpréter et réagir différemment et de façon négative aux violences faites aux femmes aborigènes. Le phénomène, normalisé dans le discours public comme un problème parmi d’autres des autochtones, demeure largement inexploré sociologiquement. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Maggie Walter
<Maggaret.Walter@utas.edu.au>
Joselynn Baltra-Ulloa
<Joselynn.BaltraUlloa@utas.edu.au>
Jacob Prehn
<jacob.prehn@utas.edu.au>

> Violences sexuelles et « viol de correction » en Afrique du Sud

Kammila Naidoo, Université de Johannesburg (Afrique du Sud) et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Femmes dans la Société (RC32), Biographie et Société (RC38) et la Sociologie clinique (RC46)

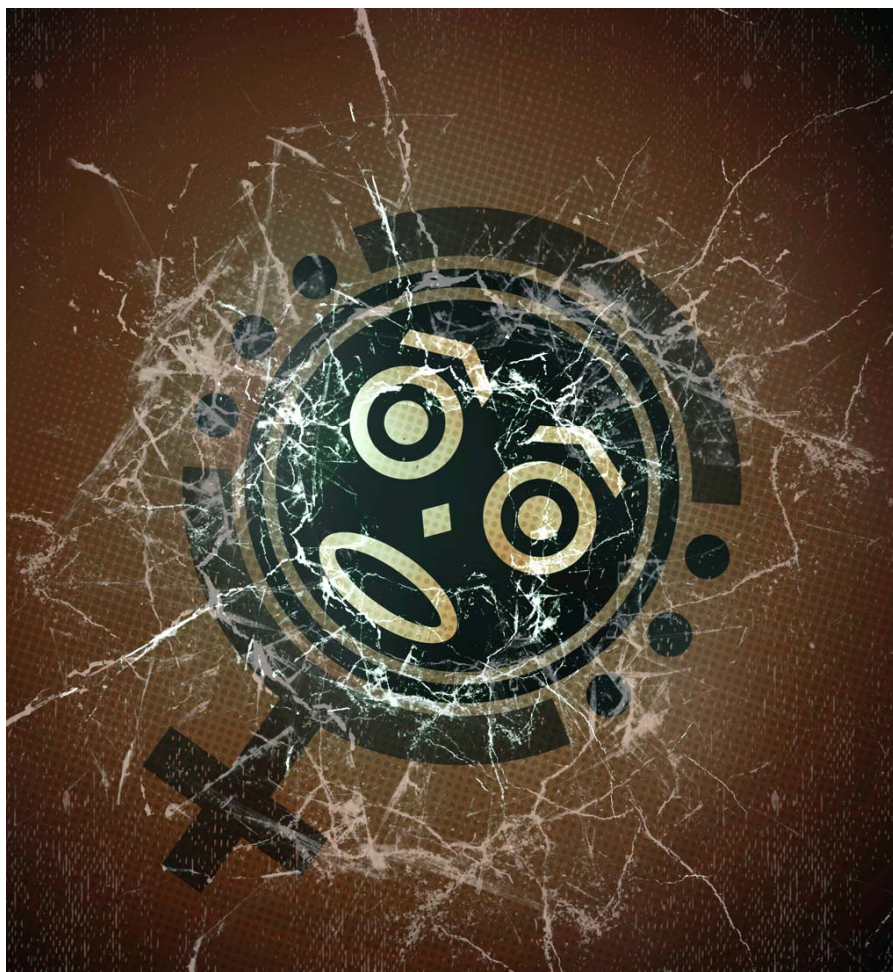


Illustration : Arbu.

> Le souvenir de Khwezi

En 2005, une femme lesbienne, Fezekile Ntsukela Kuzwayo (mieux connue sous le pseudonyme de Khwezi) a accusé de viol Jacob Zuma, l'homme qui plus tard allait devenir le troisième président de l'Afrique du Sud post-apartheid. Plutôt que de compromettre les chances de Zuma de devenir un jour président,

le procès pour viol qui s'ensuivit a au contraire servi à Zuma de tribune pour populariser une version essentialisée des coutumes et masculinités traditionnelles zouloues. Dans sa déposition, il fit valoir que dans sa culture, la façon de s'habiller de Khwezi constituait une incitation au sexe. En essayant d'attaquer et de traduire en justice l'homme qu'elle accusait de l'avoir violée, Khwezi s'est en fait retrouvée la cible de diffamations : son

histoire et son orientation sexuelles, tout comme son mode de vie et ses expériences passées d'abus sexuels, ont polarisé l'attention du tribunal et été passés au crible par les médias et l'opinion publique. Hors de l'enceinte du tribunal, des partisans de Zuma se sont employés à déclencher des sentiments homophobes, misogynes et antiféministes, entrant souvent en conflit avec les soutiens de Khwezi, dont le collectif de femmes « One-in-Nine » (« une sur neuf »). Par delà le soutien apporté à Khwezi, ce collectif a attiré l'attention sur le fait qu'une femme sud-africaine sur neuf risquait d'être violée au cours de son existence. L'issue du procès a constitué pour beaucoup une cruelle déception : Zuma a été acquitté tandis que Khwezi, à la suite de nombreuses menaces de mort, a dû fuir le pays et partir en exil ; après des années passées cachée et dans l'isolement, elle est décédée en 2016.

L'histoire de Khwezi est révélatrice d'un certain nombre de réalités problématiques, notamment : les difficultés auxquelles les victimes de viol sont confrontées dès lors qu'elles tentent d'amener leurs agresseurs (a fortiori s'ils sont puissants et proches du pouvoir) à rendre des comptes ; la façon dont les discours homophobes façonnent l'opinion concernant le viol de lesbiennes ; et la perpétuation d'une culture hétéronormative masculiniste, malgré une Constitution progressiste et plus de 20 ans de célébration des droits humains et de l'égalité de genre en Afrique du Sud. Dans toutes les études sur le viol et les violences faites

>>

aux femmes, les approches intersectionnelles signalent l'influence de l'appartenance à diverses identités et les multiples désavantages des femmes dans certains contextes – dans le cas de l'Afrique du Sud, en fonction de la race, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, l'âge, le physique, la classe sociale et l'orientation politique. On retrouve cette réflexion dans l'initiative de la Présidente de l'ISA Margaret Abraham d'aborder sous des angles multiples et dans différentes régions du globe les violences liées au genre et intersectionnelles.

> Masculinités et violence

En Afrique du Sud, les arrestations des agresseurs sont rares et les taux de condamnation très bas. Les statistiques de 2016 des services de police sud-africains sur la criminalité font état de 43.000 viols signalés à la police sud-africaine pour la période 2015-2016. Bien que ces chiffres soient très élevés, certains analystes estiment qu'à peine une femme sud-africaine sur 13 violée par une personne qui n'est pas leur partenaire dénoncent les faits à la police, et seulement une sur 25 lorsque l'agresseur est leur partenaire. Pour les victimes de viol, étant donné la façon dont Khwezi a été malmenée par le juge et par les avocats de la défense, le message est clair : si vous vous en prenez à votre agresseur, vous serez jugée en même temps que lui, et tous les aspects de votre histoire personnelle et publique seront passés au crible et questionnés. Les institutions publiques se rendent par conséquent complices, en favorisant la non-dénonciation dans le contexte d'une culture masculiniste solidement enracinée, elle-même cautionnée par une normalisation du viol dans le discours des médias et au sein de la société. Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que les hommes sont nombreux à reconnaître dans des enquêtes qu'ils ont été à un moment donné complices d'actes de viol.

Les travaux menés en Afrique du Sud sur ce sujet jugent la prédominance de masculinités violentes révé-

latrice d'une crise de la masculinité, mais s'intéressent essentiellement aux agresseurs issus des classes populaires. Suivant cette approche, les normes et les idéaux masculins traditionnels ont été bouleversés par les changements dans l'économie politique et l'héritage historique ainsi que par des institutions qui, en défendant l'égalité hommes-femmes, ont ébranlé le statut des hommes et accentué (chez eux) une crise d'identité sexuelle. La marginalisation publique et socioéconomique a contribué à la formation de gangs, à des actes sporadiques de violence, et à la réaffirmation d'une violence durable parmi différentes catégories d'hommes affaiblis qui cherchent par là à rétablir le statu quo. Dans ce contexte, le corps de la femme est considéré comme un instrument au moyen duquel le pouvoir et le contrôle masculins peuvent être reconquis. Cette thèse jouit d'un nouveau crédit aujourd'hui, alors que les gays et les lesbiennes se mobilisent contre les violences homophobes. Le « viol de correction », concept singulier né en Afrique du Sud pour désigner le viol de lesbiennes, a notamment acquis une certaine notoriété.

> Viol « de correction »

Depuis l'année 2000, près de 40 femmes lesbiennes ont été assassinées en Afrique du Sud, et en moyenne dix lesbiennes sont violées chaque semaine par des hommes qui souscrivent à l'idée qu'ils « corrigent » par là l'orientation sexuelle de ces femmes. D'après les informations recueillies dans des études qualitatives, les agresseurs prétendent que le viol « guérira » les lesbiennes (de leur lesbianisme) et les rendra hétérosexuelles. En outre, certains des hommes qui ont participé à des études sur le sujet ont affirmé que le viol correspond à une forme d'action défensive de la part d'hommes qui attaquent les femmes « qui cherchent à être comme les hommes », et que ces actes commis par des hommes sont justifiés dans la mesure où ils défendent leur « authenticité ». Ces

sentiments émergents, que l'on peut observer depuis une vingtaine d'années, et qui semblent indiquer une tolérance des viols de lesbiennes, apparaissent en décalage par rapport à l'esprit des mouvements passés de libération en Afrique du Sud, lesquels comportaient des revendications en faveur de l'émancipation des femmes. La Constitution dont s'est dotée l'Afrique du Sud post-apartheid a été la première dans le monde à interdire toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. L'Afrique du Sud a également été le premier pays africain à autoriser le mariage entre personnes du même sexe. L'opinion défendue par certains hommes, y compris des hommes haut placés dans l'appareil d'État, selon laquelle des sexualités et féminités « transgressives » menacent leur autorité et doivent être corrigées, vient ainsi rappeler les violentes réactions de rejet homophobe et antiféministe auxquelles sont confrontées les femmes aujourd'hui.

> Conclusion

Paradoxalement, les viols et autres actes de violence liés au genre se produisent en Afrique du Sud dans un contexte où l'émancipation des femmes et l'égalité hommes-femmes figurent clairement parmi les objectifs du gouvernement. Récemment, de puissants groupes de pression ont ainsi propagé l'idée qu'une femme pourrait être présidente en 2019. Mais pour lutter contre les violences sexuelles, des efforts concertés de mobilisation et d'organisation sont nécessaires ; et également des actes de bravoure, à l'exemple des quatre femmes qui en 2016 ont interrompu un discours du président Zuma en brandissant en silence des pancartes où l'on pouvait lire « Remember Khwezi » (N'oublions pas Khwezi) ; il faut enfin une renaissance et une réémergence d'initiatives féministes puissantes et critiques au sein des institutions universitaires, des structures de l'État et de la société civile. ■

Toute correspondance est à adresser à
Kammila Naidoo <kammilan@uj.ac.za>

> Pologne : Rendre visibles les violences conjugales

Magdalena Grzyb, Université Jagellonne de Cracovie (Pologne)

> Le cas Piasecki

En avril 2017, la diffusion d'un enregistrement sur YouTube par l'épouse d'un élu local du Parti Loi et justice (PiS) a suscité l'indignation générale. L'enregistrement montrait un épisode des violences conjugales qu'un responsable politique de Bydgoszcz, Rafał Piasecki, avait fait subir à sa femme Karolina durant toutes leurs années de mariage. Rafał et Karolina, tous deux fervents catholiques, s'étaient connus à l'église pendant l'adolescence. Sur les photos, ils font figure de famille polonaise modèle, jeunes et heureux, entourés de leurs deux adorables filles. Karolina Piasecka avait porté plainte en 2013, mais les agents de police n'avaient pas donné suite ; plus tard, convaincue par son mari, elle avait retiré sa plainte.

La révélation publique de Karolina Piasecka est un fait sans précédent, et ce, à double titre. Premièrement, son témoignage sur les mauvais traitements et sévices dont elle a été la victime de la part de son époux bien-aimé a eu un impact considérable dans la mesure où il a non seulement suscité une prise de conscience des violences conjugales et de l'ampleur du phénomène au sein de la société polonaise, mais il a aussi permis de remettre en cause l'idée reçue qui voudrait que ces agressions se limitent aux violences physiques et ne se pro-

duisent que dans les familles pauvres et dysfonctionnelles appartenant à des catégories sociales défavorisées. Deuxièmement, son témoignage a brusquement démontré l'hypocrisie du parti de la droite ultra-conservatrice Loi et justice (PiS) et révélé de manière flagrante la réalité de sa politique misogyne.

> Les droits des femmes en net recul

Depuis l'arrivée au pouvoir du PiS en 2015, on assiste à une réaction hostile de l'opinion vis-à-vis des droits des femmes et de l'égalité hommes-femmes (voir l'article de Julia Kubisa dans [DG7.1](#)). Avant même d'accéder au pouvoir, le parti s'était déjà vivement opposé à la ratification de la Convention d'Istanbul du Conseil d'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ; et depuis 2012, il a participé aux campagnes engagées par l'Église catholique polonaise contre « l'idéologie du genre », censée représenter une menace pour la famille, les valeurs traditionnelles et l'identité nationale polonaises. L'idée sous-jacente était que la déclaration dans la Convention d'Istanbul sur les causes structurelles des violences faites aux femmes, et par conséquent l'obligation des pouvoirs publics d'éradiquer les stéréotypes et préjugés sexistes à l'origine de ces violences, porteraient préjudice à la culture polonaise et prive-

raient les parents de leur droit à élever leurs enfants selon leurs propres valeurs. Les responsables politiques du PiS nient l'ampleur de la violence domestique en Pologne, soutenant que les hommes polonais traitent bien leur femme et que la législation polonaise protège les femmes contre les violences conjugales. Selon eux, ces violences ne se produisent que rarement, et seulement lorsque les hommes sont sous l'emprise de l'alcool. En 2015, le gouvernement a coupé les fonds des ONGs d'aide aux femmes victimes de violence conjugale, au motif que les services qu'elles dispensaient étaient discriminatoires puisqu'ils n'apportaient d'aide qu'aux femmes. Et en février 2017, l'actuel Président, Andrzej Duda, a déclaré publiquement que la Convention d'Istanbul ne s'appliquerait pas aux institutions publiques.

Dans un pays de forte tradition catholique comme la Pologne, l'Église catholique a exercé une influence idéologique considérable sur la vie politique du pays depuis la chute du communisme. Malgré l'égalité hommes-femmes prônée entre 1945 et 1989 durant l'ère communiste – lorsque les femmes bénéficiaient d'un accès au marché du travail, à l'éducation et aux droits en matière de procréation – les rôles traditionnels des hommes et des femmes, en particulier dans les relations familiales et les relations intimes, se sont perpétués, et les femmes continuent

“Le cas a permis de briser le fort tabou social qui empêchait de parler publiquement du problème”

d'occuper une position inférieure aux hommes. « L'idéologie du genre », un concept introduit en 2012 par les dignitaires de l'Église catholique en réaction à la politique d'égalité hommes-femmes, avait en fait pour objectif de distraire l'attention de l'opinion publique des scandales de pédophilie impliquant des prêtres, et des revendications réclamant que l'Église rende des comptes en tant qu'institution.

C'est dans ce contexte politique que Karolina Piasecka a décidé, en rendant publique sa propre histoire, de s'attaquer au déni public du problème. Une fois l'enregistrement publié, Rafał Piasecki a nié avoir battu sa femme, ajoutant qu'il avait été élevé dans une famille traditionnelle, qu'il partageait les valeurs chrétiennes et défendait les rôles traditionnels assignés aux hommes et aux femmes dans la famille – une façon de justifier son comportement et les mauvais traitements infligés à sa femme, au motif qu'elle ne remplissait pas correctement le rôle traditionnel attendu d'une bonne épouse.

> Les répercussions du cas Piasecki en Pologne

Le cas Piasecki est devenu le premier cas médiatisé de violence conjugale en Pologne. Il a eu d'autant plus de retentissement que Piasecki était un responsable politique influent du PiS, connu pour ses positions en faveur des valeurs familiales et ses déclarations homophobes. Le cas Piasecki a également fait date en suscitant une prise de conscience de la gravité des violences psychologiques et de leurs répercussions sur les victimes. Les institutions publiques aussi bien que la justice ont en effet tendance à ne pas considérer les actes de violence psychologique comme des actes de violences. Bien que le cas de Piasecki soit un cas extrême, nombreuses

sont les femmes qui ont reconnu ce comportement au sein de leur propre famille, sans nécessairement l'identifier comme quelque chose d'anormal ou d'inacceptable.

Le cas a été largement médiatisé (dans les médias indépendants et sur les réseaux sociaux), suscitant l'indignation et des débats sur l'échec des pouvoirs publics à aider les victimes de violence conjugale. Il a également permis de briser le fort tabou social qui empêchait de parler publiquement du problème. Karolina Piasecka a expliqué avoir décidé de rendre son cas public pour aider les autres femmes victimes de violence à s'exprimer, les encourager à sortir de relations abusives et montrer que la violence domestique ne se limite pas aux familles des classes défavorisées.

> Les cas répétés de violence conjugale au sein du PiS

Bien que le cas Piasecki n'ait pas provoqué de tempête politique dans les rangs du parti au pouvoir, les véritables répercussions politiques restent à venir. Piasecki a beau avoir été expulsé du PiS et avoir été en mai 2017 poursuivi en justice, le parti continue de minimiser le problème. La porte-parole du PiS, Beata Mazurek, a ainsi déclaré qu'abuser ou trop user (*sic*) de la violence à l'encontre de sa famille était inacceptable, comme si tout usage de la violence ne l'était pas ! Des collègues du parti ont condamné la violence conjugale tout en faisant remarquer que ce drame familial était instrumentalisé à des fins politiques. Le cas de Rafał Piasecki, bien que particulièrement brutal, n'a pas été le premier ni le seul cas d'un homme politique du PiS accusé de battre et de violenter sa femme. En 2016, le député Łukasz Zbonikowski a lui aussi été accusé par sa femme d'actes de violence, même si le cas n'a pas eu le même retentissement. L'année suivante, en 2017, un

autre député, Waldemar Bonkowski, a été accusé par sa femme de violences, de menaces et de ce qu'on appelle le *gaslighting* – il a prétendu qu'elle avait des problèmes de santé mentale. Lorsqu'un parti politique ultraconservateur, traditionaliste et pro-Église minimise de la sorte la gravité de la situation, et de fait, tolère dans ses rangs des hommes qui martyrisent leur famille, il peut difficilement prétendre à une quelconque supériorité morale ni à une quelconque légitimité à diriger le pays. On voit bien là le cynisme et la véritable nature de la politique de la droite conservatrice, dont le seul objectif est de maintenir le pouvoir patriarcal et les privilèges masculins.

Bien que des lois visant à combattre la violence conjugale soient en vigueur depuis 2005, celle-ci se trouve implicitement légitimée par le discours actuel sur la protection des valeurs familiales. Si le PiS ne légitime pas la violence conjugale en elle-même, il contribue bel et bien, par le biais de l'appareil judiciaire et du discours officiel, à imposer la structure familiale patriarcale traditionnelle et à reléguer les femmes dans la sphère privée.

Sachant que le cas de Karolina Piasecka a indéniablement contribué à sensibiliser l'opinion publique au problème, la position du parti au pouvoir sur la violence domestique, conjugale à sa politique par ailleurs ouvertement anti-femmes (sur les droits de reproduction notamment), risquent sur le long terme de discréditer l'image du parti, et, plus encore, son idéologie patriarcale et bornée. Le cas Piasecki illustre la nécessité pour les sociologues de remettre en question et de critiquer les lignes de clivage inhérentes aux structures familiales telles qu'elles existent aujourd'hui, ainsi que les liens entre sphère publique et privée. ■

Toute correspondance est à adresser à Magdalena Grzyb <magdalenaagryzb@gmail.com>

> Vers une « violence zéro » ?

Sylvia Walby, responsable de la chaire UNESCO de recherche sur le genre, Université de Lancaster (Royaume-Uni) et membre du conseil d'administration et ancienne présidente (2006-2010) du comité de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02)



Million Women Rise, manifestation contre les violences faites aux femmes, 2014, Londres.

résilience des victimes et des victimes potentielles. Mais ces services sont coûteux, et les ressources pour les financer sont liées à des inégalités hommes-femmes plus générales.

Le système judiciaire est-il un facteur important ? De nouvelles lois visant à criminaliser les violences faites aux femmes ont été adoptées un peu partout dans le monde. Plus de législation ne s'est pourtant pas nécessairement traduit par plus de justice pour les femmes.

La démocratie est-elle un facteur important ? D'après les résultats de mes propres recherches publiés dans *Globalization and Inequalities*, le taux de féminicide est plus bas dans les pays où la proportion de femmes au Parlement est plus grande. Le degré de participation des femmes est un facteur important : davantage de « démocratie de genre » est associée à moins de violences faites aux femmes. L'évolution en matière d'égalité politique hommes-femmes a son importance, et pas seulement l'égalité économique.

La récente crise économique et financière qui a surtout touché les pays du Nord global a entraîné une augmentation des inégalités économiques entre les hommes et les femmes et des politiques d'austérité qui ont réduit l'offre de services sociaux d'ordre général ou spécialisé. Cette période va nous permettre de tester la validité de la thèse selon laquelle l'augmentation des inégalités et de l'austérité et la réduction de l'offre de services sociaux se traduisent par une augmentation des actes de violence liés au genre.

Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies pour 2030 incluent l'Objectif 16.1 de « réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés » et l'Objectif 5.2 d'« éliminer toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles ».

Ces objectifs sont-ils utopiques ? Le monde est-il en train de prendre la direction opposée ? Ces objectifs des Nations unies reposent sur une certaine vision du monde portée par une multiplicité de collectifs issus de la société civile à l'échelle nationale, internationale et globale. Le développement d'une base de connaissances qui puisse contribuer à la concrétisation de cette vision d'un monde sans violence est une mission dans laquelle la sociologie est engagée.

Pour faire de cette vision du monde une réalité, il nous faut mettre au point une théorie du changement. Cela passe par une théorie de la violence dans la société, ainsi qu'une théorie du genre et de la société. Une conceptualisation et une mesure ri-

goureuses de la violence sont nécessaires pour mener nos recherches et tester ces théories.

> Qu'est-ce qui fait augmenter ou diminuer la violence ?

Le développement économique est-il un facteur important ? Les taux de violence semblent être plus élevés parmi les plus démunis. Une plus grande égalité hommes-femmes contribue à une meilleure résilience des femmes face à la violence. Qu'est-ce qui contribue à une plus grande égalité hommes-femmes ? Le développement économique peut être un facteur, ou pas, selon qu'il prend une forme plutôt néolibérale ou plutôt social-démocrate.

Dans quelle mesure les interventions ciblées et les services d'accompagnement contribuent-ils à changer les choses ? De multiples modes d'intervention ont été mis en place à l'initiative de féministes, depuis des refuges ou des services d'assistance téléphonique jusqu'à des conseillers et tribunaux spécialisés. Plus de services se traduit par moins de violence dans la mesure où ils renforcent la

Afin d'approfondir ce type de théories, il est nécessaire de savoir si la violence augmente ou diminue et comment le taux de violence varie d'un lieu à un autre et d'un groupe social à un autre. Nous devons pour cela pouvoir mesurer le taux de violence de manière rigoureuse, y compris sa dimension de genre, or c'est quelque chose qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

> **Comment mesurer la violence ?**

Il est important de pouvoir réaliser une évaluation quantifiée. En dépit des initiatives de la société civile, les violences faites aux femmes sont pratiquement absentes des statistiques officielles. La nouvelle Classification internationale des infractions à des fins statistiques mise au point par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime ne rend pas obligatoire la collecte de données sur le sexe des victimes de violences, ce qui revient à considérer le genre comme un élément secondaire et optionnel. Par ailleurs, la plupart des victimes de violences liées au genre ne signalent pas les faits à la police. Les enquêtes sur la criminalité ont été conçues pour traiter cette question, les victimes de violences étant plus susceptibles de divulguer leur expérience dans des enquêtes qu'à la police. Or, alors que le sexe de la victime est une donnée habituellement recueillie dans les enquêtes, le nombre de récidives d'actes de violence n'est pas toujours relevé, et même quand il l'est, ces données ne sont pas toujours entièrement comptabilisées dans les estimations officielles.

Historiquement, la plupart des enquêtes nationales sur la criminalité, y compris aux États-Unis et au Royaume-Uni, ont plafonné dans leurs estimations nationales le nombre de cas qui leur étaient signalés. Cela introduit dans les statistiques un parti pris lié au sexe dans la mesure où les actes de violence domestique, qui touchent de manière disproportionnée les femmes, sont des actes de récidive. En réexaminant les données brutes de l'Enquête sur la criminalité pour l'Angleterre et le Pays de Galles, nous avons, Jude Towers, Brian Francis et moi-même,

constaté que si l'on retirait ce plafonnement et que tous les crimes signalés étaient inclus dans les estimations, non seulement le taux global de crimes violents était 60% plus élevé mais les violences faites aux femmes augmentaient de 70% et les violences commises dans le cadre familial augmentaient également de 70%.

En appliquant cette nouvelle méthodologie, nous avons constaté que les crimes violents ont augmenté en Angleterre et au Pays de Galles depuis la crise économique qui a débuté en 2008. Les violences faites aux femmes ont augmenté, mais pas les violences faites aux hommes. Ceci était lié à l'augmentation des violences familiales, qui sont de manière disproportionnée dirigées contre les femmes. Ces changements ne sont pas visibles avec l'ancienne méthodologie, qui réduit de manière disproportionnée l'importance de la récidive. Lorsque les actes de violence répétés (qui touchent de manière disproportionnée les femmes) sont rendus visibles, on observe une augmentation des crimes violents ; avec l'ancienne méthodologie – qui sous-estime systématiquement les crimes violents répétés commis contre la même victime – aucune augmentation n'apparaît. L'évolution des actes de violence ne peut être comprise sans prendre en compte la dimension de genre. Ces résultats pour le Royaume-Uni viennent étayer les théories qui établissent un lien entre l'économie et la violence, dès lors que ce lien est lié au genre.

Pour mettre au point un cadre solide d'évaluation permettant de comparer les variations du taux de violence à travers le temps et selon les lieux et les groupes sociaux, il nous faut d'abord partir d'une définition cohérente de la violence et de ses catégories d'évaluation, ainsi que de méthodes uniformes de collecte de données élaborées à partir de ces catégories. Il existe deux approches opposées (illustrées par les ODD 16 et 5) qui, l'une comme l'autre, ne collectent pas de manière systématique les données concernant la dimension de la violence liée au genre : la première recueille des don-

nées sur la violence, sans prendre en compte si la victime est une femme ou un homme, ni la relation entre l'agresseur et la victime ; la seconde ne recueille de données que sur les violences faites aux femmes (et non aux femmes et aux hommes). Il serait temps d'inclure dans la collecte générale des données la dimension de genre (sexe de la victime, sexe de l'agresseur, relation entre l'agresseur et sa victime, et si les actes de violence commis comportent un caractère sexuel. Les travaux que nous avons menés récemment avec une équipe d'une douzaine de spécialistes nous ont permis d'établir un nouveau cadre de mesure de la violence faite aux femmes et aux hommes, qui devrait aller dans ce sens et par conséquent faciliter une analyse comparative basée sur des données solides.

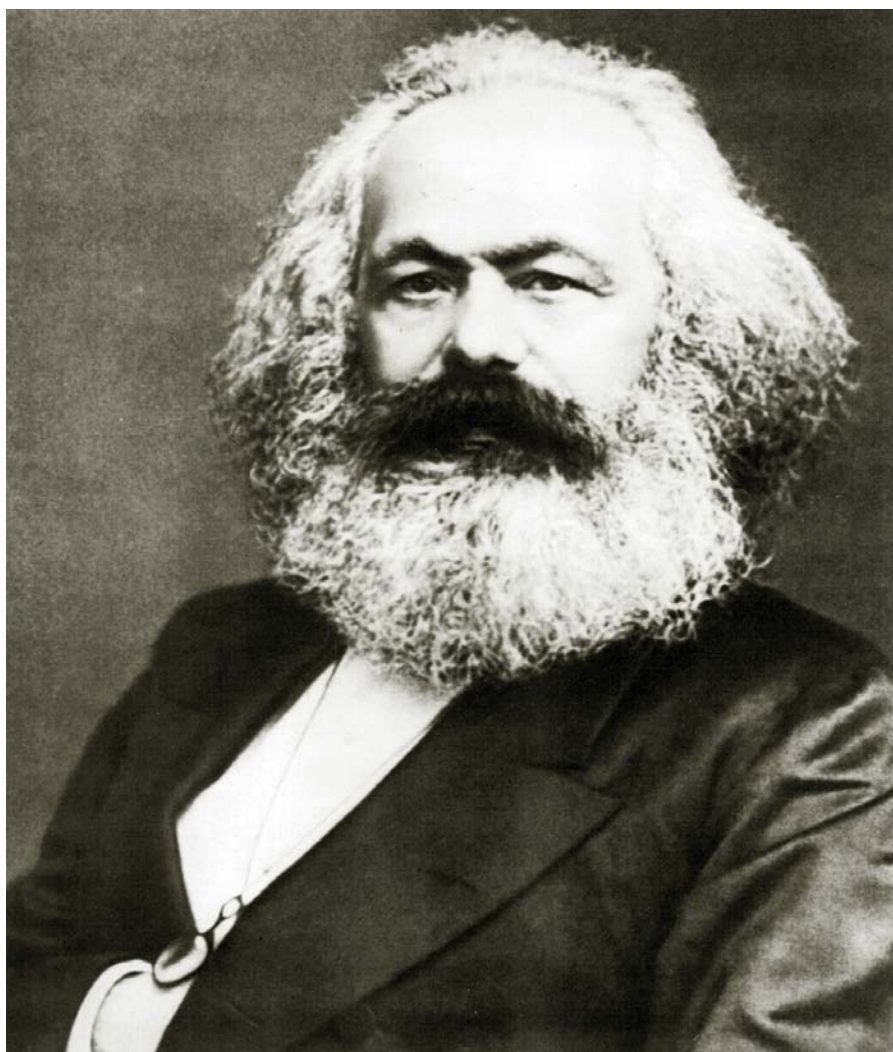
> **La crise et l'augmentation des violences faites aux femmes**

La crise au Royaume-Uni a eu des répercussions en cascade, de la crise financière à la crise économique puis à la crise budgétaire et à l'austérité – et aujourd'hui, à la violence. Cette augmentation de la violence n'est pas générale mais dirigée plus particulièrement contre les femmes, en lien avec la récidive des crimes violents perpétrés par des agresseurs connus des victimes. La crise économique est genrée, ses répercussions financières sont genrées, et il en est de même de ses conséquences en termes de violence.

Une nouvelle science sociale critique est en train de redéfinir ce que signifie la sécurité ; intégrer les violences faites aux femmes dans la sécurité est important. Cela implique de placer la violence au cœur de la théorie sociale et de revoir en profondeur comment la mesurer. Ceci illustre bien une sociologie ayant en tant que science sociale un objectif public, et la manière dont elle peut contribuer aux Objectifs de développement durable de réduction de toutes les formes de violence. ■

Toute correspondance est à adresser à Sylvia Walby
<s.walby@lancaster.ac.uk>

> Marx, 200 ans après



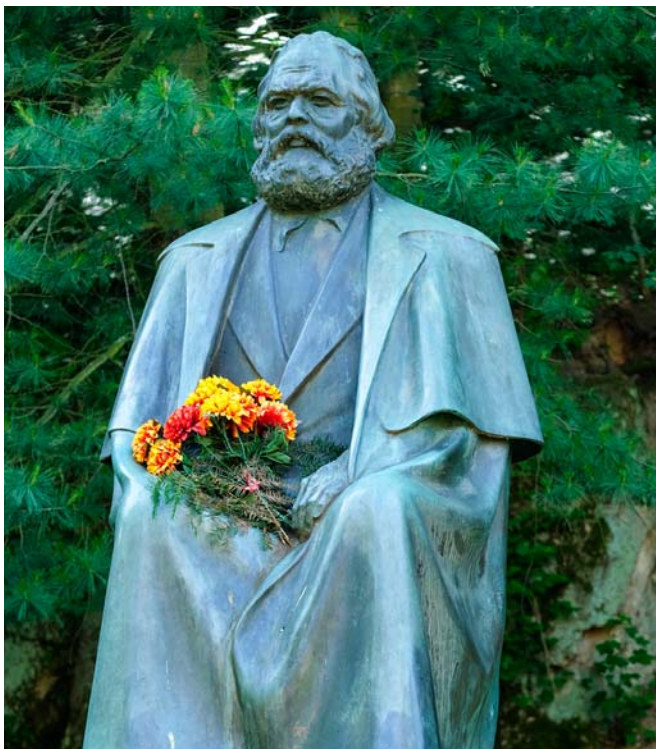
Karl Marx en 1875. Wikimedia Commons / Domaine public.

Dans certaines régions du monde, la crise financière de 2008-2009 a d'ores et déjà suscité un regain d'intérêt pour l'œuvre de Karl Marx et de son partenaire et ami Friedrich Engels. *Le Capital* est apparu comme particulièrement adapté pour appréhender et expliquer

l'évolution d'un capitalisme marqué par les crises et permettre de mieux comprendre l'économie capitaliste contemporaine et ses répercussions, telles que l'augmentation à l'échelle mondiale des inégalités sociales, du chômage, de la précarité, de la pauvreté et des catastrophes écologiques. Mais tandis que ces problématiques fondamentales font redécouvrir aux sociologues ainsi qu'aux médias et à des pans plus larges de la société l'analyse de Marx et Engels du capitalisme, la théorie marxienne continue de faire débat, et de nombreuses recherches sont consacrées à Marx un peu partout dans le monde. À l'occasion du bicentenaire de la naissance de Marx, nous avons invité des collègues du monde entier à apporter pour ce numéro de *Dialogue Global* leurs réflexions sur Marx, le marxisme et la sociologie marxienne, les traditions auxquelles ils se rattachent, et leur importance aujourd'hui. Le dossier consacré à Marx revient d'abord sur les fondements philosophiques, avant de nous engager à réfléchir et débattre sur l'utilisation qui peut être faite de la théorie marxienne et sur ses lacunes. Ces contributions montrent l'apport de Marx sur les questions touchant aux travailleurs, à l'État, au droit, aux inégalités sociales, et sur bien d'autres questions. ■

> Marx et la sociologie en 2018

G.M. Tamás, Université d'Europe centrale (Hongrie)



Une statue de Marx à Karlovy Vary, en République tchèque.

Dans son *Histoire économique générale* (1919-20) Max Weber a établi que l'approche compréhensive du capitalisme en tant que système destiné à satisfaire les besoins quotidiens de l'humanité était spécifique aux pays occidentaux, que ses conditions préalables reposaient sur un calcul rationnel du capital (traditionnellement, la comptabilité en partie double) qui constituait une norme pour les plus grandes entreprises. Il a établi notamment que : 1) tous les moyens de production devraient être distribués aux entreprises privées indépendantes en tant que biens librement disponibles ; 2) Un libre marché est nécessaire sans limitations « irrationnelles » comme les différences de caste (*Stände*) ; 3) Une technologie rationnelle, c'est-à-dire rigoureusement calculable et mécanisée, est également nécessaire pour la production, le commerce et le transport ; 4) Il doit exister un système légal rationnel, prévisible et transparent ; et 5) Le travail libre doit être disponible, c'est-à-dire le travail de personnes qui sont légalement autorisées à vendre leur force de travail sur le marché du travail, et sont obligées de le faire, sous la contrainte de considérations d'ordre économique.

Marcel Mauss (dans un article d'encyclopédie écrit avec Paul Fauconnet en 1901) établit de manière similaire que personne – par exemple aucun travailleur salarié ou commerçant – ne pourrait inventer des formes de vie sociale qui seraient étrangères à leurs préoccupations, comme le crédit, l'intérêt, le salaire, l'échange ou l'argent. Même des caractéristiques de la vie sociale et économique comme l'assiduité, l'épargne, le goût pour le luxe ou l'aventure, l'angoisse de la pauvreté, ou « l'esprit d'entreprise », ne sont pas, malgré des variantes personnelles, totalement subjectifs et sont en général des produits « objectifs » de la « culture sociale », qui elle-même est un des éléments qui caractérisent le système social du capitalisme occidental.

Dans tout cela, il n'y a pas grand chose que désapprouverait un marxiste contemporain (ou en l'occurrence Marx

>>

lui-même), sans compter que la sociologie, étant postérieure à Marx, porte son empreinte – même si elle s'érige (en partie) contre son héritage.

> Analyse bourgeoise ou marxiste de la société moderne ?

Qu'en est-il alors de la différence fondamentale entre la sociologie « bourgeoise » (et toutes les branches se rapportant aux enquêtes sociales, de la recherche sociale empirique à la philosophie politique) et l'analyse marxienne de la société moderne ? Comment expliquer cette longue querelle, probablement aussi importante au niveau historique que l'affrontement des Lumières avec la métaphysique et la théologie ?

Pour simplifier : les Lumières sont passées de l'objectivité de l'ordre cosmique de type aristotélicien, augustinien et thomiste à une subjectivité matérialiste qui a ouvert la voie à la souveraineté de la volonté comme principe de liberté. Ce qu'on a appelé en France les *sciences morales et politiques* sont la conséquence de la critique finale éditée par Kant de la lignée grandiose des vieux dogmes qui avaient dominé la pensée occidentale (y compris byzantine, juive et islamique) depuis les Grecs.

Aussi bien la philosophie morale spinoziste que kantienne, indépendamment de leurs différences considérables, reconnaîtraient les êtres humains comme des êtres naturels, sujets aux déterminations causales qu'ils partagent avec les rochers ou les poissons, et leurs esprits – limités par les passions et en particulier par le *conatus sese conservandi* [effort pour se conserver] – comme libres au regard du choix moral mais incapables d'une connaissance et d'une compréhension totales, objectives, impartiales et exhaustives, les obstacles étant à la fois logiques et psychologiques. Si la connaissance de Dieu, jugée comme essentielle, est subjective – les Évangiles appellent cela la foi – alors les « sciences morales » doivent être elles aussi nécessairement subjectives. Ce qui rapprocherait la vision de la Renaissance, de la Réforme et des Lumières c'est que le critère commun de la connaissance et de la liberté est la subjectivité revue par la raison, cette dernière étant au bout du compte façonnée par la logique et par les mathématiques.

L'idée cachée derrière cela était bien sûr que la « réalité » ainsi examinée était mise à la disposition de l'intuition, et consécutivement réexaminée par la raison et exposée dialectiquement, c'est-à-dire en montrant ses contradictions.

Le rôle historique de Hegel a été de montrer que ce qui avait été présenté comme subjectif – « l'esprit » – était en fait objectif, que l'esprit créant des concepts (plutôt que les déduisant du monde extérieur) décrit par Kant n'était pas notre faculté subjective limitée par des contraintes épistémologiques et condamnée à l'ignorance de manière

définitive, mais était, au contraire, véritablement la source même (ou la substance ou le substrat) tant de la connaissance que de la liberté.

Pour compliquer les choses un peu plus, Hegel a aussi énoncé que l'objectivité se présente sous deux formes : « l'esprit objectif » proprement dit – ce que nous appellerions aujourd'hui les « institutions » – qui sont un autre nom pour ce qu'il appelait dans sa jeunesse la *positivité* : la « fausse objectivité » (pour simplifier encore une fois : la raison sans la liberté) et « l'esprit absolu » (la raison en tant que liberté : la philosophie).

C'est cet « esprit objectif » que le véritable fondateur de la sociologie, Émile Durkheim, appelait « société », c'est-à-dire un monde humain totalement étranger aux intentions, choix et aspirations humaines, etc., un monde de structures produisant des résultats répétitifs ou invariables, alors que toutes les aspirations humaines reflètent ou sont l'expression de structures institutionnelles, plutôt qu'elles ne les façonnent. Ces structures – appelées « faits » – sont des monades sans lucarnes, leurs transformations sont fortuites, dues à des combinaisons imprévues ou des événements externes.

Avec Marx, prochaine étape après Hegel, mais aussi en référence à Kant, la dualité de l'empirique et du transcendant réapparaît. Ce qui est présenté comme un « fait », une « structure » ou une « chose » n'est qu'une apparence, derrière laquelle se cache la subjectivité, l'exemple le plus connu étant le travail (l'activité productive de l'homme) caché derrière la valeur (le principe directeur du processus capitaliste) ; c'est aussi le travail qui est figé dans la « marchandise » fétiche. *Pas des choses, mais des activités humaines subjectives.*

La chose, « l'esprit objectif » institutionnel est une *façade*, et par conséquent la logique institutionnelle de la société dans son ensemble (où l'économie, l'État et la « société civile » ne sont plus séparés) est aussi une *façade*. Mais du point de vue de l'objectivité et de la subjectivité, même le travail est divisé : le travail concret et le travail abstrait ne sont pas la même chose. Tout ce qui apparaît *directement* est toujours un mirage, tout ce qui est essentiel est – comme toute essence devrait l'être – caché (dans le capitalisme, les faux-semblants revêtent les signes extérieurs de l'objectivité). Cela devrait être démasqué (détruit sur un plan conceptuel) par la théorie (l'économie politique critique, la philosophie, etc.) afin de reconquérir le caractère naturel de l'activité subjective humaine, lorsque les besoins ne sont pas régis par la valeur.

Vu sous l'angle de la sociologie classique, la question principale semble être : comment « l'esprit absolu » fait-il pour guider « l'esprit objectif », c'est-à-dire quel genre d'institutions sociales apparaissent comme résultant de la valeur, ou, quelle est l'origine, l'histoire et la fonction des

classes ? Parce que la sociologie considère les groupes humains comme des « choses » (des abstractions permanentes ou au moins durables), elle s'intéresse à la manière dont les groupes humains se sont constitués et répartis, à leur place à l'échelle de toute la société, et à leur relation à l'État, là où se décident les changements socio-politiques.

> Les perspectives marxistes : classes et exploitation

De manière caractéristique, Marx ne répond pas. Par opposition au *Manifeste du Parti communiste* initial, Marx – et ceux qui l'ont suivi, qu'on regroupe sous l'appellation de « marxisme occidental » – ne pense pas qu'il y ait des classes avant ou après le capitalisme. (Les classes sont historiques.). Les classes sont un épiphénomène de la valeur et du capital : les « cultures de classe », les « styles de vie de classe », et les « organisations de classe » sont des épiphénomènes de cet épiphénomène.

La seule classe importante pour Marx est le prolétariat, qui, d'une manière typiquement hégélienne, s'est construite comme une classe qui n'est pas une partie de la société (de sa propre société ?). (Une partie qui ne fait pas partie d'un tout). Il y a là un rejet de cette classe

qui est extérieure aux processus qui sont supposés survenir au sein de la société décrite par la science sociale « bourgeoise » (l'économie, la science politique) comme des interactions entre des gens partageant une humanité commune. Mais la réification n'autorise pas cela.

Comme c'est la principale activité du prolétaire d'être transformé en chose, il ne s'agit donc pas d'une interaction entre classes mais d'une caractéristique du capital. L'exploitation n'est pas quelque chose que le bourgeois réalise intentionnellement : la plus-value est appropriée pour accumuler du capital, pas pour nuire aux travailleurs. L'exploitation n'est pas quelque chose qu'un État peut supprimer ou corriger, ce n'est donc pas un « problème politique » comme les sociaux-démocrates ont tendance à le penser. Il ne s'agit pas d'inégalités.

Les inégalités sont un problème sociologique, ce qui n'est pas le cas de l'exploitation. Transformer la réification, le fétichisme de la marchandise, l'exploitation en problème d'inégalités (et par conséquent en « problème politique » pouvant évoluer progressivement) est, pour un marxiste, absurde. C'est pourquoi, en général, les questions sociologiques ne peuvent pas trouver de réponse dans la théorie marxiste, et vice-versa. ■

Toute correspondance est à adresser à G.M. Tamás <gmtamas@gmail.com>

> Marx, toujours d'actualité

pour dépasser le capitalisme

Erik Olin Wright, Université du Wisconsin à Madison (États-Unis)



Quelles réponses Marx peut-il apporter, 200 ans après sa naissance ? Photo de Marco Gomes, São Paulo (Brésil).

L'idée la plus étroitement associée à l'œuvre de Marx, c'est que la dynamique intrinsèque du capitalisme comporte de profondes contradictions qui conduisent à terme à son autodestruction, et de surcroît, cette dynamique crée dans le même temps les conditions favorables à la création d'une forme alternative de société beaucoup plus propice à l'épanouissement des êtres humains. Le premier volet de l'argumentation constitue une prédiction ambitieuse quant au sort du capitalisme : sur le long terme, le capitalisme est un ordre social non viable, qui prendra inévitablement fin. Le deuxième volet de l'argumentation est moins déterministe : la dynamique qui conduit à la destruction du capitalisme ouvre de nouvelles possibilités historiques (notamment liées au développement des forces de production et de la productivité humaine) tout en faisant émerger un agent collectif – la classe ouvrière – capable d'exploiter ces possibilités pour construire une alternative émancipatrice au moyen de la révolution. Que ce potentiel aboutisse effectivement à la concrétisation de cette alternative dépend d'un ensemble de processus plus contingents, comme

la diffusion de l'idéologie révolutionnaire, l'émergence de solidarités fortes, le développement de formes d'organisation politique susceptibles de donner de la cohérence aux luttes, etc. Par conséquent, la pensée de Marx, prise dans son ensemble, exprime une interaction entre des affirmations déterministes sur l'inévitable disparition du capitalisme et des affirmations non déterministes sur l'avenir au-delà du capitalisme.

Cette dualité des affirmations de Marx – à la fois déterministes et non déterministes – explique en partie pourquoi les théories qu'il développe sont devenues un point de départ à ce point incontournable pour les mouvements politiques. Les éléments non déterministes confirment l'importance du choix de l'action collective et la volonté des individus d'intégrer la lutte pour un monde meilleur. Les éléments déterministes donnent des raisons d'espérer : même lorsque les obstacles à la révolution paraissent insurmontables, les forces anticapitalistes peuvent penser « l'histoire est de notre côté » et que les conditions finiront par être « mûres » pour une avancée révolutionnaire.

>>

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est fort différent de celui dans lequel Marx formula ses théories. Certaines de ses prédictions se sont révélées exactes : le capitalisme est devenu un système mondial, qui a gagné les quatre coins du globe ; les forces de production se sont développées de manière spectaculaire ; les marchés capitalistes ont pénétré en profondeur la plupart des domaines de la vie ; de graves crises économiques sont une caractéristique récurrente des sociétés capitalistes. Mais d'autres prédictions, essentielles pour ceux qui fondamentalement aspirent à dépasser le capitalisme, ne se sont pas confirmées : au lieu de devenir toujours plus homogène, la classe ouvrière est devenue de plus en plus fragmentée et hétérogène à de multiples égards, compromettant la solidarité nécessaire au soutien d'une action collective contre le capitalisme ; le capitalisme s'est avéré beaucoup plus résilient pour faire face aux crises, moyennant de nouveaux modes d'accumulation ; l'État capitaliste a démontré une capacité d'adaptation beaucoup plus importante pour absorber les revendications populaires, tout en recourant de manière efficace à la répression le cas échéant ; enfin, l'histoire tragique des tentatives pour construire une alternative au capitalisme au lendemain des révolutions socialistes a sérieusement entamé l'espoir que les crises du capitalisme donnent l'occasion aux forces politiques révolutionnaires de construire une alternative équitable et humaine.

Au XXI^e siècle, il n'apparaît plus plausible de considérer que les « lois du mouvement du capital » détruisent inévitablement la viabilité du capitalisme tout en créant les conditions favorables à son dépassement émancipateur. Cela ne signifie pas pour autant que la tradition marxiste a perdu de son actualité. En particulier, quatre thèses fondamentales issues de la tradition marxiste demeurent essentielles à la fois à une compréhension scientifique de la société actuelle et aux efforts engagés pour créer un monde meilleur :

1. Le capitalisme entrave la pleine réalisation des conditions nécessaires à l'épanouissement humain.

Si l'indicateur le plus net de cela est la persistance de la pauvreté dans un monde d'abondance, les préjugés du capitalisme vont bien au-delà des carences matérielles et s'étendent à d'autres valeurs importantes pour l'épanouissement humain, telles que l'égalité, la démocratie, la liberté et la communauté. La source des préjugés du capitalisme se trouve essentiellement dans sa structure de classe. Les rapports de classe du capitalisme créent des préjugés par le biais de divers mécanismes : l'exploitation ; la domination ; la conversion du pouvoir économique en pouvoir politique ; des formes destructives de concurrence ; et l'expansion des marchés de manière à ébranler les liens communautaires et de réciprocité. De nombreux travaux de recherche qui s'inscrivent dans la tra-

dition marxiste sont actuellement consacrés à documenter ces préjugés.

2. La dynamique du capitalisme est par essence contradictoire. Le capitalisme ne peut pas parvenir à un équilibre stable, où tout fonctionnerait ensemble de manière harmonieuse. Même si les contradictions capitalistes n'ont pas de tendance inhérente à atteindre une intensité telle qu'elles rendraient à terme le capitalisme intenable, ces contradictions contribuent à faire émerger régulièrement de nouvelles opportunités et de nouvelles luttes pour le changement.

3. Un autre monde est possible. Sans doute l'idée la plus fondamentale de la tradition marxiste est-elle qu'une alternative émancipatrice au capitalisme est possible sous la forme d'un système économique où le contrôle de la classe capitaliste sur les investissements et la production est remplacé par une démocratie économique radicale. C'est ce qui fait que le marxisme n'est pas une simple critique du capitalisme mais une science sociale émancipatrice. Dire qu'une alternative émancipatrice est « possible » ne revient pas simplement à dire qu'elle est du domaine de l'imaginable ; cela signifie qu'elle doit être *désirable*, *viable* et *faitable*. Donc ce qu'affirme Marx c'est qu'une démocratie économique radicale réaliserait plus pleinement les valeurs émancipatrices que le capitalisme ; que si cette démocratie était instaurée, elle serait viable ; et qu'il existe des circonstances historiques où il serait plausible qu'elle se réalise.

4. La transformation passe par des luttes de classe constructives, et pas seulement de résistance.

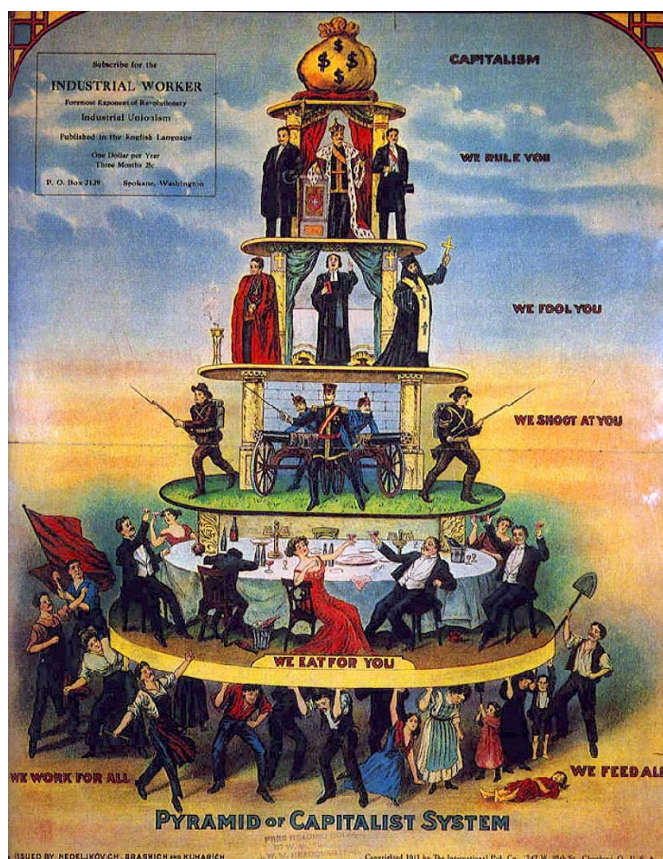
Transformer le capitalisme en démocratie économique nécessite une action collective et une mobilisation par le bas. Si l'alliance avec les élites peut être essentielle, une transformation sociale émancipatrice ne pourra résulter simplement des initiatives d'élites éclairées. Par ailleurs, une transformation émancipatrice nécessite davantage que de simplement s'opposer aux préjugés du capitalisme : elle passe par la construction de nouvelles institutions pour incarner ces idéaux d'émancipation. Pour reprendre la formulation théorique de Marx, les transformations constructives devaient intervenir principalement après une rupture révolutionnaire avec le capitalisme : la classe ouvrière, une fois au pouvoir, construirait la société nouvelle. Au XXI^e siècle, cette vision stratégique n'est plus plausible. Si tant est que la démocratie économique radicale représente un avenir par-delà le capitalisme, il faut pour l'édifier commencer à travailler au sein même de sociétés qui restent dominées par le capitalisme.

Ces quatre propositions ancrent dans le XXI^e siècle le développement qui se poursuit de la tradition marxiste comme science sociale émancipatrice. ■

Toute correspondance est à adresser à Erik Olin Wright <wright@ssc.wisc.edu>

> Le féminisme confronté au marxisme

Alexandra Scheele, Université de Bielefeld (Allemagne) et **Stefanie Wöhl**, Université de Sciences appliquées BFI Vienne (Autriche)



La pyramide du système capitaliste.

Depuis déjà plusieurs années, il est question dans les médias en Allemagne et ailleurs d'une « renaissance de Marx », ce qui signifie qu'il aurait vu juste dans son analyse du capitalisme et des crises financières. Pour expliquer ce regain d'intérêt, on fait souvent référence à la crise économique et financière de 2008, qui a montré comment le triomphe du capitalisme mondial va de pair avec les troubles sociaux, les crises écologiques et une tendance du système économique à s'autodétruire. Dans ce contexte, les analyses de Marx apparaissent à nouveau d'actualité.

> Combler l'absence des féministes dans la renaissance de Marx

Ce regain d'intérêt pour Marx et pour sa critique de l'économie politique fait pourtant peu, ou pas du tout,

référence à la façon dont Marx est perçu par les féministes. Si les analyses féministes n'ont jamais vraiment fait partie des discussions de la gauche sur Marx, c'est parce qu'elles ne sont pas faciles à situer dans le débat. D'un côté, les marxistes féministes ont voulu développer une approche critique capable d'appréhender les problématiques sociales sans les séparer des questions liées au genre ; une approche permettant d'analyser globalement l'exploitation capitaliste des ressources et la destruction des modes de vie qui va avec ; et une approche qui ne se limite pas à analyser les mécanismes de pouvoir et de domination comme régimes d'accumulation mais identifie également leurs fondements patriarcaux. D'un autre côté, les féministes-marxistes ont porté un regard critique sur la réception passée et actuelle de Marx qui visait à changer toutes les conditions d'inégalité et d'exploitation mais considérait rarement les rapports hommes-femmes comme faisant partie intégrante de ces conditions. Par ailleurs, la distinction entre production et reproduction, ainsi que la division sexuelle du travail – que Marx avait au moins mentionnée –, loin d'être analysées plus en détail, ont plutôt été négligées.

> Les positions féministes

Cette double critique reste d'actualité aujourd'hui, alors que nous fêtons le bicentenaire de Karl Marx : Quel est le rapport entre patriarcat et capitalisme ? Dans quelle mesure le mode de production capitaliste est-il non seulement un système genré mais aussi un système racial ? Comment les formes d'oppression culturelles et symboliques interagissent avec d'autres formes d'oppression dans les domaines politique et économique ? Dans cet article, nous essayons de résumer l'évolution des débats sur ces questions.

> Production et reproduction

Le rapport entre production et reproduction reste au cœur du débat féministe. Dans le monde entier, les femmes continuent de réaliser l'essentiel du travail non rémunéré à la maison et de tout ce qui a rapport aux soins. Établir la division du travail entre hommes et femmes comme une division « naturelle » du travail revient à ignorer que ce travail des femmes fait partie intégrante de la production capitaliste tout en étant néanmoins systématiquement

>>



La Women's Trade Union League (Ligue syndicale des femmes).
Photo du Kheel Center, Université Cornell (États-Unis).

dévalorisé et séparé. La division mondiale du travail qui va avec l'exploitation du travail et des ressources naturelles est également un élément de référence important du débat féministe. Les analyses féministes postcoloniales et sociétales de l'oppression et de l'exploitation à l'échelle mondiale portent essentiellement sur la position subalterne particulière des femmes dans les pays du Sud global et critiquent leur intégration dans la production et les filières de soins à l'échelle mondiale. De plus, les mères porteuses sont perçues non seulement comme une nouvelle forme de technique de reproduction mais aussi comme une forme à la fois de division internationale du travail et d'exploitation. Dans ce contexte, les analyses féministes s'intéressent également à la façon dont l'État contribue à maintenir des rapports structurels de pouvoir dans le domaine du travail et de la sexualité tout en organisant les conditions de la reproduction sociale. Elles attirent l'attention sur le fait que la reproduction sociale doit être appréhendée dans son contexte global dans la mesure où elle est étroitement liée aux dynamiques des régimes commerciaux, financiers et migratoires à l'échelle globale. Les crises économiques mondiales et les processus de financiarisation qui vont avec influent par conséquent sur les conditions dans lesquelles les services de reproduction sociale sont assurés ; c'est ce qui est arrivé par exemple lorsque des familles ont été privées d'infrastructures sociales ou ont dû lutter contre les expulsions un peu partout en Europe et aux États-Unis à la suite du krach financier de 2008. De même que Nancy Fraser, nous considérons que la « crise » caractérisant la situation capitaliste actuelle est essentiellement due à trois problèmes non résolus : premièrement, le rapport entre travail productif et reproductif ; deuxièmement, l'exploitation des ressources naturelles ; et troisièmement, l'évolution du pouvoir de l'État au sein du capitalisme mondial. En plus de ces conflits concernant la transformation du rôle de l'État, la dimension idéologique de la subjectivation au sein du capitalisme prend de l'importance dans les analyses féministes et *queer*. Dans ce contexte, la question de savoir comment

et dans quelle mesure la générativité et la reproduction sociale sont conceptualisées comme hétéronormatives mérite d'être débattue plus avant.

> Les alternatives, et les défis qui subsistent

Néanmoins, certaines questions de nature à susciter des controverses demeurent : Comment créer des alternatives ? Qui est ou sera le « sujet révolutionnaire » (à moins qu'un tel concept ne doive être abandonné), et d'où vient le potentiel d'émancipation ? Il convient par exemple de se demander si les concepts qui caractérisent la théorie marxiste sont encore valables pour appréhender les problèmes d'aujourd'hui. Nous faut-il peut-être, comme le suggère Ingrid Kurz-Scherf, une compréhension approfondie du capitalisme d'une part, et une compréhension plus vaste de l'économie politique d'autre part, pour rendre visibles les domaines du travail non marchandisé ? Finalement, ces domaines qui se situent en dehors de la logique capitaliste pourraient parvenir à mettre fin à l'exploitation de l'environnement et du travail humain. L'idée de la *Care Revolution* défendue par Gabriele Winker et d'autres vise à organiser collectivement le secteur des soins, en éliminant par conséquent la logique capitaliste ainsi que la division entre travail rémunéré et travail non rémunéré.

Les analyses postcoloniales et féministes invitent à aborder de manière plus générale la question dans la mesure où le sujet de classe blanc, occidental et masculin sur lequel Marx a attiré l'attention, ne peut plus être le porteur d'une perspective de transformation.

> Critique et néolibéralisme à l'université

Les conditions propices à la production d'études critiques en général, et d'études critiques féministes en particulier, sont néanmoins devenues plus difficiles en ces temps de production néolibérale des connaissances, ce qui a également des répercussions sur le monde universitaire. Dans le processus d'individualisation néolibérale, on se demande de plus en plus comment divers sujets peuvent donner lieu à une volonté collective de transformation (voire de révolution). À l'université, la critique féministe se heurte constamment à l'androcentrisme et est désormais – comme d'autres sciences – soumise aux critères d'utilité et de rentabilité.

Dans ce contexte, le défi consiste à développer plus avant les analyses féministes-marxistes. La critique pluraliste qui en constitue le fondement est en même temps une source de marginalisation supplémentaire. C'est ce qu'on peut observer dans le milieu universitaire ainsi que dans la réception de Marx par la gauche, qui n'ont opéré ni l'un ni l'autre de réflexion sur leurs partis pris androcentriques. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Alexandra Scheele <alexandra.scheele@uni-bielefeld.de>
Stefanie Wöhl <stefanie.woehl@fh-vie.ac.at>

> Marx et l'État

Bob Jessop, Université de Lancaster (Royaume-Uni)

Marx n'a guère conçu de critique globale de l'État comme instrument de domination de classe ni de l'exercice du pouvoir étatique comme processus politique. De plus, bien que son projet ait été autant politique que théorique, il n'a pas apporté d'analyse générale ou cohérente sur des sujets tels que les partis politiques comme forme organisationnelle, les nations, le nationalisme et les États-nations, la stratégie et la tactique révolutionnaires (y compris la possibilité d'une voie parlementaire vers le socialisme), la forme d'une « dictature du prolétariat » ou encore, comment l'État pourrait « déperir ».

Cela ne signifie pas que Marx (ou Engels, son fidèle collaborateur) aient négligé d'aborder de telles questions. Au contraire, ils ont exploré la question de l'État sous de multiples facettes, parmi lesquelles : des critiques de la théorie politique semblables à la critique que fait Marx des catégories économiques, que ce soit sous une approche classique ou vulgaire de l'économie politique ; des analyses historiques du développement, de la structure changeante et des caractéristiques de classe de certains États en particulier ; des analyses conjoncturelles de certaines périodes politiques et/ou de certains événements marquants ; des analyses de la forme du type capitaliste d'État, bien que ce soit essentiellement en fonction de son rapport avec la forme et la logique d'accumulation ; des analyses historiques de l'État (ou de formes analogues de domination) dans les modes de production précapitalistes basés sur les classes sociales, et des formes de l'État dans les sociétés contemporaines au-delà de l'Europe et des États-Unis ; et de manière plus stratégique, des comptes rendus sous-

tendus par des motivations politiques sur les changements conjoncturels qui devraient influencer les débats politiques au sein du mouvement ouvrier. Leurs analyses s'étendent aux relations entre États, au colonialisme, à l'équilibre des forces à l'échelle internationale et aux considérations politiques qui influent sur la guerre et la paix.

Pour simplifier les choses et pour faire court, disons que l'on peut identifier dans l'œuvre de Marx trois approches principales concernant l'État. L'approche propagandiste consiste à considérer l'État comme un instrument de domination de classe dont se servirait avec plus ou moins de succès la classe économique dominante en vue de maintenir son exploitation économique et son contrôle politique. Cette approche est clairement exprimée – mais à des effets immédiats de stratégie et de propagande – dans le *Manifeste du parti communiste*, qui proclame que l'appareil exécutif n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. En dehors de sa portée propagandiste, cette affirmation se justifie à la lumière des limitations au droit de vote dans l'Europe et l'Amérique du Nord de l'époque. L'extension du droit de vote dans les années 1870 allait compliquer les choses et mettre à l'ordre du jour une voie parlementaire vers le socialisme. Suivant une approche davantage historique, l'État est considéré comme une autorité potentiellement autonome qui pourrait réguler la lutte de classes dans l'intérêt général ou même la manipuler au bénéfice particulier de la strate politique. Cette approche est celle que l'on trouve – exprimée avec brio – dans les célèbres analyses que fait Marx de la France des années 1850 sous Louis [Napoléon] Bonaparte. L'idée est avancée que Napoléon

>>

avait mis en place un État prétorien, dans lequel l'armée conduite par Napoléon III a commencé à ne représenter qu'elle-même contre le reste de la société plutôt que d'agir en faveur d'une fraction de la société contre les autres fractions. De l'avis de certains commentateurs, la première approche caractériserait les périodes normales de lutte des classes, tandis que l'autre approche caractériserait les périodes « exceptionnelles » où la lutte des classes est dans une impasse et/ou lorsqu'il risque de se produire une catastrophe sociale. Cette proposition (mé) prend l'approche propagandiste pour une analyse sérieuse sur le plan théorique qui doit alors être conciliée avec les analyses historiques.

Le problème avec cette proposition est perceptible grâce à une troisième approche qui a ses origines dans la première critique que Marx a fait d'Hegel, qui a été retravaillée tout au long de sa vie, et qui est clairement réaffirmée dans ses commentaires sur la Commune de Paris. L'État y est décrit comme une forme aliénée d'organisation politique fondée sur la séparation des gouvernants et des gouvernés. Cette séparation prend différentes formes selon les différents modes de production attachés aux classes sociales, et les différentes périodes et types de développement capitaliste. Toutefois, comme Marx l'a écrit dans la deuxième édition de *La guerre civile en France* (1871), le pouvoir d'État a « toujours eu pour but de maintenir l'ordre, c'est-à-dire l'ordre social existant, et par suite, la subordination de la classe des producteurs et son exploitation par la classe des appropriateurs ». Cependant, comme cela est développé dans *Capital III*, la forme de souveraineté et de domination politique est liée à la forme d'exploitation. Dans le mode de production capitaliste, cela implique la domination impersonnelle d'un État souverain sur la population, mais cela n'entraîne pas une administration directe par les classes dominantes. Ce type d'État est possible parce que l'exploitation se produit à la faveur d'un échange théoriquement libre sur le marché du travail (malgré le despotisme en vigueur dans le monde du travail) de sorte que les classes sont déterminées à travers des relations de production libérées des coercitions extra-économiques ou d'obligations sociales contraignantes. Cela permet la

séparation institutionnelle des moments économique et politique d'exploitation et de domination : la lutte économique des classes a lieu dans les limites des relations de marché, et la lutte politique des classes dans les limites de l'État constitutionnel.

Cela n'en reste pas moins une relation fragile qui dépend de l'institutionnalisation d'un compromis de classe spécifique. En fait, en écrivant *Les luttes de classes en France, 1848-1850*, Marx a identifié une contradiction générale dans la constitution démocratique. Tandis qu'elle accorde le suffrage universel au prolétariat, à la paysannerie et à la petite bourgeoisie, dont la constitution a pour objet de perpétuer l'esclavage social, elle soutient en même temps le pouvoir social de la bourgeoisie en garantissant le droit à la propriété privée. La stabilité politique exige que les classes subalternes ne cherchent pas à passer de l'émancipation politique à l'émancipation sociale, et que la bourgeoisie ne réclame pas de restauration politique. La séparation institutionnelle entre l'économique et le politique, et les contradictions qui en résultent, permettent d'expliquer pourquoi Marx recourt rarement à des arguments directement économiques pour expliquer le développement de régimes politiques spécifiques ou le contenu de certaines politiques étatiques spécifiques. Ces orientations politiques dépendent en effet d'une dynamique spécifique des luttes politiques plutôt que de circonstances économiques immédiates. En conséquence, bien que Marx ait exploré les circonstances, les crises et les contradictions économiques, ses analyses les plus concrètes prenaient aussi attentivement en considération les formes étatiques, les régimes politiques, les discours politiques, l'équilibre des forces politiques, etc.

Les deuxième et troisième approches de Marx sont cohérentes entre elles et particulièrement utiles pour la recherche et les analyses politiques actuelles. À l'évidence, un article plus long nécessiterait d'inclure des cas spécifiques de même que les réflexions de Marx sur l'intégration croissante dans un marché mondial. Mais les remarques qui précèdent suffisent pour montrer comment développer les analyses de Marx. ■

Toute correspondance est à adresser Bob Jessop <b.jessop@lancaster.ac.uk>

> Le Landnahme capitaliste

Une nouvelle approche marxiste du droit

Guilherme Leite Gonçalves, Université d'État de Rio de Janeiro/UERJ (Brésil)



« Green Grabbing », peinture originale à l'aquarelle du peintre philippin Boy Domínguez, 2011, parue dans le numéro spécial 39(2) du Journal of Peasant Studies, avril 2012, dirigé par James Fairhead, Melissa Leach et Ian Scoones.

> Le marxisme et le droit

L'essentiel de ce que nous savons sur la conception marxiste du droit provient de la critique qu'a faite Evgeny B. Pasukanis de la forme juridique. Il part de l'argument de Marx que dans une société capitaliste la sociabilité acquiert la forme d'une valeur, ce qui implique que le travail concret se réalise à travers l'échange de marchandises. Cela suppose une volonté autonome et égale de tous les possesseurs de marchandises. Une telle volonté ne peut exister que comme forme juridique. Réciproquement la forme juridique crée une égalité abstraite entre différentes formes de travail concret, masquant ainsi l'autoreproduction des inégalités. La loi acquiert ainsi un caractère fétichiste.

Habituellement, la critique de la forme juridique conduit à analyser sa structure seulement lorsque l'argent est transformé en capital et qu'est produite une plus-value. Cela explique pourquoi la domination prend la forme d'une domination abstraite, comment l'appropriation du travail du producteur immédiat est rendue invisible, et comment l'échange entre égaux reproduit les inégalités. *Mais est-ce que le capitalisme est réductible à ce cycle ?*

> Accumulation et Landnahme

Afin de se perpétuer, le capital doit sans cesse être valorisé. Cela requiert plus de travail que nécessaire, ce qui entraîne un surplus de travail et de capital. Ce processus illimité doit tenir compte des conditions sociales nécessaires pour créer de la valeur. Il y a alors une suraccumulation qui compromet la rentabilité. À ce stade, le capital doit s'emparer d'autres espaces sociaux afin de permettre à la plus-value de se développer, ouvrant ainsi un nouveau

cycle de valorisation. Ces dynamiques ne correspondent pas au principe de l'échange d'équivalents, mais plutôt à la capacité de s'emparer de tels espaces en fonction de la pression de la (re)valorisation. C'est une forme d'accumulation primitive continue.

Dans l'œuvre de Marx, l'accumulation primitive est considérée comme le point de départ du mode de production capitaliste. C'est un processus qui conduit à séparer le producteur de ses moyens de production, avec pour résultat l'expropriation violente de certains groupes sociaux, et l'apparition d'une population libre de vendre sa force de travail. Rosa Luxemburg soutient que c'est un facteur de développement propre au capitalisme, car comme seulement une part limitée de la plus-value peut être réalisée sur le lieu de production, le système doit toujours se tourner vers un *extérieur* non capitaliste pour compléter cette plus-value. Un tel processus est marqué par une violence explicite. David Harvey va plus loin, en analysant comment le capital surmonte les crises de suraccumulation en pratiquant une accumulation par dépossession. À partir de cette analyse, Klaus Dörre a développé le théorème du *Landnahme* (l'accaparement territorial) : l'expansion capitaliste comme marchandisation permanente et violente d'un *extérieur* non encore marchandisé.

Dans la phase de *Landnahme*, la loi prend un caractère différent de celui décrit par Pasukanis. Comme l'explique Rosa Luxemburg, dans l'échange d'équivalents, ce qui domine c'est « la paix, la propriété privée et l'égalité », ce qui signifie en réalité que « le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe ». En revanche, Rosa Luxemburg affirme que les méthodes employées pour l'expropriation d'espaces non capitalistes sont « la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement ». Bref, la loi sert à légaliser explicitement la violence et à préconiser explicitement l'inégalité.

>>

L'accaparement est ainsi pratiqué par le biais de l'État afin d'aboutir à une transformation violente des relations de propriété existantes. Ce schéma résulte de réformes de la législation qui ont pour but de remplacer les rapports collectifs et communautaires de propriété par des rapports privés.

De plus, l'accaparement implique une restructuration spatiale : les populations locales sont expulsées et, une fois chassées de leur espace commun ou public, deviennent des ouvriers « libres » qui se voient affectés un nouveau rôle dans la chaîne de production. Ainsi, en plus de fournir des instruments d'expropriation de l'espace public commun, la loi facilite également le contrôle des populations expropriées.

> Le Landnahme et la loi

La reproduction sociale-légale du Landnahme se fait en trois étapes :

1) La caractérisation légale de l'Autre

La caractérisation légale de l'*Autre* est un processus symbolique qui implique une caractérisation discursive de l'*extérieur* non capitaliste comme un *Autre* déviant et inférieur. Les droits de l'homme sont le principal instrument utilisé.

Le caractère universel des droits de l'homme présuppose l'existence de valeurs intrinsèques à la nature humaine, affirmant que tous les êtres humains doivent être traités de manière égale et que la protection juridique des valeurs humaines est universelle. Ainsi, s'il est vrai que les individus sont humains au fond d'eux-mêmes mais que leurs actes peuvent diverger et se trouver en contradiction avec les droits de l'homme, il est du devoir des droits de l'homme de s'opposer à ce type de déviance. C'est la condition pour l'instauration d'un critère de justice qui permette d'évaluer les pratiques sociales.

Au sein du capitalisme mondialisé, ce discours établit une hiérarchie spatiale : d'une part, des espaces civilisés qui fonctionnent sur des bases rationnelles modernes, d'autre part, des secteurs où règnent l'injustice et des normes irrationnelles. Mais cette différence reflète, en fait, les relations de pouvoir qui existent dans la société. De ce point de vue, le critère de justice correspond à l'universalisation de la vision du monde de la classe dominante, qui s'en sert pour imposer ses intérêts particuliers. Le discours humaniste devient alors le moteur des interventions extérieures et de la colonisation.

2) Les instruments légaux de la privatisation

Une fois l'*extérieur* caractérisé en tant qu'*Autre*, la marchandisation peut avoir lieu. Pour faciliter ce processus, le droit élabore des instruments permettant de transférer de

la propriété publique, collective ou commune à des acteurs privés. Ces instruments facilitent la dérégulation, la privatisation, et l'ouverture d'un secteur donné au marché mondial. Ils se manifestent sous la forme de différents projets institutionnels : ventes de biens, d'entreprises publiques ou de secteurs ; partenariats public-privé ; transferts de propriété ou de l'administration d'un service public à des compagnies privées, etc. Tous ces projets fonctionnent comme un vol légal, dans lequel l'État, sous le prétexte d'une amélioration des services, expulse les gens de leurs terres et restructure le territoire en vue de créer de la valeur.

3) L'utilisation du droit pénal

Dans son analyse de la « législation sanglante », Marx décrit l'utilisation du droit pénal mise en place parallèlement à l'expropriation des paysans de leurs terres. Alors que les paysans ont été expulsés et sont devenus libres de vendre leur force de travail aux capitalistes, ils n'ont pas tous été intégrés dans l'économie industrielle. Ces paysans, habitués à d'autres pratiques de socialisation, ne correspondaient pas aux nouveaux modes de travail et de vie. Sous l'effet d'une législation répressive à l'encontre du vagabondage, ils ont été contraints de se soumettre à la nouvelle situation.

Ce modèle fonctionnel de loi pénale se retrouve dans les processus de *Landnahme*. Des techniques légales sont fréquemment utilisées pour faciliter la privatisation d'espaces et briser le caractère collectif et communautaire des groupes sociaux et des populations locales – en les rendant libres de vendre leur force de travail. Une fois devenus « libres », le droit pénal est utilisé pour encadrer les travailleurs. Dans le contexte actuel, cela signifie un encadrement de la précarité et de la flexibilité des relations de travail. Cela est mis en place grâce à des méthodes de criminalisation de la pauvreté, qui forcent les gens à entrer dans un système précaire de travail salarié.

> Conclusion

Il y a dans la reproduction sociale-légale du capitalisme deux aspects qui sont intimement liés. Dans le cycle de l'échange d'équivalents, le droit fonctionne comme une forme d'égalité et de liberté abstraites, qui est liée au fétichisme des marchandises. Dans le cycle expansionniste du capitalisme, il apparaît comme une violence légale explicite, suivant les trois phases mentionnées précédemment. Compte tenu que le cycle de l'échange d'équivalents tend à la formation d'une suraccumulation, cela atteint toujours un point névralgique, qui nécessite l'activation de nouvelles expropriations à l'encontre d'un *extérieur* non encore marchandisé. Ainsi la reproduction sociale-légale du capitalisme se manifeste à travers l'alternance continue entre une forme légale fétichiste et une violence légale explicite. ■

Toute correspondance est à adresser à Guilherme Leite Gonçalves
<guilherme.leite@uerj.br>

> Marx et la sociologie en Inde

Satish Deshpande, Université de Delhi (Inde)

Depuis environ le milieu du XX^e siècle, c'est seulement dans le monde occidental anglo-américain que le marxisme dit « académique » a joué un rôle plus important que le marxisme politique. Dans la plupart des pays (et pas seulement en Europe de l'Est ou dans l'ex-Union soviétique), le marxisme a eu bien plus d'importance comme idéologie politique que comme outil de persuasion théorique. C'est pourquoi, lorsqu'on étudie des pays en dehors de l'Occident, les débats autour de Marx et la sociologie doivent être replacés dans un contexte sociétal plus large.

Fondé entre 1920 et 1925, le Parti communiste d'Inde (CPI en anglais) a été le deuxième parti le plus important aux trois premières élections nationales de 1952, 1957 et 1962, bien qu'il ait obtenu moins de 30 sièges contre les plus de 360 sièges remportés par le parti du Congrès national indien. Le CPI a néanmoins le mérite d'avoir formé le premier gouvernement communiste du monde élu démocratiquement – en 1957 dans l'État de Kerala, au sud du pays (33 millions d'habitants aujourd'hui). Le CPI-M (également dénommé CPM) ou Parti communiste de l'Inde (marxiste), né d'une scission du CPI en 1964, a été réélu de manière continue durant 34 années (de 1977 à 2011) dans l'État du Bengale-Occidental (91 millions d'habitants). Le communisme a cependant perdu de son poids électoral, et son influence se manifeste aujourd'hui essentiellement au travers du conflit armé qui perdure entre le gouvernement indien et une coalition de groupes maoïstes actifs parmi les populations tribales des régions boisées de l'Inde centrale, principalement dans l'État de Chhattisgarh (26 millions d'habitants). Il conserve par ailleurs une certaine influence, quoique plus limitée, au sein des organisations étudiantes affiliées à des partis ou mouvements marxistes.

Le marxisme a également été très présent dans le milieu universitaire indien, mais son influence est plus marquée dans les disciplines historiques, économiques et de science politique qu'en sociologie. En sociologie, trois universitaires, qui tous ont été président de la Société indienne de Sociologie (ou des organisations qui l'ont précédée), ont eu un impact particulièrement important.

Le premier d'entre eux, Dhurjati Prasad Mukerji (1894-1961), fut un intellectuel influent qui enseigna dans le Département d'Économie et de Sociologie de l'Université de Lucknow entre 1922 et 1954. Mukerji s'intéressait avant tout à la méthode marxiste, à laquelle il consacra son ouvrage *On Indian History: A Study in Method* (1945). Il se présentait lui-même comme un « marxologiste » plutôt qu'un marxiste, étant donné ses réserves concernant le marxisme et ses tendances doctrinaires, qui ne permettaient pas selon lui de prendre en compte les spécificités du contexte indien.

Le deuxième, Akshay Ramanlal Desai (1915-1994), est sans doute le spécialiste qui a le plus contribué au développement de la sociologie marxiste en Inde. Il intégra le monde universitaire relativement tardivement, après avoir travaillé pour des organisations politiques nationalistes, marxistes et enfin trotskistes (dont il restera membre à vie). Sa thèse de doctorat en sociologie, obtenue à l'Université de Bombay, fut publiée en 1948 sous le titre *The Social Background of Indian Nationalism* et reste aujourd'hui, après pas moins de douze rééditions, six nouvelles éditions et des traductions dans de nombreuses langues indiennes, un classique incontournable. Dans ce livre, Desai s'appuie sur la « conception matérialiste de l'histoire » pour relier les transformations économiques entraînées par le colonialisme aux changements

“ Dans la plupart des pays, le marxisme a eu bien plus d'importance comme idéologie politique que comme outil de persuasion théorique ”

socioculturels et politiques qui ont finalement abouti au nationalisme. La thèse de Desai selon laquelle le développement capitaliste remonterait à la période coloniale allait à l'encontre de la ligne défendue au sein du CPI et du CPM, lesquels affirmaient que la société indienne était encore « semi-féodale ». En dehors de son intérêt pour le nationalisme, Desai publia également des livres sur les luttes paysannes et agraires en Inde, ainsi que des essais sur les droits de l'homme et leur violation par l'État. Il intégra le Département de Sociologie de l'Université de Bombay en 1951, avant d'en devenir le président en 1969. D'une manière générale, on lui doit d'avoir tenté expressément de développer une sociologie marxiste en Inde et d'avoir défendu cette approche auprès de ses étudiants et d'autres spécialistes dont il était le mentor.

Le troisième, Dattatreya Narayan Dhanagare (1936-2017), fit ses études auprès du sociologue marxiste britannique Tom Bottomore à l'Université du Sussex et fit l'essentiel de sa carrière comme professeur à l'Université de Pune en Inde. Les travaux les plus connus de Dhanagare portent sur les mouvements sociaux, en particulier *Peasant Movements in India* (1983) et *Populism and Power* (2015). À travers ses écrits et l'influence qu'il a eue sur ses étudiants, il a beaucoup contribué à promouvoir l'analyse de classe au sein de la sociologie indienne.

Les analyses marxistes ont joué un rôle plus important dans des disciplines comme l'histoire (où elles sont dominantes) ou l'économie (où elles forment une minorité non négligeable). Le « débat sur le mode de production » et les travaux du courant des études « subalternes » en constituent des exemples qui ont acquis une réputation internationale.

Entre la fin des années 1960 et le début des années 1980, une génération entière de spécialistes – essentiellement des économistes – s'est efforcée de caractériser le mode de production de l'Inde agraire depuis la période

coloniale. S'inspirant du débat entre Maurice Dobb et Paul Sweezy sur la transition du féodalisme au capitalisme en Europe, le débat sur le mode de production indien a surtout porté sur les particularités de la transition dans un système agraire de type féodal-colonial. Cela a porté la question de la définition du capitalisme dans le domaine de l'agriculture à un niveau de complexité théorique plus élevé, en s'attaquant de manière empirique et détaillée à des thèmes comme le travail rémunéré par opposition au travail familial, l'usage productif par opposition à l'usage improductif des excédents, le rôle de la coercition extra-économique dans le rapport entre capital et travail, la faisabilité du « mode de production colonial » et les implications de la distinction faite par Marx entre la subsumption formelle et la subsumption réelle du travail au capital.

Le groupe de chercheurs qui a travaillé du début des années 1980 aux années 2000 dans la mouvance des études subalternes s'était constitué pour tenter d'élaborer une critique des diverses versions de l'historiographie marxiste et en particulier du traitement accordé au nationalisme indien. Jugeant que cette historiographie était centrée sur les élites au détriment des classes subalternes, le collectif proposa une interprétation gramscienne du nationalisme élitiste comme un régime de « dominance sans hégémonie » caractérisé par « une bourgeoisie indienne qui n'a pas su parler au nom de tous » et par la faible mobilisation des subalternes. Les historiens des études subalternes ont mis l'accent sur l'histoire sociale et culturelle et les formes traditionnelles de résistance et de mobilisation. Le collectif s'est depuis désintégré mais ses membres restent des universitaires et intellectuels actifs.

Enfin, dans les universités indiennes, le marxisme fait partie depuis longtemps du cursus de sciences sociales (à l'exception, depuis peu, de l'économie). Si les analyses marxistes restent d'actualité aujourd'hui en Inde, elles tendent à être plus diffuses et hybrides, reflétant en cela les grandes tendances au niveau mondial. ■

Toute correspondance est à adresser à Satish Deshpande
<sdeshpande7@gmail.com>

> Marx au XXI^e siècle

Michelle Williams¹, Université de Witwatersrand (Afrique du Sud), et membre des comités de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02) et les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Faut-il repenser la question de l'intersection de la race et de la classe dans le cadre de la théorie marxiste ?

Les idées de Marx sur la dimension à la fois émancipatrice et oppressive du capitalisme ont inspiré depuis plus de 150 ans des universitaires, politiciens et activistes du monde entier, et produit toute une tradition intellectuelle connue sous le nom de marxisme. Peu d'intellectuels et de figures radicales ont eu une telle influence sur le monde, à l'exception peut-être d'Adam Smith, de Charles Darwin, Mahatma Gandhi, Jésus-Christ, le prophète Mahomet et Bouddha.

Le marxisme a simultanément cherché à *comprendre* et *expliquer* le capitalisme et aussi à lui *résister* et à *changer* le monde. En d'autres termes, la contribution du marxisme est double en ce qu'il forme à la fois (1) un ensemble d'idées permettant d'analyser la dynamique du capitalisme, et (2) une idéologie et un guide pour les mouvements politiques. Le XX^e siècle a abondé en mouvements, collectifs et États se réclamant du marxisme un peu partout dans le monde.

> L'influence des idées de Marx

Je commencerai par l'influence qu'ont eu les idées de Marx. Ses idées ont influencé la théorie sociale moderne, où il a été pionnier dans l'étude sociale sur la nature de la modernité capitaliste. Son influence s'étend à toutes les sciences sociales, notamment la sociologie, les sciences

politiques, l'économie, les médias, la philosophie, l'anthropologie et les relations internationales, de même qu'aux sciences naturelles et sciences dites « dures » (y compris la géographie et les technologies de l'information) et aux lettres (les arts, la rhétorique et les études littéraires, et les sciences de l'éducation). Après la crise économique de 2008, même des économistes traditionnels ont reconnu publiquement que les analyses de Marx sur le capitalisme ont beaucoup à nous apprendre. Marx propose une des analyses les plus poussées du capitalisme, mais ce n'est pas simplement l'analyse du capitalisme qui a séduit la gauche. Ses concepts et ses propositions implicites sur un futur ordre post-capitaliste ont inspiré durant le XX^e siècle certaines des réflexions sur le socialisme les plus prolifiques et élaborées au plan théorique, et continuent à inspirer la réflexion sur le socialisme du XXI^e siècle, notamment en Amérique latine.

L'autre volet de l'influence de Marx concerne l'impact de ses idées sur les mouvements politiques. La plupart des alternatives du XX^e siècle au capitalisme ont trouvé leur inspiration dans les idées de Marx sur un futur ordre post-capitaliste. L'Histoire abonde en exemples de mouvements inspirés du marxisme, mais malheureusement nombre de ces expériences ont été marquées de manière peu glorieuse par l'autoritarisme, l'oppression, l'exploitation, et même le génocide. Dans la pratique, le marxisme pré-

>>

sente également des antécédents de sexisme, de racisme et de maintien des relations coloniales. Aujourd'hui, nous voyons aussi la Chine et le Vietnam se convertir à l'économie de marché au nom du « socialisme d'État ». Nous ne pouvons pas ignorer ou nier ces faits historiques.

Pourtant Marx et le marxisme ont également inspiré d'extraordinaires mouvements et rassemblé les peuples à travers le monde. On pourrait citer les soviets lors de la révolution russe, les mouvements anticoloniaux, la solidarité de Cuba avec le mouvement de libération en Afrique du Sud et leur violente et meurtrière lutte contre le régime de l'apartheid en Angola. L'héritage de Marx se trouve surtout profondément représenté dans la façon dont ses idées ont inspiré et encouragé les peuples à imaginer et à lutter pour un monde post-capitaliste – un monde plus égalitaire, plus juste, plus pacifique, et libéré de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression.

Aujourd'hui, l'essor du postmodernisme, avec les conceptions du pouvoir antimarxistes, l'aliénation sociale, la précarité, les inégalités et la marginalisation qui vont avec, a ravivé l'intérêt pour l'analyse marxiste. La récente renaissance du marxisme ne correspond pas à un simple retour à l'interprétation marxiste des XIX^e et XX^e siècles. Pour que le marxisme perdure, ses textes ne peuvent être lus de façon dogmatique et puriste, et les pratiques politiques doivent évoluer au-delà de l'avant-gardisme. L'héritage de Marx se perpétue grâce à la reformulation et au renouvellement continuels de la théorie, de manière à ce qu'elle puisse continuer à aider à éclairer le monde que nous habitons. De la même façon que le féminisme a endossé le marxisme dans les années 1970 et théorisé des idées comme celles de reproduction sociale, d'intersectionnalité et de formes d'oppression multiples, nous devons mobiliser les idées de Marx et des marxistes autour de questions contemporaines concernant la race, le genre, l'orientation sexuelle, l'importance de la démocratie dans un projet émancipateur, les limites écologiques et la crise mondiale du capitalisme.

> Le cas de l'Afrique du Sud

En Afrique du Sud, l'un de nos principaux enjeux consiste à mobiliser de manière productive le marxisme autour des questions de race et du racisme de l'ère post-apartheid. L'échec du marxisme à aborder les questions raciales provient du fait que les premiers marxistes avaient tendance à considérer la race comme une construction sociale et un reflet de la fausse conscience. La question de la race a

été soulevée à maintes reprises tout au long du XX^e siècle dans le cadre des débats sur la question nationale, dans des contextes comme l'effondrement de l'Empire britannique, la révolution russe, la décolonisation et la lutte anti-apartheid. Lorsque les marxistes ont commencé à aborder la question de la race, ils ont eu tendance à se focaliser sur la relation entre classe et race, réduisant souvent la question de la race à une question de classe, et le racisme à sa fonction dans le système d'accumulation capitaliste. Les marxistes ont soutenu que le racisme divise la classe ouvrière et doit être mis en échec par une politique de solidarité au sein de la classe ouvrière. Le marxisme considère que l'universalité de l'identité de la classe ouvrière l'emporte sur la particularité du racisme.

Des analyses théoriques plus poussées ont examiné l'intersection de la race et de la classe en soulignant leur contingence historique, de même que les articulations existant entre les modes de production précapitalistes et capitalistes. En Afrique du Sud, l'articulation entre race et classe sociale a revêtu un caractère d'urgence particulier avec l'oppression politique systémique basée sur la race pratiquée par le régime de l'apartheid, qui a convergé avec l'exploitation capitaliste. Cependant, malgré la fin de l'apartheid, les modèles d'oppression raciale se sont perpétués dans l'Afrique du Sud actuelle par le biais d'un capitalisme qui a à la fois érodé et reproduit les formes d'oppression raciale. Pour comprendre, en Afrique du Sud comme dans de nombreux autres pays dans le monde, la persistance de l'oppression raciale dans le capitalisme de l'ère globale, une nouvelle analyse marxiste s'impose, qui est en train de commencer à émerger.

> Conclusion

Les idées de Marx et des marxistes ne pourront continuer à résonner au XXI^e siècle que si nous avons le courage de les mobiliser, les transformer et les reformuler à l'aune de notre époque. De nouveaux mouvements anticapitalistes sont déjà en train de le faire en rapprochant le marxisme post-avant-gardiste d'autres traditions anticapitalistes telles que le féminisme, l'écologie, l'anarchisme, l'anti-racisme et les traditions démocratiques et autochtones. Ces mouvements ne cherchent pas de projet idéologique cohérent ni d'élite d'avant-garde pour les diriger, mais partagent plutôt la conviction qu'« un autre monde est possible » grâce à des alternatives au capitalisme qui soient démocratiques, égalitaires, écologiques et systémiques, mises en place par des citoyens ordinaires. On retrouve là l'esprit de la propre investigation de Marx ! ■

¹ Ces réflexions sont tirées de deux articles : Satgar, V. et Williams M. (2017) "Marxism and Class" in Kathleen Korgen (dir.) *The Cambridge Handbook of Sociology*. Cambridge : Cambridge University Press; Williams, M. (2013) "Introduction" in Michelle Williams et Vishwas Satgar (eds.) *Marxisms in the 21st Century: Crisis, Critique & Struggle*. Johannesburg : Wits University Press.

> Marx et le Sud global

Raju Das, Université de York (Canada), et membre du comité de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02), et **David Fasenfest**, Université d'État de Wayne (États-Unis), et trésorier du comité de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02)

C'est en Europe que Karl Marx a vécu il y a plus de 150 ans. C'est en Europe qu'il s'est engagé politiquement et c'est sur l'Europe qu'il a écrit. Sur les milliers de pages qui composent son œuvre, les spécialistes ont calculé que seulement 400 pages environ traitaient des sociétés non européennes – principalement des articles de presse sur l'Inde, la Chine et l'Empire ottoman écrits au prisme de la politique intérieure britannique. Dès lors, comment ses idées peuvent-elles être adaptées aux pays du Sud Global d'aujourd'hui, ces régions du monde où vit la majorité de la population mondiale et qui sont beaucoup moins développées au plan économique que les pays d'Europe et du Nord industriel ?

Laissant de côté la question de l'époque à laquelle Marx a écrit, et celle du pôle géographique de développement du capitalisme, nous défendons une approche dialectique plus nuancée de la pertinence de l'analyse de Marx pour les pays du Sud. Mais pour commencer, il est nécessaire d'éviter deux écueils : l'exceptionnalisme régional (qui rend la spécificité du Sud absolue), et l'universalisme eurocentrique (qui applique mécaniquement ses idées au Sud comme si les régions du Sud n'étaient rien d'autre qu'une Europe au climat plus chaud ou une « Europe tardive »). Nous rejetons l'idée que la pensée de Marx ne s'appliquerait qu'à son époque et à son espace géographique, et par conséquent ne vaudrait pas pour le Sud – un point de vue défendu par les théoriciens postcoloniaux et postmodernes qui soutiennent que les régions du Sud sont très différentes de l'Europe. À l'évidence, toute la pensée de Marx n'est pas applicable au Sud, mais une bonne partie l'est.

Si l'analyse de Marx portait plus particulièrement sur l'Europe, c'est surtout parce que c'est là que le capitalisme, en tant que système, a pris racine, et non parce que les expériences européennes auraient été particulières ou uniques. On peut raisonnablement dire que c'est

en Asie et dans les pays du tiers-monde que les analyses et les écrits de Marx ont été plus pleinement adoptés et mis en pratique.

Les idées de Marx peuvent être classées en fonction des relations sociales et de la géographie. En premier lieu, ses idées abstraites concernent toutes les formes de société de classes, qu'il s'agisse de la forme capitaliste ou de la société sous des formes avancées de capitalisme. En deuxième lieu, même si certaines de ses idées s'appliquent spécifiquement aux formes avancées de capitalisme telles qu'elles ont émergé dans l'Europe du XIX^e siècle, dans la mesure où les relations capitalistes se sont développées dans le Sud, ses idées concernant le capitalisme avancé en Europe pourraient s'y appliquer.

Toutes les idées de Marx doivent être intégrées dans un travail intellectuel d'ensemble, qui reflète et cherche à promouvoir un changement social radical-démocratique et anticapitaliste de toutes les formes de société de classes, y compris un changement au niveau des préjugés profondément ancrés dans la société et des pratiques à l'encontre de groupes opprimés tels que les femmes et les minorités raciales. L'analyse économico-politique que fait Marx de la société capitaliste prend en compte la transformation de l'économie, de l'État, de la culture et de l'environnement, et propose des idées pour la mise en pratique d'une politique révolutionnaire.

La place importante accordée par Marx à la matérialité de la vie est adaptée aux pays du Sud global, où les besoins de la population ne sont pas satisfaits. Son approche matérialiste dialectique nous permet de considérer le Sud en prenant en compte ses problèmes matériels aigus (manque de nourriture, de logements, de vêtements, etc.), ses diverses contradictions, ses relations internes avec le système impérialiste, et ainsi de suite. Dans la mesure où l'étude du Sud a été façonnée par le postcolonialisme/postmodernisme, et que ces approches sont critiquées à

“**Nous rejetons l'idée que la pensée de Marx ne s'appliquerait qu'à son époque et à son espace géographique, et par conséquent ne vaudrait pas pour le Sud**”

l'égard de Marx, une contre-critique de la perception post-coloniale du Sud peut et doit s'appuyer sur la propre pensée philosophique de Marx. Pour Marx, les êtres humains, faisant partie de la nature, ont des besoins aussi bien matériels que culturels. Pour satisfaire ces besoins, les êtres humains doivent interagir avec la nature et entre eux. Leur travail est combiné aux moyens de production, dérivés en dernier ressort de la nature, dans le cadre de relations sociales de production qui visent à produire des biens pour satisfaire leurs besoins. Lorsque les forces productives se développent, un excédent est produit et, en conséquence, se développe en même temps de possibles inégalités de classe et luttes des classes pour s'approprier cet excédent. Dans une société de classes, aussi bien au Sud qu'au Nord, la majorité des travailleurs libres ou non, accomplissent un surplus de travail. Comme Marx l'écrit dans le Volume I du *Capital* :

“Partout où une partie de la société détient le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus de travail destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production, que le propriétaire soit [...] maître d'esclaves, [...] seigneur foncier ou capitaliste moderne.”

Bien que les exemples empiriques de Marx soient situés en Europe, son approche du capitalisme était fondamentalement mondiale ou internationaliste. Le commerce mondial était un présupposé du capitalisme, lorsque Marx souligne que la production et la circulation des marchandises – à l'origine et au fur et à mesure de leur développement – constituent les bases du commerce et des échanges internationaux. L'histoire moderne du capital date de la création d'un commerce et d'un marché qui

englobent le monde entier. En effet, la géographie mondiale du commerce est la condition préalable du capitalisme, qui transforme à son tour le capitalisme en phénomène mondial.

Les pays du Sud doivent fondamentalement être appréhendés en termes de classe au sens marxiste, comme des pays qui ont connu des révolutions démocratiques ou agraires avortées contre les rapports féodaux, des révolutions nationales (ou anti-impérialistes) avortées, et des révolutions anticapitalistes avortées ou manquées. Le capitalisme du Sud est profondément marqué par l'impérialisme et coexiste avec une formation sociale qui peut contenir des restes de féodalisme et de la production de marchandises basée sur des rapports autres que salariés afin de prendre en compte les traditions collectives autochtones.

En conclusion, les idées de Marx ont continué à être développées depuis différents points de vue dans le Sud global, dans les sociétés post-soviétiques et d'autres économies de marché émergentes, en opposition avec une compréhension eurocentrique du changement social et de la résistance au capitalisme. Le fait qu'il y ait plusieurs variétés de marxisme selon les régions – africain, asiatique, latino-américain, indien et chinois (lequel est enseigné dans diverses facultés de marxisme des principales universités chinoises) – et que les études marxistes portant sur le développement international, l'impérialisme, la réforme agraire, etc. soient en plein essor, semble indiquer que la pensée de Marx reste adaptée aux problèmes rencontrés par les pays du Sud. En témoigne également l'institutionnalisation des idées marxistes dans des revues spécialisées publiées dans le Sud ou plus généralement traitant de questions ayant rapport au Sud. ■

Toute correspondance est à adresser à :
David Fasenfest <david.fasenfest@wayne.edu>
Raju Das <rajudas@yorku.ca>

> Inégalités de classe et luttes sociales en Chine

Jenny Chan, Université polytechnique de Hong Kong, et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



*Un service de livraison en Chine.
Photo de Jenny Chan.*

> Production et reproduction sociale des migrants ruraux chinois

La rapide accumulation du capital en Chine a été en partie alimentée par un recours massif, au cours des 40 dernières années, à une main-d'œuvre qui a émigré des zones rurales vers les villes. Selon les estimations officielles, quelque 282 millions de migrants ruraux ont été absorbés dans les moyennes et grandes villes de l'ensemble du pays par le secteur manufacturier, le secteur des services et celui du bâtiment, ce qui représente une augmentation de plus de 50 millions depuis la reprise économique de 2009, et un cinquième de l'ensemble de la population du pays. Les municipalités ont adopté un « système de points » qui permet à un certain nombre de migrants ruraux, en particulier les grands entrepreneurs d'accéder au statut de résident permanent sur la base de critères tels que leur capacité à acheter un logement, leurs spécialisations professionnelles et leur niveau d'instruction. Mais même après des années de travail en ville, la grande majorité des migrants peu instruits, ainsi que leurs enfants, demeurent des citoyens de seconde zone dans la mesure où ils conservent leur statut de résident rural et n'ont pas le même accès que les résidents urbains à l'enseignement public, aux soins de santé subventionnés et à des prestations de retraite, ce qui permet la suppression de coûts de main-d'œuvre.

La nuit du 18 novembre 2017, 19 personnes, dont huit enfants, sont mortes dans un incendie qui s'est produit dans un immeuble de la banlieue sud de Pékin. L'immeuble, composé de deux étages et d'un sous-sol, abritait de minuscules pièces où s'entassaient des locataires pour un loyer bon marché. Au lieu d'apporter l'aide d'urgence nécessaire aux victimes et aux survivants, le gouvernement a entrepris de chasser de la capitale chinoise les dizaines de milliers d'habitants « bas de gamme » – c'est ainsi qu'ils sont désignés de manière méprisante par la terminologie officielle. L'incendie mortel a marqué le début d'une vaste campagne d'inspection de sécurité et de démolition de constructions illégales employées comme logements de location, ateliers, entrepôts, marchés de gros, écoles, restaurants ou boutiques, bouleversant la vie des individus les plus déshérités et de leurs familles. Ces expulsions en masse – qui ne sont pas les premières, ni vraisemblablement les dernières – ont suscité l'indignation de la société civile, mais les voix dissidentes ont rapidement été écartées des principaux médias nationaux. Avec la montée de la Chine globalisée, les citoyens à bas revenus continuent de lutter pour de meilleures conditions de travail et de vie, aux marges de la ville « haut de gamme ». Et le gouvernement chinois inévitablement sera jugé pour sa rhétorique et son inlassable poursuite du « rêve chinois » en contraste avec les souffrances infligées à son peuple.

Les travailleurs migrants à bas salaires sont souvent logés dans des dortoirs – une option rentable pour l'employeur puisqu'elle leur permet de s'assurer que les travailleurs passent l'essentiel de leur temps libre à se préparer pour leur prochain tour de travail. La frontière socio-spatiale entre le travail et la vie personnelle est brouillée, et en facilitant les heures supplémentaires, permet de garantir que les délais de production soient respectés. L'organisation multifonctionnelle et « tout-en-un » des ateliers de fabrication, entrepôts et lieux d'habitation était typique des premières zones industrielles chinoises et reste aujourd'hui courante dans les grandes villes où les migrants se sont implantés et concentrés.



Logistique sur le terrain, en Chine.
Photo de Jenny Chan.

En quête d'une liberté individuelle limitée dans leur vie privée, les travailleurs, dès qu'ils peuvent se le permettre, quittent les dortoirs collectifs gérés par les employeurs pour louer en appartement privé. Ces logements en location sont souvent des chambres bon marché, sans fenêtre, ou avec seulement une petite fenêtre, qui leur permettent au moins d'être reliés au monde extérieur. Certains complexes de ce type sont infestés par les moustiques, les rats et les cafards. Les équipements et les frais de gestion sont très variables. Les prix des loyers sur le marché privé ayant atteint des sommets dans les mégapoles chinoises, les revenus des travailleurs se retrouvent engloutis par les bailleurs.

Les ouvriers migrants vendent leur force de travail dans des secteurs comme la livraison de repas ou de colis, les services de taxi ou d'aide ménagère, pour ne citer que quelques exemples, stimulant par là la croissance du PIB national et la transformation d'une économie manufacturière en économie de services. L'expansion continue de l'économie numérique crée des dizaines de millions de nouveaux emplois « flexibles » par l'intermédiaire des plateformes et des applications. En tant que prestataires indépendants, ils ne sont cependant pas protégés de manière adéquate par la législation du travail chinoise, et leur sécurité de l'emploi et la stabilité de leurs revenus sont extrêmement réduits. La fermeture de lieux de travail non autorisés et de dortoirs non homologués après l'incendie de 2017 a mis en évidence la vulnérabilité des travailleurs du secteur informel des services et celle de leurs enfants, comme celle de beaucoup de personnes travaillant dans d'autres secteurs. Certains, en cette période de froid extrême, ont été amenés à payer un loyer plus élevé pour un logement temporaire tandis que d'autres n'ont eu d'autre choix que de partir.

En Chine, les migrants internes sont depuis longtemps la cible des efforts de « nettoyage » des administrations municipales. De la ville à la campagne, le rythme accéléré de « développement » et de transformation économique a intensifié l'empiètement des villes sur les terres agricoles et les villages des campagnes. De nombreux villageois

ont été déplacés, privés de la possibilité de revenir chez eux pour labourer leurs terres. Ces travailleurs sans terre, qui ont perdu dans leur village natal l'accès aux parcelles familiales, sont confrontés à une difficulté supplémentaire : les employeurs sont réticents à embaucher des villageois qui ont perdu leur droit à la terre qui assurait leur subsistance, et qui demandent par conséquent des salaires plus élevés à leurs employeurs. Les entrepreneurs ruraux, notamment dans l'industrie du bâtiment qui fonctionne au travers de réseaux locaux, refusent d'embaucher des paysans qui ont perdu leurs terres car il leur faudrait assurer leurs moyens de subsistance en les payant à l'avance – et non à la fin des travaux comme c'est habituellement le cas. Parmi les personnes sans emploi, les migrants sans terre se situent tout en bas de l'échelle sociale.

> Vers des alliances inter-classes en vue d'un changement du système ?

La nature autant que le travail sont à la base de l'accumulation du capital : plus l'accumulation du capital est rapide, plus l'ampleur de l'expropriation de la nature et la subsumption du travail sera importante. La dépossession des terres et la prolétarianisation vont de pair avec l'avènement du capital, à Pékin et bien au-delà. Sous les auspices des administrations provinciales et locales, de puissantes multinationales ont, pour réaliser des bénéfices, utilisé davantage de terres agricoles et de main-d'œuvre aussi bien rurale qu'urbaine. Les luttes ouvrières de la base, bien qu'ancrées localement, doivent simultanément faire face aux forces du capital globalisé et à l'État chinois à tous les niveaux.

La période actuelle caractérisée par des protestations de courte durée sur des sites de résistance localisés et dispersés dans toute la Chine littorale et intérieure doit évoluer en transcendant les classes sociales et les divisions entre ville et campagnes, pour construire un mouvement social doté d'une base plus large. En tant que chercheurs et activistes, nous devons encourager une unité plus solide avec la classe des travailleurs précaires et d'autres classes sociales afin de lutter pour les droits du travail et la justice sociale. Un lieu de travail sûr et un logement digne ne seront obtenus qu'au prix d'âpres luttes. ■

Toute correspondance est à adresser à Jenny Chan
<jenny.wl.chan@polyu.edu.hk>

> Universités publiques et privées en Inde

Niharika Jaiswal, New Delhi (Inde)



La marchandisation des universités porte atteinte à l'enseignement public, en Inde et partout ailleurs dans le monde.

Dans l'Inde d'aujourd'hui, avec l'avènement des politiques néolibérales, l'essor des économies du savoir et le développement d'établissements privés d'enseignement, les réseaux mondiaux et le secteur privé ont désormais le pouvoir de dicter ce qui constitue des « connaissances utiles ». La conception de l'enseignement comme un « bien public » est remplacée par celle de l'enseignement comme « marchandise privée ». Les universités sont présentées comme des « marques » qui proposent des « cours commercialisables ». Ce type de discours, en qualifiant les humanités d'« improductives », ont obligé des disciplines comme la sociologie à se réinventer pour assurer leur survie.

Si cette tendance générale à la marchandisation est une réalité connue, ce que l'on sait moins c'est que les universités publiques aussi bien que privées tendent à adopter les mêmes pratiques. Cette convergence remet en cause le sens même de la « chose publique » dans une société démocratique libéralisée, privatisée et globalisée. Pour étayer mon argument, je m'appuie sur une analyse comparative de la structure et du contenu du programme d'études de premier cycle de sociologie dans deux universités publiques – l'Université de Delhi (DU) et l'Université Ambedkar de Delhi (AUD) – et une université privée, l'Université Shiv Nadar (SNU).

La DU a été fondée en 1922. De manière significative, depuis 2012 ses cursus universitaires ont été revus à maintes reprises, passant du système annuel au système semestriel, puis au *Four Year Undergraduate Program* (FYUP, Programme de premier cycle d'une durée de quatre ans) et enfin au *Choice Based Credit System* (CBCS, Système de crédits au choix) en 2015. L'AUD est une université d'État fondée en 2010, exclusivement consacrée aux sciences humaines et sociales. La SNU a ouvert ses portes en 2011. Bien que ces trois universités aient été créées à des moments différents, avec des programmes d'études supposément différents, elles semblent partager les mêmes pratiques.

Premièrement, les trois universités s'orientent vers des programmes d'études intégrées, basés sur des critères comme la « nouveauté », le « libre choix » et de meilleurs débouchés professionnels. Avec les modalités FYUP et CBCS, les étudiants disposent d'un plus grand choix, sous la forme de cours à option (*electives*), c'est-à-dire de cours sur des sujets en vogue comme le développement, les médias, l'environnement, les cultures visuelles, etc. Les *applied courses*, ou cours appliqués, proposés à l'Université de Delhi dans la modalité FYUP, ou les « cours de perfectionnement des compétences et aptitudes » dans sa modalité CBCS, de même que la possibilité, à l'AUD aussi

bien qu'à la SNU, de suivre des cours dans une matière secondaire en plus de la discipline principale, visent tous à développer l'employabilité et les compétences entrepreneuriales des étudiants.

Deuxièmement, l'accent est mis sur l'interdisciplinarité et sur l'actualité des cours proposés. Dans les modalités FYUP et CBCS de l'Université de Delhi, et dans le cursus de sociologie de l'AUD, l'interdisciplinarité est introduite en donnant aux étudiants la possibilité de sélectionner des cours enseignés dans d'autres départements. L'option offerte par la SNU de suivre des cours dans une matière secondaire et d'intégrer des « groupes d'étude indépendants » va dans le même sens. L'interdisciplinarité est établie en incluant des cours d'histoire, de science politique ou de littérature comme « cours à option » ou comme « fondamentaux ». À l'AUD, cependant, l'intégration dans le cursus principal de sociologie d'approches propres à d'autres disciplines n'a été réalisée qu'au travers de lectures recommandées. L'actualité des programmes d'enseignement se manifeste également au travers des lectures et des sujets de recherche. Les « cours à option » et les « fondamentaux » dans la modalité CBCS et FYUP ont introduit plusieurs nouvelles thématiques telles que « la sociologie de la guerre » ou « le cinéma ethnographique ». En outre, dans la plupart des cours, la littérature scientifique publiée après les années 90 domine largement les listes d'ouvrages recommandés. Par exemple, 30 des 35 lectures suggérées dans le cadre du cours sur « Le genre et la société » à l'AUD sont des textes publiés après les années 90. Les universités s'efforcent ainsi d'incorporer de nouveaux sujets d'étude, de nouvelles sources de savoir et de recherche ainsi que des échanges entre les disciplines dans le but d'améliorer la base de connaissances des étudiants et leur gamme de compétences.

Troisièmement, le lien entre l'université et le monde de l'entreprise a été renforcé dans l'ensemble de ces programmes. Dans la modalité CBCS, le système de crédits offre un mode d'évaluation standardisé aux employeurs. Des cours comme ceux intitulés « Familiarisation avec les organisations » ou « Atelier sur les expressions » à l'AUD, ou « Recherche et apprentissage expérientiel et appliqué » à la SNU, mettent les étudiants en contact avec diverses ONGs et organismes de recherche. Par ailleurs, l'importance accordée en premier cycle à la lecture d'études ethnographiques, à la recherche concrète, à la rédaction d'essais, ou aux études de terrain, ainsi que l'intérêt décroissant pour la théorie sociologique, favorisent la recherche appliquée au détriment des études « académiques ».

Quatrièmement, les universités indiennes établissent dans le cadre de leur stratégie marketing des partenariats internationaux avec des universités d'autres pays. Par exemple, la AUD et la SNU collaborent avec Yale, Sciences

Po, Stanford, Berkeley, etc. pour renforcer leur prestige auprès des étudiants.

La sociologie et les autres sciences sociales sont ainsi présentées comme des disciplines interdisciplinaires, contemporaines et intégrées, capables d'offrir aux étudiants de meilleures perspectives d'avenir et une dimension internationale. Cependant, ce qui fait l'essence des sciences sociales – sa capacité critique et sa créativité – se trouve compromis.

Les similitudes observées entre la DU, l'AUD et la SNU semblent indiquer qu'elles répondent à un même paradigme de production du savoir dicté par des principes néolibéraux. Cette évolution a des répercussions sur le rôle et la position des universités publiques car, en tant qu'institutions publiques, elles ont comme responsabilité de défendre l'éducation comme moyen d'améliorer le bien-être social. Mais la nécessité croissante pour les universités de se positionner sur le marché international vient ébranler cette vocation première. Un système éducatif régi par le marché peut-il se maintenir en tant que « bien public » ? Le rôle des étudiants est-il identifié comme celui d'apprenants ou de consommateurs ?

Nous touchons là à la reconceptualisation philosophique de la « chose publique » imposée par le paradigme néolibéral dans le domaine éducatif. Le débat autour du rôle des universités publiques ne se situe pas dans le changement de propriétaire ; il résulte plutôt de l'évolution du sens que l'on donne à l'espace public, au rôle public, aux valeurs publiques et aux motivations publiques. La spécificité de la sphère publique tient à l'égalité entre ses membres, à la capacité critique de son discours, à l'intégration de toutes les opinions, et à son lien fondamental avec le domaine des droits constitutionnels et de la citoyenneté. L'État-providence assure ainsi l'accès à l'éducation, à l'eau, aux routes, ou à l'emploi comme parties constitutives d'une vie publique garantie par les institutions publiques.

Dans le cadre de la nouvelle conceptualisation, l'appel à brouiller toute distinction entre universités « publiques » et « privées » afin de créer une « université globale », porte atteinte aux valeurs d'égalité, de pensée critique et d'accessibilité forgées au cours de leur histoire par les nations et les démocraties. L'adoption par les universités publiques indiennes de mandats académiques et administratifs régis par le marché entraîne une érosion de la sphère publique. En conclusion, les universités ont certes sans doute réussi à devenir compétitives à l'échelle globale en adoptant des paramètres « internationaux » de ce qui est perçu comme un « enseignement de qualité », mais l'abandon des pouvoirs politiques dans différents contextes et le fait de vider la « chose publique » de son contenu démocratique conduisent à vider les universités publiques de leur essence. ■

Toute correspondance est à adresser à Niharika Jaiswal
<niharika.27.j@gmail.com>

> L'équipe de *Dialogue Global* se renouvelle

Avec ce numéro de *Dialogue Global*, ce sont deux nouveaux rédacteurs en chef qui entrent en fonction, Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre. Ils succèdent à l'enthousiaste créateur de ce magazine, Michael Burawoy. Chaque numéro de *Dialogue Global* est le fruit du travail d'équipe de collaborateurs présents dans de nombreux pays. Traduit en 17 langues, le magazine publie des articles de sociologues du monde entier, à l'attention d'un public universitaire comme du grand public. C'est pour nous un honneur et une mission aussi difficile que stimulante de nous associer à un aussi vaste réseau d'auteurs, de traducteurs et de fidèles. La nouvelle équipe, avec l'ensemble des anciens et des nouveaux membres, ambitionne de renforcer ce magazine qui joue un rôle important en mettant en relation tant de sociologues dans le monde entier.

Brigitte Aulenbacher est professeure de sociologie et dirige le Département de Théorie de la Société et d'Analyses sociales à l'Université Johannes Kepler de Linz (Autriche), et a co-organisé le III^e Forum de Sociologie de l'ISA de 2016 à Vienne, au titre de vice-présidente du Comité local d'organisation. Parmi ses domaines de recherche, citons la théorie sociologique, le genre et l'intersectionnalité, ainsi que la sociologie du travail et de l'aide à la personne. Elle mène actuellement des études empiriques

sur l'aide à domicile (24-hour care) et la marchandisation de l'université. **Klaus Dörre** est professeur de sociologie à l'Université Friedrich Schiller de Jéna (Allemagne), où il dirige le Département de Sociologie du travail, industrielle et économique. Ses domaines de recherche comprennent notamment la théorie du capitalisme, le capitalisme financier, l'emploi flexible et précaire, les relations du travail et le syndicalisme stratégique. Il est actuellement co-directeur aux côtés de Hartmut Rosa du Groupe de recherche sur les sociétés post-croissance, financé par la Fondation allemande pour la recherche (DFG).

Les deux nouveaux rédacteurs en chef sont aidés dans leur nouvelle mission par une nouvelle rédactrice adjointe, Aparna Sundar, ainsi que par deux assistantes d'édition, Johanna Grubner et Christine Schickert. **Aparna Sundar** est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Université de Toronto (Canada). Elle a travaillé comme professeure adjointe à l'Université Ryerson de Toronto et jusqu'en 2016 comme maître de conférences à l'Université Azim Premji de Bangalore (Inde), où elle reste professeure invitée. **Johanna Grubner** est titulaire d'un master de sociologie et est actuellement chercheuse à l'Université Johannes Kepler de Linz (Autriche). Ses recherches portent sur la théorie féministe et les études de genre, et sont axées plus particulièrement sur le corps et les méthodes quanti-



Brigitte Aulenbacher.



Klaus Dörre.



Christine Schickert.



Johanna Grubner.



| Aparna Sundar.



| Lola Busuttil.



| August Bagà (alias Arbu).

DIALOGUE GLOBAL



tatives. Son projet de thèse porte sur l'égalité de genre à l'université. **Christine Schickert** est titulaire d'un master d'études américaines, avec la sociologie comme matière secondaire. Elle travaille comme directrice administrative du Groupe de Recherche sur les sociétés post-croissance du Département de Sociologie de l'Université Friedrich Schiller de Iéna (Allemagne).

Dialogue Global a la chance de pouvoir également compter sur des collaborateurs de longue date. Établis à Barcelone, en Espagne, les responsables éditoriaux **Lola Busuttil** et **August Bagà** (alias Arbu) poursuivent la collaboration engagée avec Michael, tout comme le font les rédacteurs-consultants et les équipes régionales de traduction répartis dans le monde entier. Collaborateurs de la première heure, Lola et Arbu travaillent pour le magazine depuis le tout premier numéro, paru en 2010. Traductrice et éditrice de profession, Lola supervise l'ensemble du processus de création de chaque numéro pour assurer une qualité optimale. Graphiste et illustrateur professionnel, Arbu est responsable de la conception graphique de *Dialogue Global*.

Tandis que tous les rédacteurs-consultants et équipes de traduction ont manifesté leur volonté de poursuivre leur collaboration avec cette équipe en partie renouvelée, Michael continuera d'apporter son soutien à la publication au titre de consultant, ce qui permettra d'assurer une tran-

sition sans heurts et le succès futur du magazine. Enfin, nous allons poursuivre une fructueuse collaboration avec le Comité des Publications de l'ISA et avec les membres du Comité Exécutif de l'ISA qui participent comme rédacteurs-consultants, ainsi qu'avec la secrétaire exécutive Iza-bela Barlinska et son équipe à Madrid, sans lesquels une initiative comme *Dialogue Global* ne serait pas possible.

Travailler avec un comité de rédaction de sept personnes dispersées dans quatre pays différents, en collaboration avec des rédacteurs-consultants et des équipes de traduction formées d'étudiants, de jeunes sociologues et de chercheurs confirmés basés dans plus de 17 pays, est une entreprise à la fois difficile et stimulante. *Dialogue Global* s'affirme ainsi comme un moyen de faire entendre toute une variété d'approches sociologiques et de donner à connaître des points de vue locaux, d'apporter un espace pour des controverses animées et des débats productifs sur les évolutions sociales et théoriques, d'offrir une plateforme à des chercheurs reconnus aussi bien qu'à de jeunes chercheurs, et, partant, d'établir un réseau mondial de sociologues qui écrivent et débattent sur les grandes problématiques de notre temps.

Notre équipe se réjouit à l'avance d'entrer en contact avec tous ceux et celles d'entre vous qui êtes intéressés par un dialogue commun à l'échelle globale. ■